UNIVERSITE DE YAOUNDE
FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES
ANNEE ACADEMIQUE : 1975 - 1976

MEMOIRE DE LICENCE

L'Indemnisation du sinistre par les Compagnies d'Assurances
(dommages subis par un véhicule à la suite d'un accident)

Présenté par Mademoiselle Annette ENDALE
Sous la direction de Monsieur Stanislas MELONE,
Professeur Agrégé de droit privé.

A B R E V I A T I O N S

Art	:	Article
Bull	:	Bulletin des arrêts de la Cour Suprême du Cameroun Oriental
CA	:	Cour d'Appel
Civ	:	Arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation
Crim	:	Arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation
CS	:	Cour Suprême du Cameroun
CSCOR	:	Cour Suprême du Cameroun Oriental
D	:	Recueil DALLOZ
DC	:	Recueil critique DALLOZ
DH	:	Recueil hebdomadaire DALLOZ
Doctr	:	Doctrine
GP	:	Gazette du Palais
JCP	:	Juris-classeur périodique (Semaine juridique)
JA	:	Jurisprudence Automobile
Req	:	Arrêt de la chambre des requêtes de la Cour de Cassation
REGAT	:	Revue générale des Assurances terrestres
Soc	:	Arrêt de la Chambre Sociale de la Cour de Cassation
Som	:	Sommaires
Trib	:	Tribunal
TGI	:	Tribunal de Grande Instance
T 1st I	:	Tribunal de Première Instance
Ydé	:	YAOUNDE

INTRODUCTION

- 2 -

Le développement de la construction et de la circulation des automobiles, le mouvement de concentration urbaine que connaît le monde depuis quelques années, a sa rançon, à savoir le développement des accidents. Au Cameroun, ces accidents dûs au mauvais état et à l'étroitesse des rues, à une absence de signalisation, à l'utilisation abusive de vieilles voitures dont l'état défectueux ne répond plus aux prescriptions du code de la route, à l'indiscipline des chauffeurs... causent des dommages considérables et constituent pour les Compagnies d'Assurances chargées de ^{des sinistres} leur règlement, une lourde charge. Et les nombreux problèmes qu'occasionne leur indemnisation sont pour les assurés, un moyen de juger de la qualité des services offerts par l'assureur.

En effet, la Compagnie d'Assurances, s'étant engagée par le Contrat d'assurance à réparer le préjudice que subira son assuré en cas de sinistre, se verra souvent reprocher sa lenteur dans le règlement et parfois même le refus d'indemniser.

Toutes ces assertions ne sauraient cependant être retenues. Il est vrai certes qu'elles sont vérifiées par l'encombrement que connaissent les Compagnies d'Assurances vu le nombre élevé des sinistres et le long processus que doit suivre le mécanisme de l'indemnisation. Mais, on constate aussi de la part des assurés de l'ignorance quant au but et à la nature de la protection que leur confère une Police d'Assurance. Ignorance qui engendre des réclamations abusives.

Nombreuses sont en effet les personnes qui au Cameroun ne souscrivent l'assurance automobile que parce qu'elle est obligatoire. La considérant comme une contrainte, elles se limitent à la seule garantie imposée par les pouvoirs publics (celle couvrant les risque de responsabilité civile). Et quant bien même elles connaîtraient les nombreux avantages que leur procurerait une police avec

des garanties plus étendues, elles se trouveraient toujours limitées étant donné le coût élevé d'une assurance complète.

Notre propos dans le cadre de ce mémoire étant d'étudier l'indemnisation des dommages matériels ou plus précisément ceux causés aux véhicules accidentés, nous énumérerons les différents contrats qui créent cette obligation et envisagerons l'étendue des garanties conférées.

LES DIFFERENTS CONTRATS

Une personne qui souscrit un contrat d'assurance entend se prémunir contre les conséquences pécuniaires d'un sinistre (le sinistre étant ici la réalisation du risque prévu au contrat). Ce type d'assurance appelé assurances de dommages a pour but de garantir l'assuré contre les conséquences d'un événement pouvant causer un dommage à son patrimoine.

Ces événements abondent et provoquent une multitude de dommages: soit en causant un préjudice matériel tel que la perte d'une voiture, soit aussi en causant un préjudice mais indirectement. C'est ainsi lorsque par la mise en circulation de son véhicule, une personne provoque la destruction d'un bien appartenant à autrui dans des conditions telles que sa responsabilité est engagée. Dans ce cas, c'est finalement son propre patrimoine qui supporte le préjudice. La victime exigeant un recours contre l'auteur du dommage va prélever sur le patrimoine de celui-ci, le montant de sa réparation et donc amputera d'autant l'actif de ce patrimoine.

Le dommage se manifestant ainsi sous diverses formes, permet des modes variés d'assurances. Les propriétaires de voitures disposent de ce fait de plusieurs sortes de contrats leur permettant de se couvrir soit pour partie, soit pour totalité des dommages atteignant leur patrimoine. On retiendra d'abord l'assurance

Responsabilité Automobile instituée par une Loi N° 65/LF/9 du 22 Mai 1965. Aux termes de cette loi, tout propriétaire, Gardien ou Conducteur autorisé a l'obligation de faire assurer sa responsabilité civile engagée à l'occasion de la mise en circulation de son véhicule. Il peut être prévu en complément de cette assurance de responsabilité civile, des garanties pour le véhicule lui-même (vol, incendie, dommages accidentels). Seule nous intéresse ici l'Assurance des dommages accidentels au véhicule ou tierce dans le jargon des assureurs. La formule la plus complète qui groupe l'ensemble de ces garanties est dite Assurance Multirisques ou plus communément appelée Assurance tous-Risques.

En d'autres termes, un assureur sera tenu de réparer dans les deux cas suivants :

- lorsque le véhicule accidenté est celui d'un tiers adversaire de son client assuré en responsabilité civile si ce dernier est manifestement en tort;
- soit lorsque c'est celui propre de l'assuré si ce dernier est assuré en tous risques ou plus exactement en tierce (dommages aux véhicules).

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'assureur ne sera tenu à indemnisation que si l'évènement dommageable entre bien dans le cadre de la garantie conférée par le contrat qui le lie à l'assuré. Il vérifie donc préalablement la situation du contrat, se trouve-t-il lié par un contrat valable?. Les primes ont-elles été payées au terme prévu ?.

Les règles déterminant les dommages couverts quant à elles sont édictées soit par la loi et les règlements, soit par la convention.

LES REGLES LEGALES: Aux termes de l'article 12 de la loi du 13 Juillet 1930 sur le contrat d'assurance : " les pertes et les

dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur sauf exclusion formelle et limitée contenue dans la police.

Toutefois, l'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré; l'assureur doit donc garantir les sinistres résultant des cas fortuits ou de la faute non intentionnelle de l'assuré. On entend par cas fortuit tout événement imprévisible et irrésistible. Il s'agit non seulement des événements qui dépendent uniquement du hasard, mais encore des événements qui dépendent des tiers.

En revanche l'article 12 exclut de la garantie les sinistres résultant des fautes intentionnelles de l'assuré. Cette interdiction se justifie ici par des raisons d'ordre public et de moralité car admettre l'assurance des fautes dolosives serait permettre aux individus de porter atteinte à leurs semblables. De même il serait immoral d'accorder une indemnité à un individu qui cause intentionnellement un dommage à son patrimoine. Ainsi lorsqu'un automobiliste cause un accident et lorsqu'il a agi avec la conscience des conséquences de son acte, il ne pourra bénéficier d'aucune indemnité. Cependant il faudrait bien se garder d'assimiler la faute intentionnelle à la faute pénale. Le fait de condamner un automobiliste pour homicide et blessures involontaires ne le prive pas pour autant de sa garantie car dans ce cas précis il n'y a pas eu intention frauduleuse.

Il est à noter en outre que l'assureur doit garantir toutes les fautes non intentionnelles, quel que soit leur degré de gravité: la faute pouvant être soit légère soit une faute lourde.

S'agissant des personnes dont l'assuré est civilement responsable, l'article 13 de la loi du 13 Juillet 1930 édicte à ce propos que : "L'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du code civil, quelle que soit la nature et la qualité des fautes de ces personnes". Les personnes dont on est responsable sont :

- les enfants mineurs en ce qui concerne leurs parents ;
- les domestiques et les préposés en ce qui concerne les maîtres et les Employeurs ;
- les élèves et les apprentis en ce qui concerne les instituteurs et les artisans.

Rappelons que le mari n'est pas responsable de sa femme. Par contre le mandant peut s'assurer contre les fautes dolosives commises par le mandataire dans l'exécution de son mandat.

L'assureur n'a pas normalement à indemniser les pertes et dommages provenant du vice propre de la chose assurée :
Article 33 loi du 13 Juillet 1930: " les déchets, diminutions et pertes subies par la chose assurée et qui proviennent de son vice propre ne sont pas à la charge de l'assureur sauf convention contraire".

En effet les assurés croient volontiers que tout incident mécanique survenu inopinément tel la rupture spontanée d'une pièce fait jouer la garantie du contrat, ce qui n'est qu'une grave erreur de leur part.

Enfin selon l'article 34 de la loi du 13 Juillet 1930, les pertes et dommages provenant de guerre étrangère, civile, les émeutes et mouvements populaires sont également exclus de la

garantie : (1)

Ayant précisé les règles légales, nous aborderons maintenant les garanties conventionnelles qui sont stipulées aux conditions générales et particulières de la police.

LES GARANTIES CONVENTIONNELLES:

Celles-ci ont trait aux conditions de mise en jeu ou d'exclusion de la garantie. Les polices prennent soin en général de définir ces notions.

(1) Article 34 : " L'assureur ne répond pas, sauf convention contraire des pertes et dommages occasionnés soit par la guerre étrangère, soit par la guerre civile, soit par les émeutes ou par les mouvements populaires. Lorsque ces risques ne sont pas couverts par le contrat, l'assuré doit prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère; il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile, d'émeutes ou mouvements populaires".

Ainsi en matière d'accident de circulation, le droit à l'indemnité suppose un dommage consécutif à la mise en circulation du véhicule. Cette notion de circulation est très large, elle suppose en effet que le véhicule peut être en marche, en stationnement ou en repos sur une voie publique ou privée. Les dommages couverts étant ceux résultant d'accidents causés par et sur le véhicule assuré. La solution s'applique notamment en cas de :

- collision contre un corps fixe (mur, arbre) ou mobile (piéton, animal ou autre véhicule), Dans les assurances de responsabilité civile, la garantie joue même en l'absence de choc dès lors qu'il y a eu relation de cause à effet ou plus exactement participation du véhicule. De même seront garanties (assurance responsabilité toujours) les dommages causés à un tiers véhicule par la chute des accessoires de la voiture de l'assuré, ainsi que les dommages provenant d'incendie du véhicule.

Par ailleurs, dans la tierce il faut étendre la garantie lorsqu'il y a eu :

- un versement sans collision préalable (lorsque la voiture se retourne toute seule sur la route);
- un dérapage sans collision.

Sont compris également dans la garantie, les dommages subis au cours de transports par terre ou par mer et par air à la condition que le transport ait lieu entre deux pays où la garantie est acquise.

S'agissant des exclusions de garantie quant aux personnes il est à noter que sont exclus, les dommages occasionnés par un conducteur sans permis de conduire. Les polices exigent un permis en état de validité c'est-à-dire qui ne soit ni périmé, ni suspendu.

Une question se pose cependant lorsque le conducteur n'ayant pas de permis utilise la voiture à l'insu du propriétaire ? . La jurisprudence (1) décide dans ce cas que la garantie de l'assureur joue. En l'espèce la cour d'appel de YAOUNDE admet que la responsabilité de la Compagnie Générale d'Assurances est engagée à la suite d'un accident causé par un conducteur non muni du permis de conduire au motif que le véhicule au moment de l'accident était utilisé à l'insu de l'assuré.

Les faits étaient les suivants: DAME EDZIMBI, épouse NDENGUE, propriétaire de la voiture l'avait confiée à son chauffeur NGUELE. Ce dernier la confie à son tour à ADOUMENA Lucas démuné de permis neveu de NDENGUE. A la suite d'un accident causé par ADOUMENA, DAME EDZIMBI porte l'affaire devant les juridictions pénales, d'une part, demandant la condamnation d'ADOUMENA et de NGUELE pour vol et d'autre part, devant le tribunal civil, contre la Compagnie Générale d'Assurances à qui elle demande réparation des dommages occasionnés au véhicule. La Compagnie d'Assurances, pour refuser sa garantie prétendait que si dans sa police il était stipulé qu'elle garantissait les dommages causés par un conducteur non muni de permis lorsque ce dernier avait pris le volant à l'insu du propriétaire assuré, cette clause ne pouvait s'appliquer en l'espèce. Elle soutenait en effet que le fait que le tribunal répressif ait relaxé les sieurs A. et N. du chef de vol démontre que la voiture était utilisée sous la garde juridique de l'assuré. La Cour d'Appel rejette cependant ces affirmations décidant que: bien qu'il n'y ait pas eu vol de la part de A. à cause de l'absence de volonté d'appropriation de sa part et à cause de la remise de la voiture par NGUELE qui considérait A comme son ami, le fait que le véhicule confié par DAME EDZIMBI à son chauffeur fut au moment de l'accident en d'autres mains à savoir celles d'A, montre bien que la voiture était utilisée à l'insu de son propriétaire.

(1) C A YAOUNDE. Arrêt N° 60 du 30 Mai 1962 publié en Annexe

L'assureur peut également se prévaloir de la conduite en état d'ivresse pour écarter sa garantie. Mais dans ces cas il faut deux conditions :

- que le conducteur ait été condamné en état d'ivresse au moment du sinistre;
- qu'il ne soit pas établi que le sinistre était sans relation avec cet état d'ivresse.

Au sujet de cette exclusion, il faut cependant faire une remarque. Ce n'est pas une non-assurance mais une déchéance. En conséquence elle produit des effets différents soit qu'on se trouve en Assurance de responsabilité ou en tierce.

Dans le premier cas, l'assureur ne pourra pas opposer l'exclusion de garantie aux victimes, il devra donc indemniser quitte à se retourner par la suite contre le conducteur.

Dans la tierce par contre, l'assuré perd son droit à indemnité.

Lorsque les parties se trouvent donc ainsi liées par un contrat valable et si le risque prévu se réalise, le contrat sera mis en jeu. Pour ce faire, l'assureur et l'assuré doivent remplir toutes les conditions préalables à l'indemnisation (Chapitre préliminaire). Ce n'est que lorsque l'assureur sera en possession de l'état des pertes qu'il devra prendre l'initiative de procéder au règlement du sinistre. Le règlement ici c'est l'ensemble des opérations qui ont pour but de déterminer, d'évaluer les dommages (Ière PARTIE) et de fixer de façon définitive le montant de l'indemnité que devra verser l'assureur (IIè PARTIE). Nous envisagerons donc cette étude de la manière suivante :

CHAPITRE PRELIMINAIRE :

Les conditions préalables à l'indemnisation.

Ière PARTIE :

L'évaluation des dommages.

IIè PARTIE :

Le paiement de l'indemnité.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LES CONDITIONS PREALABLES A L'INDEMNISATION

- 12 -

Après un accident, le contrat d'assurance sera mis en oeuvre entraînant la garantie de l'assureur, la loi du 13 Juillet 1930 et les diverses polices prévoient à ce sujet, un certain nombre de règles. Elles consistent de la part de l'assuré en obligation de déclarer le sinistre à l'assureur, de façon à permettre à ce dernier d'introduire la procédure du règlement par la constatation des dégâts.

SECTION I - L'OBLIGATION DE L'ASSURE.

Conventionnellement, l'assuré se trouve soumis à un certain nombre d'obligations. Il devra notamment transmettre les pièces de procédure et les réclamations de la victime à l'assureur. Il lui fera parvenir un état estimatif des dommages. En assurance de responsabilité il lui est interdit de reconnaître sa responsabilité ou de transiger avec la victime en dehors de l'assureur. Il est à noter ici que l'interdiction de reconnaissance de responsabilité ne doit pas s'^{en} tendre comme une interdiction de reconnaître la matérialité des faits.

De toutes ces obligations, la plus importante reste celle de l'article 15 de la loi du 13 Juillet 1930. En vertu de ce texte, l'assuré doit déclarer le sinistre dans les délais prévus. C'est cette obligation qu'il nous importe d'examiner ici.

P A R A G R A P H E I

LA DECLARATION DU SINISTRE:

L'assuré est tenu de déclarer rapidement l'accident à l'assureur dans les cinq jours de la date à laquelle il en a eu connaissance. La brièveté du délai devant permettre à l'assureur de sauvegarder ses intérêts et de prendre des mesures conservatoires. Cette déclaration se présentant généralement sous la forme d'un avis succinct destiné à avertir l'assureur le plus rapidement possible, pose des problèmes s'agissant de son objet et de sa preuve.

A - L'OBJET DE LA DECLARATION DU SINISTRE

La déclaration est un simple avertissement dans lequel l'assuré relate les circonstances de l'accident en indiquant :

(cf: BEDOUR: les accidents d'automobile) - (1)

- les noms et prénoms du propriétaire du véhicule
- les noms et prénoms du conducteur;
- le numéro du permis de conduire de ce conducteur et les caractéristiques de ce permis (B-C- ...);
- noms et prénoms de l'adversaire;
- Assureur adverse et indications figurant sur l'attestation d'assurances;
- date, heure et lieu exact de l'accident;
- circonstances de l'accident avec autant que possible un plan succinct illustrant les explications et indiquant la direction des véhicules;
- nature des dommages matériels;
- noms et adresses des témoins;
- indication de la brigade de Gendarmerie ou du Commissariat de police qui a établi le procès-verbal ou le rapport du constat;
- lieu où les véhicules endommagés ont été garés et sont visibles ainsi que toutes autres précisions désirables.

L'obligation de déclarer le sinistre incombe à l'assuré, mais en assurance responsabilité automobile, c'est généralement la réclamation du tiers lésé qui est de nature à mettre en jeu la responsabilité de la Compagnie d'Assurance. Ceci n'empêche nullement l'assuré de déclarer le sinistre. Le service du sinistre dans ce cas, après accusé de réception de la déclaration de son assuré attendra la réclamation de la victime.

(1) BEDOUR : précis des accidents d'automobile

Il pèse sur le responsable du dommage ou plus précisément sur l'assuré, une obligation de notifier le sinistre "dès qu'il en a eu connaissance et au plus tard dans les cinq jours"; Article 15 loi du 1930. Ce délai normal imposé par la loi court à partir du jour du sinistre ou du moment où l'assuré en a eu connaissance: Article 15 alinéa 4 loi de 1930. Cet alinéa se justifie aisément par le fait qu'une telle personne ne pourrait déclarer un fait dont elle n'en avait pas connaissance.

Le délai commence à courir le lendemain du jour où l'assuré a eu connaissance du sinistre.

Il convient de préciser que si loi ne vise que l'assuré chargé de déclarer le sinistre, un mandataire agissant pour le compte de son mandant peut valablement remplir cette formalité.

La déclaration se fait au siège de la Compagnie d'Assurances ou à l'agent la représentant.

En ce qui concerne les formes de la déclaration, aucune n'est imposée. Les polices prévoient qu'elles peuvent être faites par écrit, verbalement. Ainsi ce peut être une lettre ordinaire, une lettre recommandée, un télégramme. On pourrait aussi concevoir les déclarations par téléphone et même verbales à l'agent de la Compagnie. Il se posera alors un problème de preuve.

B - PREUVE DE LA DECLARATION -

Certains contrats d'Assurance prévoient la délivrance à l'assuré d'un récépissé accusant réception de la déclaration. En cas de litige, l'assuré n'aura qu'à présenter ce récépissé pour prouver que son obligation a été remplie.

Mais qu'advient-il lorsque la police est muette sur ce sujet ? .

La jurisprudence décide qu'il appartient à l'assuré qui s'en prévaut de rapporter la preuve de la déclaration du sinistre dont il se prévaut...(1)

Dans cet arrêt, la Cour Suprême en déclarant le sieur MBIAKOP déchu de son droit à indemnité contre la Compagnie d'Assurances pour n'avoir pas déclaré le sinistre dans les Cinq jours, et de n'avoir pas pu prouver la déclaration, ne fait que lui appliquer l'une des sanctions prévues en cas de manquement à cette obligation.

P A R A G R A P H E I I

SANCTION DE L'OBLIGATION DE L'ASSURE : LA DECHEANCE.

Si la loi n'édicte aucune sanction pour défaut de déclaration du moins l'article 15 de la loi du 13 Juillet 1930 a-t-il, parlant de : "la déchéance résultant d'une clause de contrat" implicitement prévu celle-ci.

Cependant, ce sont généralement les polices qui prévoient cette sanction. Celle-ci applicable sans préjudice pour l'assureur, ni même sans rechercher si l'assuré a agi volontairement et de mauvaise foi ou par simple négligence et de bonne foi, se présente comme une sanction extrêmement grave. Aussi la jurisprudence et les assureurs dans la pratique ont-ils été amenés à en atténuer les effets.

A - NATURE ET EFFETS DE LA DECHEANCE --

La déchéance qui s'analyse essentiellement comme étant la perte du droit à l'indemnité doit pour pouvoir produire ses effets obeir à certaines conditions.

(1) C S Arrêt N° 3 du 22 Octobre 1968
Bulletin 19 - Page 2319

1) - CONDITIONS DE FORME.

La déchéance doit faire l'objet dans la police d'une clause spéciale, insérée en caractères apparents. Ne se présumant pas, l'assureur devra garantir le sinistre si celle-ci ne se trouve pas dans le contrat.

2) - CONDITIONS DE FOND :

- Il faut que l'assuré ait manqué à son obligation en cas de sinistre. Il n'est pas nécessaire ici que la faute de l'assuré ait causé un préjudice à l'assureur.
- L'assuré qui se prévaut d'un fait justificatif à son manquement telle la force majeure n'encourt pas à la déchéance. C'est le cas par exemple de l'automobiliste qui se trouverait dans le coma à la suite d'un accident. Il faut préciser que le fait justificatif n'empêche la déchéance que tant qu'il existe. Dès qu'il a cessé l'assuré est tenu d'avertir l'assureur car le délai commence à courir dès ce moment.
- L'assuré ne doit pas être en mesure de prouver que l'assureur a renoncé à la déchéance. La renonciation doit être induite du comportement non équivoque de l'assureur notamment lorsqu'après un incident il désigne l'expert chargé d'évaluer les dommages. En revanche toutefois que son attitude est équivoque la déchéance doit s'appliquer.

Lorsque toutes ces conditions se trouvent réunies, la déchéance va pouvoir être prononcée et produira de ce fait ses effets qui sont les suivants :

3) - EFFETS DE LA DECHEANCE :

- Tout d'abord la déchéance est une sanction qui prive l'assuré de la garantie pour le sinistre à l'occasion duquel il a manqué à ses obligations. C'est dans ce sens que le juge de la Cour Suprême lorsqu'elle déclare МБИАКОР déchu de son droit à indemnité pour n'avoir pas déclaré le sinistre dans les cinq jours.

Il faut cependant se garder de confondre déchéance et nullité. Ces deux notions produisent des effets différents. A cet égard, l'assuré déchu de son droit à indemnité conserve son droit à garantie pour les sinistres futurs, les primes continuent à être dûes. La déchéance ne porte pas atteinte à l'existence du contrat, elle le prive partiellement de ses effets à l'occasion d'un sinistre, tandis que le contrat frappé de nullité est considéré comme n'ayant jamais été conclu.

Le second effet de la déchéance réside dans la faculté de pouvoir l'opposer aux tiers. Alors qu'un contrat annulé devient opposable à tous et ne bénéficie plus à personne, la déchéance, lorsqu'elle est prononcée, ne produit ses effets qu'à l'égard de certaines personnes. A cet effet, il nous faut faire une distinction selon que cette sanction est applicable en assurance de dommages aux véhicules (tierce) ~~ou~~ ou en assurance de responsabilité.

Dans la première hypothèse, elle frappe directement l'assuré qui ne perçoit pas l'indemnité à laquelle il aurait prétendu s'il avait respecté ses obligations.

Dans la seconde hypothèse au contraire, c'est un tiers qui subit le dommage.

L'assureur ne peut donc pas lui opposer la sanction car il est étranger à la faute de l'assuré. Il devra indemniser la victime sauf à lui de se retrouver par la suite contre l'assuré et à réclamer le remboursement de l'indemnité versée au tiers lésé.

Dans la pratique, cette sanction telle que décrite ici est rarement appliquée avec rigueur.

Les tribunaux en effet ont tendance aujourd'hui à interpréter la clause de déchéance dans un sens plus favorable à l'assuré. Ainsi il a été jugé par la Cour Suprême (1) que : " la clause de déchéance... ne libère l'assureur de son obligation que par effet d'une exception dont il appartient à ce dernier de rapporter la preuve". Rejetant le pourvoi de la Compagnie Générale de l'Assurance au motif que : " la Compagnie Générale d'Assurance n'a ni offert, ni rapporté la preuve que KTG (son assuré) ne lui avait pas dans les cinq jours après en avoir eu connaissance, déclaré le sinistre litigieux", elle décide que l'assuré n'encourt pas de déchéance.

On constate même une tendance des tribunaux à rendre en cette matière des décisions de plus en plus favorables aux assurés. L'assureur devra par exemple prouver qu'il a subi un préjudice du fait du retard dans la déclaration, et ne pourra plus se borner à invoquer le seul fait de l'absence de déclaration. Il lui faudra prouver un lien causalité entre le retard et l'importance du préjudice évoqué, de même il ne pourra plus ~~que~~ demander que la réparation c'est-à-dire des dommages intérêts. Dans l'hypothèse où les tribunaux reconnaissent le bien fondé de l'assureur à indemnité, cette dernière se traduira par une diminution de celle qu'il doit verser à son assuré en raison du sinistre.

Sous l'influence de ces décisions, beaucoup d'assureurs ont renoncé en cas de retard dans la déclaration, à invoquer la déchéance. Ils ne l'invoquent plus en cas de faute grave de l'assuré (fausse déclaration par exemple) et se ~~bornent~~ ~~bornent~~ en cas de retard à prévoir des dommages-intérêts.

(1) C S - Arrêt N° 3 (précité) -

Lorsqu'il est en possession des renseignements concernant l'accident, l'assureur ouvre un dossier et entame la procédure du règlement. En assurance de responsabilité civile, il faudra d'abord par une enquête trancher la question de l'imputabilité du dommage. L'assureur n'intervenant que lorsque son client a été déclaré responsable. En tierce, aucune difficulté ne se présente à ce sujet; l'assureur s'étant engagé dans tous les cas à réparer la voiture (que son assuré soit fautif ou non).

Saisi d'une demande d'indemnisation présentée soit par le tiers lésé du fait de son assuré (ou par sa compagnie d'Assurance) soit par l'assuré lui-même, la Compagnie d'Assurances devra les satisfaire. Il se renseignera alors exactement sur l'importance du préjudice afin d'éviter les réclamations abusives.

SECTION II - LES CONSTATATIONS DES DEGATS:

Les renseignements sur l'importance des dégats peuvent provenir des deux sources:

Ce sont d'abord les constats destinés à fournir un aperçu général des dégâts, ensuite les expertises qui donnent de manière précise l'importance des coûts de réparations imputables à l'accident.

PARAGRAPHE I - LE CONSTAT :

Les constats les plus connus sont ceux dressés par les autorités de la police ou de gendarmerie. Il en existent pourtant d'autres plus onéreux bien qu'ayant la même force probante.

A - LE CONSTAT DE LA POLICE OU DE LA GENDARMERIE.

Le constat amiable n'étant pas encore généralisé au Cameroun, c'est toujours à la police que font appel les automobilistes en cas d'accident. Cette forme de constat présente l'avantage d'être faite dans le laps de temps qui suit l'accident, lorsque voiture et témoins sont encore sur place.

Malheureusement nous ne pouvons pas en dire autant pour le Cameroun où la Police arrive sur les lieux de l'accident plusieurs heures et ceci même quand l'accident a eu lieu dans les grandes villes.

Il n'en reste pas moins que les procès-verbaux et les rapports de constat établi par la police ou la gendarmerie sont pour les Compagnies d'Assurances des instruments précieux pour l'appréciation des responsabilités et les déterminations des dégâts étant donné leur objectivité. Ils ont en outre force probante devant les juridictions.

B - LES CONSTATS PAR ACTES EXTRA-JUDICIAIRES -

A défaut du constat par la police, les parties peuvent recourir à d'autres formes de constat plus rapides et plus onéreuses; ce sont :

- le constat d'huissier effectué de la manière suivante :
on fait procéder chez le garagiste au démontage de l'automobile accidentée en présence d'un huissier, lequel dresse un constat énumérant les dégâts. Cet acte peut éventuellement servir en justice. (1)

- Le référé.

il s'apparente déjà des expertises, il est ordonné par le Président du tribunal sur requête d'une des parties. Il a pour but de faire constater d'urgence par expert les dommages matériels. Cependant malgré son fonctionnement et sa simplicité,

(1) Léon WECHSLER: Automobiles endommagées à la suite d'accident

- 21 -

elle n'est parfois pas plus rapide qu'une expertise amiable et contradictoire.

PARAGRAPHE II - L'EXPERTISE

Les constats ne donnent généralement qu'une énumération des dégâts, aussi l'assureur qui a besoin de plus amples informations, devra-t-il s'adresser au spécialiste qui est l'expert. Ce dernier a pour mission de donner à son mandant (Compagnies d'Assurances) des informations sur le coût exact des réparations. C'est ce qu'a décidé (1) la Cour d'Appel de YAOUNDE "Attendu que l'expert de la Compagnie qui a pour mission principale de donner à son mandant des renseignements sur le coût exact des réparations des véhicules accidentés ou sur la valeur vénale des véhicules devenus irrécupérables, n'engage pas l'assureur...".

On distingue deux sortes d'expertises :

L'expertise amiable et contradictoire

Et l'expertise Judiciaire.

A - L'EXPERTISE AMIABLE ET CONTRADICTOIRE (2)

C'est celle qui est ordonnée par une Compagnie d'Assurances dont la responsabilité se trouve engagée à la suite d'un accident. Celle-ci va commettre un expert en automobile en vue d'expertiser et d'évaluer les dégâts matériels subis par le véhicule.

L'expert prend rendez-vous avec le lésé chez le réparateur et examine la voiture.

Il doit d'abord l'identifier en relevant la marque, le type, le numéro de série, le kilométrage au compteur

(1) C A Yds Arrêt N° 170 du 8 Juillet 1968 -Publié en Annexe

(2) Renseignements recueillis à la Cameroon-Expertises

(Agence Roberto)

l'état d'usure des pneus. Ensuite la photographie du véhicule sous les angles montrant le mieux les dégâts.

L'expert établira alors la liste des dégâts consécutifs d'accident en cause; il indiquera: le siège et le sens du choc (exemple: choc avant gauche d'avant en AR), les dommages apparents, les aggravations éventuelles des dommages.

Il recherchera autant qu'il est possible l'accord du réparateur sur les pièces ou éléments à remplacer et sur ceux à réparer, ainsi que sur le montant de la main-d'oeuvre nécessaire avec travaux de remise en état.

En possession de tous ces éléments, l'expert rédigera son rapport qui sera constitué des chapitres suivants:

- définition des garanties qui couvrent le véhicule
- identité du véhicule;
- dégâts constatés;
- état des travaux à exécuter pour remettre le véhicule en état (ce point important permet à l'assureur de juger de la validité de la main-d'oeuvre prévue);
- liste des fournitures et pièces à prévoir;
- conclusions donnant le montant des travaux
- valeur vénale du véhicule;
- durée technique des travaux permettant d'indemniser le lésé pour le nombre des jours où son véhicule aura été immobilisé;
- observations éventuelles par exemple précaunisation de mise en épave;
- photographies illustrant les dégâts. Elles peuvent être prises en plusieurs fois.
 - . lors de la première visite avant les travaux;
 - . en cours des travaux pour montrer par exemple des bris de pièces, invisibles au premier abord, avant démontage.

. C'est à la vue de ce rapport que la Compagnie établira le règlement du sinistre. Mais il se pourrait que la partie lésée conteste l'indemnité proposée, elle fera alors intervenir son propre expert. Lorsque ces deux experts ne parviennent pas à se mettre d'accord, on a recours à une tierce expertise contradictoire amiable. Les experts désignent en commun dans un acte appelé Compromis un tiers expert qui tranchera définitivement.

Lorsque les parties n'ont pas pu se mettre d'accord ou lorsque le litige est porté devant le tribunal, ce dernier peut demander une expertise pour pouvoir évaluer les dégâts.

B - L'EXPERTISE JUDICIAIRE -

Elle peut être ordonnée d'office par le juge ou à la demande des parties. L'expert désigné pour l'établissement de son rapport procédera de la même manière que dans l'expertise amiable. Cette expertise qui selon la Cour d'Appel de YAOUNDE est: "soumise à la contradiction et à la prestation de serment préalable..." acquiert autorité de chose jugée et sera donc définitive (1).

Le tribunal compétent sera selon les cas du tribunal de première instance lorsque la demande n'excède pas 500.000 frs CFA ou le tribunal de Grande Instance pour les ~~autres~~ demandes supérieures à cette somme. (2)

L'appel et le pourvoi en cassation restent possibles et sont portés devant la Cour d'Appel d'une part et en dernier ressort devant la Cour Suprême.

Il est à noter que les tribunaux de l'ordre judiciaire demeurent compétents même lorsqu'une voiture administrative est impliquée dans l'accident depuis une loi de 1958 sur les accidents de circulation (compétence des tribunaux).

(1) C A Yaoundé Arrêt N° 61 du 22 Janvier 1969

(2) Ordonnance Du 26 Août 1972 portant organisation judiciaire au Cameroun

Cependant lorsque l'accident est imputable à une défectuosité des services publics, le tribunal compétent est le tribunal Administratif.

De même les juridictions pénales statueront lorsque l'auteur de l'accident a commis l'infraction d'homicide et de blessures involontaires. La partie qui demande réparation des dommages matériels devra se constituer partie civile.

Le tribunal compétent est celui du lieu du demandeur ou celui du lieu d'accident.

En possession de ces renseignements sur l'état des pertes, l'assureur va devoir procéder au règlement. Il va donc à l'aide de ceux-ci et des conclusions de l'expert évaluer les dommages à indemniser.

// PREMIERE PARTIE //

L'ÉVALUATION DES DOMMAGES

La détermination des dommages s'appuie sur le principe de la réparation intégrale du préjudice. La victime devant dans la mesure du possible, être replacée dans la situation où elle se trouvait avant l'accident.

Elle s'appuie également sur le second principe qu'il ne doit pas y avoir d'enrichissement sans cause, c'est-à-dire que la victime ne doit pas gager de l'accident.

Ces deux principes ne sont que les corollaires du principe indemnitaire de l'article 28 de la loi du 13 juillet 1930 aux termes duquel : "l'assurance relative aux biens est un contrat d'indemnité ; l'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre".

C'est cette règle qui commande tout le problème de l'évaluation du dommage et du règlement de l'indemnité. Elle a été appliquée plusieurs fois par la jurisprudence. (1)

Cependant l'application de cette règle ne cesse pas de poser certains problèmes. Les assurés croient parfois qu'ils ont droit, en guise d'indemnisation, à la valeur attribuée dans le contrat à la chose assurée, c'est-à-dire à la somme assurée. Ceci n'est qu'une grave erreur de leur part; car admettre ce raisonnement, conduirait nécessairement à violer le principe indemnitaire. L'assuré pouvant réaliser un bénéfice s'il était en droit d'exiger l'attribution de la somme assurée. Cette thèse a heureusement été écartée par la jurisprudence lorsque, rejetant les prétentions de TENKAM qui réclamait la somme de 1 600 000, valeur à laquelle la garantie avait été portée au cas de dommages au véhicule, elle décidait que : "dans les assurances de

... 27

(1) C A Yds - Arrêt n° 71 du 14 février 1968 - (publié en annexe)

" Considérant que dans les assurances de dommages le règlement du sinistre est dominé par le principe indemnitaire; que l'assuré ne saurait tirer profit de l'assurance qu'il n'est indemnisé que du dommage subi réellement..."

dommages, le règlement du sinistre est dominé par le principe indemnitaire; que l'assuré ne saurait tirer profit de l'assurance; qu'il n'est indemnisé que du dommage subi réellement..." et qu'ainsi "l'obligation de l'assureur se limitait au paiement de la somme nécessaire à la remise en état du camion sinistré".(1)

Dans le même sens : "il apparaît que même en cas d'assurance en valeur déclarée où la somme assurée est fixée librement par le client ; cette somme ne sert aucunement à déterminer la valeur du dommage qui doit nécessairement être appréciée au moment du sinistre sur la valeur de remplacement."(2)

Il en résulte dès lors que la somme assurée ne sert ni à prouver, ni à présumer la valeur du dommage.

Or, si la valeur déclarée dans le contrat ne constitue pas une preuve de la valeur du dommage, il va se poser le problème de savoir sur quelles bases l'assureur fixe l'indemnité à sa charge ? Pour répondre à cette question, il nous faut considérer successivement les différents éléments du préjudice que l'assureur aura à réparer. Ce sont notamment :

- la perte faite par le lésé ou "damnum emergens", c'est-à-dire le dommage matériel concret;
- le gain manqué ou "lu crum cessans"; c'est le dommage abstrait immatériel; Article 1149 du Code Civil.

(1) Cour d'Appel de Yaoundé - Arrêt n° 71 du 14 février 1968 - (publié en annexe)

(2) Cour d'Appel de Yaoundé - Arrêt n° 170 du 8 Juillet 1968 - (publié en annexe)

CHAPITRE PREMIER

1° ESTIMATION DES DOMMAGES MATERIELS.

Conformément à l'article 28 de la loi du 13 juillet 1930, la perte matérielle subie par le lésé doit être évaluée "au moment du sinistre". Il faudra donc se placer au jour de l'accident pour faire l'évaluation du dommage (1).

Nous remarquerons cependant qu'en assurances de responsabilité, la dette de l'assureur est fixée au jour où les juges statuent.

Ce point étant précisé, nous aborderons le problème de l'évaluation qui se fait de manière différente selon que le véhicule est totalement détruit ou lorsqu'il n'est que partiellement détérioré.

SECTION 1 - LA REPARATION DUE EN CAS DE DESTRUCTION TOTALE DU VEHICULE.

Il y a destruction lorsque la réparation est techniquement impossible. Lorsqu'un véhicule est entièrement détruit à la suite d'un accident, deux questions viennent immédiatement à l'esprit :

- sur quelle base sera établi le préjudice ?
- l'indemnité allouée lorsque le véhicule est irréparable doit-elle être diminuée de la valeur de l'épave ?

... 29

(1) CA Ydé n° 113 du 21 septembre 1964

CA Ydé n° 60 du 30 mai 1962

CA Ydé n° 170 (précité)

(publiés en annexe)

PARAGRAPHE I -

Détermination de la valeur du véhicule.

Le préjudice subi par le lésé (assuré ou tiers victime) est fixé sur la base de la valeur du véhicule au moment de l'accident. Mais que faut-il entendre par valeur ? La valeur d'une chose est ce que vaut cette chose, celle-ci est donc nécessairement subjective et relative. Ainsi l'utilité d'une automobile sera plus grande pour un chauffeur de taxi que pour un particulier qui n'en use que pour son agrément. Il est à noter pourtant que si l'assureur tient éventuellement compte de ce préjudice d'ordre moral en accordant une indemnité proportionnée à la privation de jouissance, il s'attachera tout d'abord à réparer le préjudice matériel représenté soit par la valeur vénale, soit par sa valeur de remplacement.

Le problème de savoir quelle valeur on prendra en considération est résolu lorsqu'on se trouve en matière contractuelle. En effet lorsque le contrat d'assurance prévoit un mode d'indemnisation, il fait la loi des parties et s'impose à celles-ci. L'assureur sera donc tenu à verser la somme prévue quelqu'en soit le montant. Ainsi dans certaines polices, il est stipulé que : "l'indemnité est fixée, lorsque le véhicule est complètement détruit ou hors-d'usage (ou volé) au montant de la valeur vénale dudit véhicule au jour du sinistre sans pouvoir dépasser le montant de la somme assurée". Dans un cas pareil, quelque soit le montant de la réparation, l'assureur ne versera qu'une somme représentant la valeur vénale du véhicule. Mais bien souvent, notamment en matière quasi-délictuelle, le contrat n'a rien prévu. La détermination des dommages se fera alors, tantôt sur la base de la valeur vénale, tantôt sur la base de la valeur de remplacement.

A - La valeur vénale.

- Définition : C'est le prix que le lésé pouvait retirer de la vente de l'objet. Cette valeur s'entend : "non pas de la valeur réelle diminuée du coefficient de vétusté et d'usure, mais du prix que le propriétaire pouvait retirer de la vente ..." (1)

... 30

(1) CA Ydé n° 90 du 13 mars 1968 (publié en annexe)

- Critère d'appréciation :

Le prix d'une telle voiture, compte tenu de transactions du marché des véhicules d'occasions est fixé selon un cours officiel. C'est celui donné par l'Argus qui est un journal spécialisé en la matière et qui constitue un point de repère pour les tribunaux. C'est ainsi que la cour d'appel de Yaoundé a jugé : "qu'à cet égard, il faut adopter comme moyen d'appréciation (de la valeur vénale), la côte de l'Argus affectée d'un coefficient étudié de 0,6 pour tenir compte des frais divers et de l'instrument monétaire, différent, pour avoir la valeur vénale au Cameroun." (1)

A la lecture de cette jurisprudence, on remarque que si l'Argus est un critère d'appréciation utile, il ne s'adapte cependant pas à tous les cas. Les tribunaux sont ainsi amenés à tenir compte du type, de l'utilisation du véhicule, de son âge, de son kilométrage et de son état général. Dans les décisions rendues au Cameroun, les juges ont été amenés à adopter le cours de l'Argus au Cameroun soit en y appliquant un coefficient de vétusté, soit en tenant compte de la disparité monétaire. Ils en viennent même à relever d'autres moyens d'appréciation. Ainsi la valeur des véhicules serait déterminée à défaut de référence à la côte Argus et dans l'ordre : "soit par référence au prix de catalogue des véhicules neufs de la même marque et du même type vendus au Cameroun à des particuliers, affecté d'un pourcentage de vétusté; soit au prix d'occasion pratiqué sur le marché étranger; soit au prix indexé de véhicules similaires cotés à l'Argus et sans qu'il soit impossible d'invertir l'ordre de préférence..." (2)

C'est en considération de ces remarques et parce que la valeur vénale donnée à l'Argus peut être ou trop faible (dans le cas d'un véhicule dont l'état d'entretien est supérieur à la moyenne) ou trop élevée (pour des véhicules dont l'état d'entretien est médiocre) que jurisprudence et doctrine ont adopté la notion de valeur de remplacement.

.... 31

(1) CA Ydé n° 170 du 8 juillet 1968 (publié en annexe).

(2) CA Ydé n° 170 du 8 juillet 1968 (publié en annexe).

B - Valeur de remplacement.

La victime devant, dans la mesure du possible, être replacée dans la situation où elle se trouvait avant l'accident, la réparation se fera par équivalent et l'équivalent dans ce cas est la remise au lésé d'une voiture analogue à la sienne ou d'une somme nécessaire pour l'acheter. C'est cette somme que la jurisprudence qualifie de valeur de remplacement.

- Définition : La valeur de remplacement est celle correspondant au prix d'achat d'un véhicule identique présentant les mêmes qualités et avantages. C'est la valeur vénale admise et en pratique sur le marché de l'occasion eu égard à la date de fabrication et au kilométrage parcouru (1) et selon le tribunal de Grande Instance de Yaoundé : "la réparation du préjudice subi implique que l'indemnité doit être calculée de manière que le remplacement du bien endommagé ou détruit soit assuré et corresponde au prix d'achat d'un objet identique ou équivalent". Ou encore : "Attendu que, lorsqu'à la suite d'un accident un véhicule est considéré par les parties comme irréparable, la victime du dommage a le droit de réclamer la valeur de remplacement de ce véhicule autrement dit, la valeur nécessaire pour qu'elle se procure un objet similaire, présentant les mêmes qualités et les mêmes avantages..." (2)

- Détermination : Pour calculer la valeur de remplacement, on tiendra compte du coefficient de vétusté c'est-à-dire de la durée et des conditions d'utilisation du véhicule avant l'accident. On considèrera aussi le fait que l'épave est utilisable ou non (3). Lorsque le marché de l'occasion ne permet pas d'acquérir un objet correspondant aux qualités de l'objet détruit. La victime aura droit à l'acquisition d'un objet plus neuf ou de meilleure qualité, mais l'enrichissement qui en résulterait pour elle doit venir

.... 32

-
- (1) T.G.I. Ydé n° 234 du 25 janvier 1968- Mémoire G. DINGOME (la réparation du préjudice; étude de la jurisprudence Camerounaise) -Annexe 1 page 105 -
- (2) CA Ydé n° 61 du 22 janvier 1969 (publié en annexe).
- (3) CA Ydé n° 138 du 14 janvier 1972- Mémoire G. DINGOME (Annexe 2 page 114). CA Ydé n° 61 (précité).

en déduction du prix de remplacement pour obtenir la vraie valeur de remplacement (1). Il en résulte que la valeur d'une automobile neuve n'est pas sa valeur de remplacement, car le bien a déjà servi. Et la solution adoptée par la Cour d'Appel en l'espèce ne fait que confirmer la pratique des assureurs. En effet, ces derniers, lorsqu'ils doivent, pour indemniser le lésé, remplacer le véhicule détruit (même récemment acquis) par un plus neuf, déduisent toujours de l'indemnité due, une somme correspondant à son temps d'utilisation.

La justification à ceci est qu'un bien détruit avait un certain degré d'usure; son remplacement par un objet neuf apportant dans le patrimoine de la victime une valeur nouvelle supérieure à l'ancienne, il y aurait enrichissement de sa part si le responsable ne devait pas réduire la plus-value.

On constate aujourd'hui que l'estimation sur la base de la valeur vénale est en voie d'abandon, tandis qu'on retient de plus en plus la valeur de remplacement avec mise en épave du véhicule irréparable.

PARAGRAPHE 2.-

L'épave du véhicule.

Le véhicule détruit, irréparable a parfois laissé une portion de lui-même qui gardait une certaine valeur : l'épave. En le remplaçant entièrement, on ajoute à l'indemnité la valeur de celle-ci. N'enrichit-on pas injustement la victime ? Il semblerait que si et c'est la raison pour laquelle les Compagnies d'Assurances au Cameroun, se basent sur le rapport de l'expert qui fixe la valeur du véhicule en déduisant celle de l'épave et offrent à la victime, la différence entre les deux sommes. Cette première technique qui consiste à laisser au lésé ses propres débris en déduisant la valeur de l'épave de la valeur de remplacement, est largement utilisée au Cameroun. Mais nous verrons qu'elle ne résiste pas à certaines critiques.

... 33

(1) CA Ydé n° 61 du 22 janvier 1969 (publié en annexe).

A - L'épave appartient au lésé.

Lorsque l'indemnité versée au lésé est diminuée de la valeur de cette épave, cette dernière appartient au lésé ceci pour éviter un enrichissement de sa part.

Ce procédé a été adopté par la jurisprudence et la Cour d'Appel de Yaoundé l'applique largement : "considérant que selon l'estimation de l'expert administratif que la cour a fait sienne, le préjudice subi par l'état s'élève bien à 320 000 F compte tenu de la valeur fixée à 60 000 F de l'épave du véhicule Opel dont la valeur avant sinistre était de 380 000 F". (1)

Mais cette solution a l'inconvénient de mettre à la charge du propriétaire, les soucis d'une revente de l'épave. Dans la plupart des cas en effet, le propriétaire lésé est fort embarrassé pour négocier les restes de son véhicule. C'est pour quoi la solution contraire a été adoptée par la chambre civile de la cour de cassation.

B - L'épave appartient au responsable (assureur).

^{PA} Parce que l'assureur est parfois mieux outillé pour négocier la revente de l'épave avec le garagiste ou le ferailleur, la cour de cassation a opté en faveur de "laissé pour compte" de l'épave au responsable (2) et décide que : "c'est à tort que les juges du fond ont déduit de la valeur vé-nale du véhicule au jour de l'accident la somme représentant la valeur de l'épave laissée à la victime, au motif qu'elle en était le propriétaire, car la victime n'a pas à courir le ris-que de la vente de l'épave, laquelle, sauf accord des parties sur ce point, doit être laissée pour compte au responsable".

... 34

(1) CA Yde Arrêt n° 128 du 7 juillet 1971 -Mémoire de G. DINGOME - (A. 2 page 127).

CA Yde Arrêt n° 137 du 21 mai 1969 (publié en annuaire)

(2) Civ 17 décembre 1959 GP 60_1 page 111

Dajnoz 60 Som page 49.

Cette solution doit être approuvée car dès lors que le lésé reçoit le prix total d'une voiture de remplacement, les parties ont procédé à un échange (Article 1702 du Code Civil), le responsable devenant ainsi propriétaire de l'épave. En outre, il est mieux placé pour la revente et dispose de tout le temps nécessaire pour rechercher l'offre la meilleure et liquider l'épave au prix le plus intéressant. Avantages que n'aura pas un particulier qui n'est pas familiarisé avec le marché de l'automobile et qui a un besoin urgent d'argent afin de remplacer sa voiture détruite.

Ce sont ces raisons pratiques qui ont déterminé certains arrêts de la Cour d'Appel de Yaoundé qui décide que "la victime n'étant pas tenue d'accepter l'épave évaluée à 50 000 F, c'est la somme de 160 000 F, valeur de remplacement de la SIMCA réduite à l'état d'épave, qui doit lui être versée (1)

De même pour éviter d'enrichir la victime qui a déjà perçu une somme représentant la valeur du véhicule, l'épave est laissée au responsable : (2) S'il est plus facile de remettre le lésé dans la situation où il se trouvait antérieurement au dommage lorsque le véhicule est totalement détruit, il n'en est pas de même lorsque celui-ci, partiellement détérioré doit subir des réparations.

Section II.- Réparation due en cas de détérioration du véhicule.

Lorsque le véhicule n'a pas été totalement détruit, le responsable de l'accident devra le réparer. Dans ce cas, la dégradation subie par l'automobile n'emporte pas une perte véritable de la chose car sa réfection est toujours possible. Le principe directeur est celui de la réparation intégrale c'est-à-dire le coût réel des réparations. Ce coût sera établi à la vue de plusieurs documents qui sont :

... 35

-
- (1) CA Ydé n° 123 du 23 avril 1969 (publié en annexe).
(2) CA Ydé n° 90 (précité).

- les rapports de l'expert,
- les devis du garagiste.

C'est la raison pour laquelle, les compagnies d'assurances font constater les dégâts avant toute réparation. Elles délivrent par la suite à l'assuré une prise en charge pour le garagiste réparateur. Celle-ci permet de hâter les réparations et constitue pour le garagiste, la certitude qu'il sera payé. Lorsque, le lésé doit cependant réparer le véhicule par ses soins et ne prétendre ensuite qu'au remboursement des frais occasionnés, il est en droit selon la jurisprudence de "prétendre au paiement de la somme nécessaire à sa réparation avant de faire effectuer les frais de réparation..." (2)

Or lorsque la victime décide de faire réparer la voiture, des difficultés peuvent surgir sur le montant réel des réparations. En effet, l'indemnité due par l'assureur n'est pas limitée à la seule estimation établie dans le rapport de l'expert, ce dernier précise souvent que les dégâts ont été examinés sous réserves des aggravations éventuelles.

Dans la pratique le coût peut être moindre ou plus élevé que la valeur du véhicule.

Lorsque le coût est inférieur à la valeur vénale, l'obligation de l'assureur se limite au paiement de la somme nécessaire à la remise en état du véhicule accidenté. (3)

De même lorsque le contrat d'assurance prévoit la limite de l'indemnité soit à la valeur vénale, soit à la valeur à dire d'expert ou encore à la valeur convenue entre les parties par une stipulation expresse, telle que la côte "Argus", l'assureur devra cette somme.

... 36

(1) CA Ydé Arrêt n° 148 du 28 juin 1972 -Mémoire G. DINGOME (Annexe 2 page 115).

CA Ydé Arrêt n° 140 du 14 juin 1972 (Annexe 2 page 114).

(2) CA Ydé Arrêt n° 64 du 3 février 1972 (Annexe 2 page 111).

(3) CA Ydé Arrêt n° 71 du 14 février 1968 (Publié en annexe).

Que décider par contre lorsque le coût de réparations dépasse la valeur vénale du véhicule ?

PARAGRAPHE 1.- Coût des réparations supérieur à la
valeur vénale.

Ce problème a soulevé de vives discussions et la jurisprudence est encore divisée à ce sujet. Certaines juridictions ont condamné le responsable et partant l'assureur de sa responsabilité à payer à la victime le montant intégral des réparations, même si ce montant est supérieur à la valeur vénale. D'autres ont adopté la solution selon laquelle l'indemnité d'assurance ne peut excéder la valeur de remplacement du véhicule. Cependant cette dernière solution s'est récemment nuancée à l'occasion de circonstances de fait.

A - Totalité des réparations.

C'est la solution de la chambre criminelle de la cour de cassation. Elle a admis que le lésé peut obtenir le remboursement du coût des réparations, même lorsque celui-ci vient à dépasser la valeur vénale du véhicule. (1)

Ainsi "la victime est en droit d'obtenir du responsable, la remise en état de son véhicule et qu'il y a lieu en conséquence de lui allouer le montant intégral du coût de ces réparations..."

Les juridictions qui adoptent cette solution prétendent que la victime n'envisageait pas la vente de sa voiture et pouvait avoir des raisons de vouloir la conserver in specie. Mais de telles décisions ne résistent pas à la critique car on peut se demander si le lésé aurait songé à faire réparer son véhicule s'il avait dû supporter lui-même les frais. (2)

.... 37

(1) Crim 19 décembre 1957 GP 58 I Page 142

(2) CA Toulouse 23 décembre 1955 GP du 10 mars 1956.

Malgré ces critiques, cette solution pourrait être retenue pour certains véhicules spéciaux qui n'ont pratiquement pas de valeur. Tel pourra être le cas de véhicules d'un modèle ancien, soit d'un modèle périmé ou des voitures de luxe.

- Véhicules d'un modèle ancien : (1)

Il s'agit ici d'une décision française à propos d'une Frégate Renault de 1956 dont la valeur vénale avait été fixée par expert à 250 FF et pour laquelle la remise en état s'élevait selon devis à 1 045 FF :

"Attendu que la dite Frégate avait certes, 13 ans d'âge au moment de l'accident et n'était plus côtée à l'Argus, mais qu'elle n'avait parcouru que 69 000 kms (soit 5 300 kms par an) et qu'ayant été toujours très bien entretenue, elle était dans un état exceptionnellement bon pour un tel véhicule ;

Attendu que l'appréciation de l'expert ne correspond pas à la réalité car, à défaut de cote Argus, il n'a pu avancer qu'une valeur hypothétique ;

Attendu que, si avec 250 FF, le propriétaire peut acquérir une vieille guimbarde, il y a 9 chances sur 10 pour que cette "rossinante" d'occasion, asthmatique et cardiaque, expire sous lui après quelques ruades d'honneur, alors que sa Frégate encore très verte pour son âge et bichonnée à souhait, garde un coeur toujours jeune, en dépit des rides et est susceptible de lui rendre encore d'appréciables services en toute sécurité;

Attendu que, pour replacer le propriétaire dans la situation antérieure à l'accident, l'auteur du dommage doit lui payer le coût des réparations..."

- Véhicules d'un modèle périmé :

Les tribunaux français ont décidé que la réparation, seule, était de nature à assurer le dédommagement intégral de la victime.

Celle-ci ne pouvait donc être indemnisée correctement que par la remise en état de l'automobile (1). Mais on pourrait objecter à ces décisions que la réparation de telles voitures obligeant à forger de nouvelles pièces, il en résulterait des prix très élevés qui permettraient plutôt d'acquérir un véhicule neuf. Si donc on doit payer le prix de la réparation de telles autos, le lésé réaliserait indubitablement un enrichissement. Il serait donc plus raisonnable comme l'a décidé la cour d'appel de Yaounde s'agissant d'un modèle qui n'est plus importé au Cameroun, de se référer au prix d'un véhicule de remplacement approximativement identique et d'affecter ce prix d'un coefficient de vétusté. (2)

- Voitures de luxe :

La diminution de valeur d'un véhicule de luxe neuf fortement endommagé par un accident peut justifier une indemnisation supérieure aux frais de réparation. (3)

Ces décisions se fondent sur la dépréciation subie par le véhicule, pour accorder une indemnité supérieure à sa valeur, à son propriétaire. Telle n'est cependant pas la solution admise par la jurisprudence camerounaise qui décide que : " la réparation devant s'apprécier au coût réel sans avoir à considérer si l'état du véhicule au moment de l'accident la rendait plus onéreuse." (4)

Ces solutions comportent chacune une part de bon sens. En effet, les décisions françaises sont basées sur le fait que la voiture réparée a subi une dépréciation justifiant une indemnité supplémentaire. Tandis qu'il serait injuste de condamner un usager moyen qui endommage un véhicule de luxe d'assumer toutes les conséquences de l'accident. En effet tout automobiliste s'expose à tout instant à un accident et si dans ces conditions, il se sert d'une voiture rare, on peut dire qu'il a accepté une partie des inconvénients qui en découlent. De plus, sous l'angle moral, l'homme riche en faisant étala-

... 39

(1) Civ 5 10-61 GP 61 II page 276

(2) CA Ydé Arrêt n° 61 (précité).

(3) Paris 26 mars 1963 GP 63 I page 326
Camiègne 15 février 1956 GP 56 I page 422.

(4) CA Ydé Arrêt n° 148 du 28 juin 1972 -Mémoire G. DINGOME

ge de son luxe, ne devrait pas en faire supporter les conséquences par d'autres moins nantis.

Autant de raisons pour conclure que l'auteur responsable ne devrait que le prix des réparations compté sur un véhicule semblable mais d'un modèle courant.

Parce que la victime qui reçoit une indemnité supérieure à la valeur du véhicule, peut s'enrichir aux dépens du responsable en n'effectuant pas les réparations ou en acquérant à moindre prix un véhicule de remplacement, la chambre civile civile de la cour de cassation a rejeté la thèse de la chambre criminelle. Elle estime pour sa part, que l'indemnité ne peut excéder la valeur de la chose ou plus exactement la valeur de remplacement.

B - Valeur de remplacement.

En remettant au lésé une indemnité correspondant à la valeur de remplacement, on lui permet de se procurer un véhicule possédant sensiblement les mêmes caractéristiques que celui endommagé. Et les tribunaux de décider que : "le droit de remboursement de la chose endommagée est limité à sa valeur de remplacement." (1)

C'est la solution généralement retenue lorsque le véhicule endommagé est une voiture de série (2) car son remplacement est facilité. S'il s'agit d'une automobile hors-série, la solution ne s'appliquera pas.

C'est la pratique des compagnies d'assurances qui lorsque le coût des réparations, se révèle supérieur à la valeur du véhicule, considèrent ce dernier comme épave et paient au lésé sa valeur de remplacement.

Il est à souhaiter que les tribunaux camerounais, saisis d'une affaire semblable adoptent une solution analogue.

... 40

(1) Civ 30 Octobre 1957 GP 58 I page 5.

Civ 28 Octobre 1954 GP 55 II page 10.

(2) CA Toulouse 23 décembre 1955 GP 56 I 202.

A ces deux solutions extensive (totalité des réparations) et restrictive (coût de remplacement), les tribunaux ont adjoint une troisième plus raisonnable et plus avantageuse.

C - Solution intermédiaire.

Adoptée par la jurisprudence, c'est celle qui consiste pour l'auteur responsable de l'accident, à choisir le moyen le moins onéreux pour réparer le dommage.

Il paiera donc selon les cas, soit la valeur vénale du véhicule, soit le coût des réparations.

Les tribunaux camerounais ont eu le mérite de l'appliquer souvent. Le juge dans ce cas alloue l'indemnité la moins onéreuse pour l'auteur responsable : "la réparation intégrale du dommage causé à une chose n'est assurée que par le remboursement des frais de remise en état de la chose ou par le paiement d'une somme d'argent représentant la valeur de son remplacement, la victime ne pouvant exiger que le moins onéreux de ces deux modes de réparation".(1)

Dans la première espèce, il s'agissait d'une voiture Simca qui au moment de l'accident avait une valeur vénale de 135 000 F et dont les frais de remise en état nécessitaient la somme de 142 875 F. La cour estima que le préjudice de la dame NY devait s'apprécier en fonction du mode de réparation le moins onéreux pour l'auteur de l'accident..."

Dans la seconde espèce elle décide que : "le premier juge aurait dû déjà adopter comme base de dédommagement la valeur vénale qui est inférieure au coût des réparations".

Lorsque après l'accident, le véhicule est réparé, il se pourrait que des problèmes naissent du fait que la voiture ainsi réparée ne présente plus les mêmes qualités qu'avant. Le propriétaire d'une telle voiture a-t-il droit à une indemnité de dépréciation ?

... 41

(1) CA Ydé Arrêt n° 22 du 30 novembre 1966 (publié en annexe).
CA Ydé Arrêt n° 80 (précité).

- 41 -

PARAGRAPHE 2.- Problèmes nés de la réparation du véhicule.

Ils sont de deux ordres : d'une part, le propriétaire du véhicule peut prétendre que la réparation de sa voiture n'a pas été correcte et que celle-ci a subi une dépréciation, d'autre part le responsable peut vouloir tenir compte de la vétusté des parties remplacées.

A - La dépréciation.

C'est la dégradation, la diminution de valeur que présente le véhicule du fait de la réparation. Lorsque cette dernière a été défectueuse, le propriétaire du véhicule peut demander réparation au réparateur qui aurait commis une faute contractuelle en n'exécutant pas correctement son obligation. Mais peut-on condamner l'auteur du dommage à payer une indemnité supplémentaire pour dépréciation ? Il est à noter qu'aujourd'hui le principe de l'allocation d'une indemnité pour dépréciation est fort discutable. En effet, l'état de la technique et la perfection des procédés actuels de réparation montrent qu'une voiture convenablement réparée ne présente aucune dépréciation.

Qu'advient-il lorsque malgré tout il subsiste une dépréciation ? Les tribunaux décident que la question ne se pose guère que lorsque certaines conditions sont remplies. Ceci pour éviter un nombre élevé de demandes de ce genre et on les comprend aisément.

Ainsi l'indemnité de dépréciation n'est accordée que pour une voiture neuve ayant subi un choc important. Parfois lorsque la réparation a porté sur un organe essentiel du véhicule, de telle sorte que le propriétaire du véhicule n'ait plus la même confiance qu'autrefois en sa machine et lorsque la vente éventuelle du véhicule neuf peut être rendue de ce fait plus difficile ou moins rémunératrice.(1)

S'agissant d'une voiture de luxe neuve ; "l'octroi d'une indemnité de détérioration au propriétaire d'un véhicule ayant subi un dommage peut fixée à 10 % du prix d'achat par le fait que ...

... 42

d'autre part il s'agit en l'espèce d'une voiture neuve, d'un modèle de luxe (Mercedes 220) et de qualité ayant 790 kms et dont peu d'exemplaires circulent en France". (1)

La cour d'Appel de Yaoundé se prononce en sens contraire. Pour elle l'auteur du dommage n'est tenu qu'à concurrence du coût réel des réparations sans avoir à considérer si l'état du véhicule au moment de l'accident la rendait plus onéreuse. (2)

B - Sort de la plus-value.

Lorsque la réparation a été effectuée avec des pièces de rechange neuves, le responsable est-il en droit de déduire la différence du vieux au neuf ?

La jurisprudence répond par la négative, même s'il en résulte un enrichissement de la victime. (3)

Le préjudice matériel ainsi étudié représente la perte subie ou damnum emergens et que l'assureur devra indemniser dans tous les cas. Mais dans la pratique, l'indemnité allouée ne se compose pas seulement de cet élément. Le préjudice peut en effet nécessiter des indemnités complémentaires d'ordre subjectif. Aussi l'assureur devra-t-il dans la fixation de l'indemnité, tenir compte de cet élément du préjudice en considération de la personne.

... 43

(1) CA Paris 26 mars 1863 GP 63 page 326.

Dalloz 63 page 487.

(2) CA Ydé Arrêt n° 148 du 28 juin 1972 (précité).

(3) Trib Paix Saint Denis 20 janvier 1856 GP 56 I page 204.

LES INDEMNITES COMPLEMENTAIRES.

Elles comprennent le second élément du dommage c'est-à-dire le gain dont a été privé le lésé ou *lucrum cessans* d'une part, et les frais connexes résultant de l'accident d'autre part.

Section 1.- L'immobilisation du véhicule.

Le gain dont a été privé le lésé résulte du préjudice que cause l'immobilisation du véhicule pendant le temps indispensable pour la constatation des dommages et l'exécution des réparations.

Il comprend deux éléments : (1)

- "le manque à gagner qui se traduit par un déficit financier dans le patrimoine ou dans l'exploitation du lésé ;
- la privation de jouissance correspondant à une perturbation dans l'organisation de la vie du lésé y apportant une gêne, y supprimant des commodités des facilités, des agréments".

Il est à noter que le préjudice résultant de l'immobilisation du véhicule ne peut être invoqué que par la victime d'une personne assurée en responsabilité civile. Ce dommage est généralement exclu des garanties dommages aux véhicules.

Selon les principes de la responsabilité civile, il appartient à la victime de faire, d'une part la preuve de l'existence du dommage qu'elle a subi par suite de l'immobilisation de son véhicule (ce qui lui donne droit à l'indemnité) et d'autre part d'en justifier l'importance.

PARAGRAPHE 1.- Le droit à l'indemnité.

En matière contractuelle, l'indemnité pour immobilisation est fixée forfaitairement dans la police d'Assurance. En matière

(1) Léon WECHSLER : Automobiles endommagées à la suite d'accident

quasi-délictuelle par contre, la victime doit faire la preuve du préjudice éprouvé.

A - Indemnité contractuelle.

Le contrat attribue ou n'attribue pas d'indemnité à la personne lésée par suite de l'immobilisation de son véhicule. Ainsi dans les contrats d'assurance "dommages aux véhicules", les assureurs excluent de la garantie, les dommages indirects résultant de la privation de jouissance. L'assuré dans ce cas n'a droit à aucune indemnité pour immobilisation. (1)

Lorsque le droit à indemnité est stipulé dans la police, l'usage s'est institué d'ajouter au montant des réparations une somme fixée forfaitairement pour chaque journée d'immobilisation. Malheureusement cet usage a fait perdre de vue la nécessité dans laquelle se trouve la victime de prouver le dommage subi.

B - Nécessité d'un préjudice.

Il appartient à la victime de prouver qu'elle a subi un préjudice du fait de l'immobilisation et d'en justifier l'importance. Sur ce point, plusieurs décisions jurisprudentielles ont été rendues retenant comme cause du préjudice : la faute de l'assureur qui refuse de prendre à sa charge la réparation des dommages résultant de l'accident (2), ou le fait que l'assureur qui n'avait pas répondu aux démarches de l'assuré ait empêché ce dernier d'envisager à temps la prise en charge par lui même des réparations qui s'imposaient. (3)

Le retard dû par l'assureur dans la constatation des dégâts bien que constituant ici une faute contractuelle, peut servir comme preuve du préjudice (4) de même que l'inertie du responsable.(5)

(1) CSCOR Arrêt n° 18 du 1er Décembre 1970 Bull 23 page 2839.
 (2) CA Yds Arrêt n° 23 du 19 Décembre 1973 (publié en annexe).
 CA Yds Arrêt n° 46 du 8 Mai 1974 (publié en annexe).
 (3) CA Yds Arrêt n° 6 du 16 Octobre 1968 (publié en annexe).
 (4) CA Yds Arrêt n° 37 (précité).
 (5) CA Yds Arrêt n° 80 (précité)

Par contre lorsque la victime ne peut pas prouver le préjudice subi, elle n'aura droit à aucune indemnité (1).

Le préjudice étant prouvé, il faudra l'évaluer. Cette évaluation est parfois difficile à réaliser car la privation de l'usage de la voiture est un préjudice subjectif. Les tribunaux ont coutume de l'apprécier en considération de la personne et de l'usage qu'elle fait de son véhicule. (2)

Le facteur essentiel étant la distinction et l'intensité de l'utilisation du véhicule. Ainsi un chauffeur de taxi sera en droit d'obtenir une indemnité supérieure à celle d'un fonctionnaire qui n'utilise sa voiture que pour se rendre à son bureau.

La jurisprudence appliquant ce principe décide que lorsque le véhicule accidenté est un outil de travail, la victime peut demander réparation du manque à gagner occasionné par l'accident. La victime devra dans ce cas produire la comptabilité concernant l'exploitation du véhicule accidenté pour permettre au juge d'évaluer ce manque à gagner. (3)

On remarque un certain nombre de décisions qui attribuent l'indemnité parce que le véhicule en question est un car affecté au transport public de passagers (4) ou au transport de marchandises. (5)

Mais la critique qu'on pourrait adresser à ces arrêts est que le juge se borne à constater l'utilisation du véhicule et à fixer l'indemnité correspondante. Il n'indique cependant pas les bases de l'évaluation comme c'est le cas dans cette espèce : "Attendu que le tarif forfaitaire d'indemnisation pour le préjudice considéré est de 600 F CFA par tonne et par jour, que le tonnage moyen à retenir est de 10 tonnes; et qu'il s'ensuit que l'indemnité de chômage due à la société est de :

$$600 \times 10 \text{ t} \times 30 \text{ jours} = 180\,000 \text{ F...} \text{ (6)}$$

... 46

(1) CA Ydé Arrêt n° 31 du 21 mars 1962.

(2) CA Ydé Arrêt n° 61 (précité).

(3) CA Ydé Arrêt n° 69 du 9 février 1972 -Mémoire G. DINGOME -
Annexe 2 page 112.

(4) CA Ydé Arrêt n° 23 (précité).

CA Ydé Arrêt n° 109 du 26 mars 1969 (publié en annexe).

(5) CA Ydé Arrêt n° 82 (précité).

Il serait donc souhaitable que les tribunaux mentionnent dans leurs décisions, le mode d'estimation adopté. Celui-ci sera selon les cas ; le tonnage, le coût de location d'un véhicule similaire (1), le tarif du voyage pour les cars affectés au transport de passagers.

Certains auteurs proposent la moyenne journalière des kilomètres parcourus par le lésé sur le véhicule accidenté pendant un temps assez long. Ils suggèrent d'allouer pour la période de chômage, une indemnité journalière correspondant au nombre moyen de kilomètres parcourus dans une journée, multipliée par le prix du kilomètre d'une voiture de location. C'est le mode d'indemnisation appliqué par la jurisprudence allemande (L. WECHSLER - Automobiles endommagées à la suite d'accident).

Il est à signaler que si la victime est en droit de réclamer une indemnité pour immobilisation, celle-ci ne lui cause pas nécessairement un préjudice. Il en est ainsi lorsque le lésé n'a été privé des services de son véhicule que pour une durée moindre à celle prévue pour les réparations, ou encore lorsque la voiture peut être utilisée même pendant le temps prévu pour les réparations, ou lorsque le lésé est lui-même immobilisé à la suite de l'accident.

Aussi n'est-il pas superflu de rappeler que les tribunaux ne doivent pas fixer l'indemnité forfaitairement, ni abstraitement mais plutôt intuitu personae pour se modeler sur l'utilisation normale de son véhicule par le lésé.

L'existence du préjudice et son importance prouvées, il reste à déterminer la durée de l'immobilisation que l'auteur responsable doit indemniser.

PARAGRAPHE 2.- Durée de l'immobilisation.

Il convient ici de distinguer deux cas : tout d'abord lorsque le véhicule n'est pas entièrement détruit et ensuite lorsqu'il l'est.

... 47

A - Cas de destruction partielle.

Selon la doctrine et la jurisprudence, l'auteur responsable doit en principe une indemnité correspondant à la période normale pendant laquelle les réparations sont effectuées (1).
Qu'entend-on par période normale des réparations ?

Ce sera celle prévue dans le rapport de l'expert ou le devis du garagiste et qui est nécessaire aux réparations (2). Elle peut correspondre à l'importance des travaux de tôlerie, y compris la peinture et les réparations mécaniques (3).

A cette durée théorique des réparations peuvent s'ajouter les délais nécessaires aux vérifications et à l'établissement du devis pour avoir la durée effective de l'immobilisation (4). Une prolongation des délais est encore possible lorsque le réparateur qualifié ne se trouve pas sur place ou lorsque le véhicule étant de marque étrangère il a fallu se procurer des pièces de rechange à l'étranger (5). Il faut souligner que si par contre la durée de l'immobilisation se trouve prolongée par le fait personnel de la personne lésée, ce fait ne saurait aggraver les obligations du responsable (5).

Ainsi l'assureur du responsable ne sera tenu que des conséquences de la faute de son assuré, toute faute de la victime ne saurait lui être imputée. Il appartient donc à cette dernière de prendre toutes mesures nécessaires destinées à limiter le dommage car elle reste propriétaire de son véhicule (6).

Toutes aggravations du préjudice

... 48

-
- (1) Trib 1st Instance de Ydé n° 563 (bis) du 6 juin 1968
-Mémoire de G. DINGOME- (Annexe 1 page 105).
- (2) c CA Ydé Arrêt n° 148 du 28 juin 1972 -Mémoire de G. DINGOME-
(Annexe 2 page 115).
- (3) CA Ydé Arrêt n° 140 du 22 mai 1968 (publié en annexe).
- (4) CA Ydé Arrêt n° 82 (précité).
- (5) CA Ydé Arrêt n° 81 (précité).
- (6) TGI Ydé n° 563 (bis) (précité).

- 40 -

du préjudice non imputable, au responsable resteront à sa charge. Et on fait remarquer que le lésé n'avait pas à attendre indéfiniment l'expert de la compagnie d'assurances puisqu'il a à sa disposition d'autres moyens pour constater les dégâts (huissier - référés). Il devra alors faire l'avance des frais de réparations (1) sans attendre l'assureur qui ne s'engage pas à les faire par ses propres diligences mais seulement à en rembourser le montant.

Même lorsque les réparations ont été commencées, la jurisprudence décide "qu'il n'entre point dans le rôle de l'assureur d'intervenir pour activer les réparations; que le client qui a donné l'ordre d'exécution doit s'assurer que les réparations ont bien commencé, s'informer périodiquement de l'avancement des travaux, téléphoner, au besoin se rendre sur place, insister sur l'urgence de l'exécution..." (2)

Autant de raisons pour limiter l'indemnité à la charge de l'assureur à la durée normale des réparations. Mais qu'en est-il lorsque le véhicule est entièrement détruit ?

B - Cas de perte totale du véhicule.

Les juridictions sont divisées à ce sujet. Certaines décident qu'en cas de perte totale du véhicule, la victime n'a droit à aucune indemnité de privation de jouissance : "compte doit être tenu d'une part pour l'évaluation de la valeur du véhicule au moment de l'accident de son utilisation pendant 3 mois et demi après l'achat, d'autre part de sa transformation en épave non utilisable mais exclusive d'une indemnité de privation de jouissance". (3)

Mais cette jurisprudence n'est pas unanimement admise. L'argument en faveur de cette opinion est que la victime dont la voiture a été complètement détruite subit un préjudice qui est parfois plus grand que celui d'une victime dont le véhicule n'est que partiellement endommagé.

... 49

-
- (1) CA Ydé Arrêt n° 37 du 17 décembre 1969.
CSCG n° 38 du 10 mars 1970 page 2741.
- (2) CA Ydé Arrêt n° 82 du 28 février 1968 (publié en annexe).
- (3) CA Ydé Arrêt n° 138 du 14 juin 1972 -Mémoire de G. DINGOME-
(Annexe 2 page 114).

Il convient dès lors d'accorder à cette victime une indemnité pour privation de jouissance si sa preuve est rapportée (1): "à défaut de toute justification de la privation de jouissance et de son étendue, la réparation qui intéresse un cas de destruction totale ne saurait comprendre le préjudice subi du fait de l'immobilisation provisoire de la chose".

La victime qui prouve le préjudice subi, obtiendra une indemnité correspondant au délai représentant le temps normal suffisant pour l'achat d'un véhicule de remplacement (2).

Cette durée varie généralement entre 10 et 15 jours dans les conditions normales d'approvisionnement. Par contre s'il n'existe pas de marché d'occasion organisé, ni de marché de neuf approvisionné en véhicules utilitaires, il serait normal d'augmenter cette durée d'un délai de route de 20 à 25 jours.

Cette indemnité est accordée au propriétaire de la voiture détruite qui se trouve dans la nécessité de procéder à une nouvelle acquisition. Elle lui permet de compenser la perte de temps consacrée à la recherche d'une autre voiture (3).

L'assureur peut en outre être condamné à payer d'autres frais résultant de l'accident.

Section 2.- Les frais connexes résultants de l'accident.

Ce sont les frais de dépannage, de remorquage, de garde, d'expertise.

... 50

-
- (1) CA Ydé Arrêt n° 62 du 7 avril 1965. (publié en annexe).
 - (2) CA Ydé Arrêt n° 61 (précité).
 - (3) CA Ydé Arrêt n° 123 du 23 avril 1969 (publié en annexe).
 - CA Ydé Arrêt n° 80 (publié en annexe).
 - CA Ydé Arrêt n° 93 du 17 mai 1967 (publié en annexe).

- Frais de dépannage et de garde : Ils sont à la charge de l'assureur dans les assurances de responsabilité, mais se trouvent formellement exclus des polices d'assurance "dommages au véhicule". Lorsqu'ils sont dûs, ils seront ajoutés à l'indemnisation principale (1).

Il est à noter que lorsque l'assureur contracte de prendre à sa charge les frais de garde et du transport, s'il ne remplit pas rapidement son obligation il ne sera condamné que si l'assuré fait la preuve du préjudice que cette inexécution lui a causé (2).

- Frais d'expertise : sont à la charge de l'assureur car ils lui ont été utiles, mais si l'expertise est faite par un tiers expert, victime et responsable se partageront les frais.

Lorsque les dommages ont été évalués, l'assureur procède au paiement de l'indemnité ./-

... 51

(1) CA Toulouse 23 décembre 1955 GP 56 I Page 202.
(2) CSCO n° 38 du 10 mars 1970 (précité).

DEUXIEME PARTIE

LE PAIEMENT DE L'INDEMNITE

Le paiement constitue l'acte qui clôt les tractations. Lorsque la créance de la personne lésée a été déterminée avec précision, l'assureur devra procéder au règlement. Le règlement qui constitue l'obligation principale de l'assureur est soumis à des règles propres et bien définies. Cependant, l'assureur qui après avoir effectué le paiement se trouve lésé à son tour, dispose d'un recours contre le responsable de l'accident.

LES MODALITES DU PAIEMENT

L'indemnité ayant été fixée définitivement, l'assureur devra en régler le montant au bénéficiaire.

SECTION I.- LE MONTANT DU REGLEMENT

Le montant de la prestation de l'assureur est limité au préjudice subi par l'assuré. Il faut ajouter cependant que cette indemnité obéit à d'autres règles notamment elle ne peut dépasser le montant de la somme assurée : Article 28 Loi du 13 juillet 1930.

L'assureur devra donc avant de procéder au règlement, calculer la somme exacte à verser à la personne lésée.

PARAGRAPHE I.- LE CALCUL DE L'INDEMNITE.

L'assureur attribue l'indemnité compensatrice en tenant compte d'éventuelles franchises et de la règle proportionnelle.

A - LA REGLE PROPORTIONNELLE (Art. 31 Loi du 13-7-30)

L'article 31 dispose : "s'il résulte des estimations que la valeur de la chose assurée excède au jour du sinistre la somme garantie, l'assuré est considéré comme restant son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage, sauf clause contraire".

D'après ce texte, l'assuré dans les assurances des dommages, ne peut recevoir une somme supérieure à la valeur de la chose assurée. Ainsi lorsque la chose assurée l'est pour une valeur inférieure à la valeur assurée de la chose, on dit qu'il y a sous-assurance et on applique à l'assuré la règle proportionnelle. L'assuré restant son propre assureur pour la différence entre la valeur réelle et la valeur assurée (1), l'assureur n'est jamais engagé au-delà de la somme assurée. Il n'est engagé que dans le rapport existant entre la somme assurée et la valeur assurée encore appelée la somme pour laquelle l'assuré aurait dû se faire garantir pour avoir une garantie totale. Comment calculer l'indemnité à la charge de l'assureur dans ce cas ? Il faut considérer deux situations :

- en cas de sinistre total, l'assureur n'est tenu que pour la somme assurée. Par exemple pour une voiture dont la valeur assurable est de 1 000 000 F mais qui n'est assurée que pour 800 000 F, l'assureur versera 800 000 F et l'assuré devra supporter les 200 000 F comme reste.

- en cas de sinistre partiel, par exemple lorsque le montant du dommage s'élève à 600 000 F, l'assureur, bien que cette somme soit inférieure à la valeur assurée, ne paiera pas la totalité. On appliquera la règle proportionnelle et il versera 480 000 F, l'assuré supportant 120 000 F.

La cour d'appel de Yaoundé a appliqué cette règle dans une espèce où la valeur assurable était de 1 024 240 F CFA, la valeur assurée 720 000 F et le coût des réparations s'élevant à 366 871 F. Elle décidait que la compagnie d'assurances ne sera tenue que de payer 343 641 F (1).

Il est à noter toutefois que cette règle n'est applicable qu'en assurances de dommages au véhicule parce que la valeur assurable du véhicule peut être déterminée avec précisions.

En assurance de responsabilité par contre, la responsabilité qu'encourt l'assuré ne peut se mesurer exactement à l'avance parce qu'elle est illimitée (ou limitée à une somme excessive : 25 000 000 au Cameroun), il ne peut donc y avoir application de la règle proportionnelle.

Tel n'est cependant pas le cas des franchises.

B - LES FRANCHISES.

Dans certaines hypothèses, l'assureur déclare ne pas courir les dommages inférieurs à une somme déterminée ou d'un montant déduit du total des indemnités et frais occasionnés par chaque sinistre. Cette somme peut être calculée en pourcentage. Ainsi dans les conditions particulières des polices on trouvera une clause de franchise d'avarie obligatoire-risque "dommages au véhicule résultant d'accident" selon laquelle : "l'assureur bénéficiera, en ce qui concerne le risque "dommages au véhicule

... 55

résultant d'accident" ~~selon laquelle~~ : "l'assureur ~~bénéficiaire~~, en ce qui concerne le risque ~~"dommages au véhicule résultant d'accident"~~ et pour chaque sinistre d'une franchise égale à 10 % du montant total des indemnités et frais occasionnés par chaque sinistre, étant entendu que cette franchise ne sera jamais inférieure à 40 000 F CFA, ni supérieure à 70 000 F CFA".

Parfois c'est une somme fixée soit "30 000 F CFA et qui sera toujours déduite du montant total des indemnités et des frais occasionnés par chaque sinistre".

Ces clauses sont instituées dans le but de restreindre les nombreuses réclamations dues à des dommages matériels minimes. L'assureur ne couvrira pas les dommages dont le montant est inférieur à la franchise. Ainsi lorsque le montant de la facture s'élève à 31 500 F et qu'il est stipulé dans le contrat que la compagnie bénéficiera d'une franchise égale à 10 % du montant total des indemnités et frais occasionnés par chaque sinistre, sans que cette franchise soit inférieure à 30 000 F, ni supérieure à 60 000 F, l'assuré demeure débiteur de cette somme (1).

Si en revanche; l'indemnité due dépasse la limite de la franchise, l'assureur paiera l'excédent. On déduit de l'indemnité totale, la franchise à la charge de l'assuré (2).

La compagnie d'assurances qui règle l'indemnité sans déduction de la franchise stipulée au contrat, peut toujours en demander le remboursement ultérieur à l'assuré qui en a bénéficié(3)

Les clauses de franchises sont soit facultatives, soit obligatoires. En cas de franchise facultative, l'assureur a la faculté de l'écarter par une fin de non-recevoir et éviter les petites réclamations, tandis qu'en cas de franchise obligatoire, celle-ci est déduite en tout état de cause (4)

... 56

(1) CA Ydé Arrêt n° 155 du 19 Juin 1968 - Publié en annexe

(2) CA Ydé Arrêt n° 60 du 30 Mai 1962 - Publié en annexe

(3) CA Ydé Arrêt n° 23 du 19 Novembre 1969 - Publié en annexe

(4) PICARD et BESSON

Les Assurances terrestres en droit français.

Le contrat d'assurance

Tome premier - 3^e édition - Page 287

Les clauses de franchise bien qu'étant facultatives pour le risque responsabilité civile, sont généralement inopposables aux victimes pour éviter qu'elles ne soient obligées de faire deux réclamations (à l'assureur d'une part et d'autre part à l'assuré). C'est pourquoi l'assureur règlera l'intégralité de l'indemnité et se retournera contre son assuré responsable pour recouvrer le montant de la franchise. Cependant il existe des exceptions lorsque les dégâts matériels sont inférieurs à la franchise, la victime dans ce cas ne peut demander réparation qu'au responsable puisque l'assureur n'est engagé qu'au-delà de la limite (1).

Lorsque l'indemnité est définitivement fixée, l'assureur va procéder au paiement.

PARAGRAPHE II - LA FORME DU PAIEMENT.

Le règlement qui se fait à la demande de l'assuré ou du tiers lésé, devra obéir à des règles tenant à son objet et aux délais imposés.

A - OBJET ET NATURE DU REGLEMENT

- L'Objet :

Généralement, le règlement se fait sous la forme d'une somme d'argent. Devant garantir les conséquences d'ordre patrimonial que le sinistre entraîne, la prestation de l'assureur est également pécuniaire.

Mais parfois, l'assureur choisira de fournir une prestation en nature afin d'éviter tout enrichissement de la part de l'assuré.

Le règlement est constaté par une quittance portant signature des personnes qui ont reçu les fonds, lorsqu'il se fait par chèque, l'assureur délivre un reçu.

... 57

(1) PICARD et BESSON - Les Assurances terrestres en droit français.
Le contrat d'assurance
Tome premier - 3^e édition - Page 638

Une fois opéré, ce règlement est-il définitif ?

- Il l'est lorsqu'il résulte d'un jugement passé en force d'autorité de la chose jugée.

Quand il se fait amiablement, les assureurs établissent une quittance définitive dans laquelle l'assuré s'estimant entièrement dédommagé renonce à toute réclamation ultérieure. Ceci se comprend aisément car s'agissant de dommages matériels, il ne peut être question d'aggravation ultérieure des dommages lorsque ceux-ci ont été évalués sans fraude par le technicien qu'est l'expert et lorsque le véhicule a subi les réparations qui s'imposaient.

EXTRAIT D'UNE CLAUSE DE QUITTANCE D'INDEMNITE DE SINISTRE

Je soussigné (nom et prénoms) _____

Profession: _____

Demeurant à: _____

Agissant: _____

Reconnais avoir reçu de (Compagnie d'Assurances) _____

La somme de _____

Pour solde complet et définitif de l'indemnité me revenant par suite de l'accident survenu le: _____

Bon pour quittance de la somme de: _____ (1)

(Le signataire écrit le montant de l'indemnité allouée de sa propre main.)

Au moyen de ce paiement, je déclare tenir quitte et déchargé sans aucune réserve la (compagnie d'Assurances) de toutes ses obligations relativement audit sinistre et au moyen de ce paiement accepté par moi en connaissance de cause, je me reconnais suffisamment indemnisé du préjudice qu'à pu ou pourra me causer dans l'avenir, directement ledit accident qu'elles qu'en puissent être les suites tant matérielles (que corporelles); toutes causes de préjudice confondues.

Pour solde de tout compte

Fait en triple à _____ le _____

Signature de l'intéressé.

Le montant de l'indemnité fixé, aucun délai n'est imposé par la loi pour effectuer le règlement.

... 58

B - DELAI DU REGLEMENT

Certaines polices d'assurance prévoient des délais :
"Attendu que ce texte dispose que le règlement de l'indemnité sera effectué dans le délai de quinzaine à compter de la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée..."(1)

Lorsque le délai est impartie par le contrat, l'assureur devra s'y conformer. Tout manquement à cette obligation l'exposant à une condamnation à des dommages-intérêts complémentaires. En matière quasi-délictuelle, le retard dans le paiement donne droit aux intérêts moratoires : "le retard dans le paiement de la créance née de la destruction du véhicule ne pouvant donner lieu en l'absence de tout autre préjudice établi ou invoqué, qu'à l'allocation des intérêts de droit" (2).

L'indemnité allouée constitue donc une obligation de somme d'argent qui va produire des intérêts moratoires. Ces intérêts courent :

- tantôt à partir de la date de l'Assignment (3)
- tantôt au jour de l'accident (4)

Cependant si on retient la thèse selon laquelle le droit à réparation naît lors du dommage mais que la créance n'est constituée que lors du jugement attributif, il faut admettre avec la cour de cassation que l'indemnité pécuniaire allouée à titre principal

... 59

-
(1)	CA	Ydé	Arrêt	N° 170	du 8 juillet 1968	-	Précité
(2)	CA	Ydé	Arrêt	N° 138	du 14 juillet 1972	-	Précité
(3)	CA	Ydé	Arrêt	N° 69	du 9 février 1972	-	Précité
	CA	Ydé	Arrêt	N° 45	du 5 février 1972	-	Précité
(4)	CA	Ydé	Arrêt	N° 45	du 9 Novembre 1970	-	Précité

"ne peut produire d'intérêts moratoires que du jour où elle est allouée judiciairement" (1)

En revanche, les intérêts ne sauraient courir à partir d'une mise en demeure parce que celle-ci est inutile en matière quasi délictuelle (2).

SECTION II - LES PERSONNES HABILITEES A RECEVOIR
LE PAIEMENT

Aux termes de l'article 1239 du Code Civil, le "paiement doit être fait au créancier" c'est-à-dire à l'assuré. En assurances de dommages au véhicule, c'est l'assuré qui est le principal créancier de l'assureur. En assurances de responsabilité, automobile, en principe c'est toujours l'assuré qui bénéficiera du montant de l'indemnité. Mais pour la protection des victimes, la loi a instauré le système de l'action directe qui permet à la victime d'obtenir paiement direct par l'assureur de l'indemnité.

Parfois, l'indemnité est revendiquée par des personnes qui ont un droit réel sur le véhicule.

PARAGRAPHE I - LA REGLE DE L'ARTICLE 1239 DU CODE CIVIL

Le paiement doit être fait au créancier, ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui doit être autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui..."

D'après ce texte, on distinguera deux catégories de personnes pouvant valablement recevoir paiement : tout d'abord la personne lésée et ensuite les personnes autorisées.

A - LA PERSONNE LESEE

Ce sera l'assuré ou la victime de la personne assurée.

... 60

-
- (1) Requête 19 juillet, 1932 - Dalloz I Page 118
- (1) CA Ydé N° 61 du 22 janvier 1969
- (1) Mémoire : La réparation du dommage (étude de la jurisprudence Camerounaise) Gill DINGOME - Année 1974 - 75 - Page 55
- (2) CA Ydé N° 61 (précité)
Rép. 14 janvier 1856 - Dalloz 1856 I Page 82

L'assuré :

En principe, c'est lui qui peut recevoir valablement paiement des mains de l'assureur quelque soit le type d'assurance souscrit. C'est l'assuré souscripteur du contrat notamment dans les assurances "dommages au véhicule". Il faut en outre qu'il soit capable de recevoir paiement. Ainsi tout paiement fait entre les mains d'un mineur ou d'un interdit ne sera pas valable.

Le fait que l'assureur ne puisse se libérer qu'entre les mains de son assuré se comprend aisément. En effet, l'assureur est son débiteur. Que penser alors lorsque le paiement est fait en d'autres mains ?

La victime :

D'après la loi et la jurisprudence, le versement de l'indemnité par l'assureur à la victime de son assuré est tout aussi valable. Cette règle a été instaurée dans le but de protéger la victime. Cette dernière, disposant d'une action directe contre l'assureur en responsabilité du responsable de l'accident, obtiendra directement le paiement de l'indemnité qui lui est due. Par ce moyen elle n'aura pas à concourir avec les autres créanciers de l'assuré en cas de faillite de ce dernier. L'indemnité ne transitant pas par le patrimoine du responsable assuré, elle lui revient directement. Il est à noter qu'en vertu de l'action directe, la victime dispose contre l'assureur de la créance même de l'assuré avec toutes les garanties qui y sont attachées.

Dans la pratique, on rencontre une autre difficulté. En effet les assureurs ont pris l'habitude, lorsqu'ils ont délivré une prise en charge au garagiste réparateur, de lui régler le montant de l'indemnité. Il faut souligner que même lorsque l'assureur le fait, il n'est pas débiteur du garagiste, le seul débiteur reste le propriétaire du véhicule qui sera toujours tenu de payer si son assureur ne paie pas : "Attendu que pour les 1 500 F restant et que la Compagnie aurait dû normalement couvrir, il est bon de rappeler que lorsque l'assureur garantit à l'assuré le paiement des réparations auxquelles il a été procédé suivant les instructions de l'assuré avec son accord, l'assuré ne prétendra ne pas être tenu envers l'établissement qui a procédé aux réparations si l'assureur

ne paie pas, un débiteur ne pouvant s'abstenir de payer sa dette sous prétexte qu'elle était garantie par une personne qui manque à son engagement". (1)

B - LES PERSONNES EXPRESSEMENT AUTORISEES

L'article 1239 précise que le paiement peut être fait "à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par la justice ou par la loi à recevoir pour lui".

Un mandataire légal ou conventionnel pourvu d'une procuration valable peut ainsi valablement recevoir paiement. La cour d'appel de Yaoundé l'a jugé dans une espèce : "Considérant, en droit que l'élection de domicile faite dans un exploit d'ajournement chez un huissier qui est mandataire par profession donne à ce dernier qualité de recevoir dans le cours de l'instance toutes les sommations, toutes les communications que la loi ne prescrit pas de signifier à personne ou à domicile réel; que si elle est accompagnée de la remise des pièces relatives à l'affaire il obtient également mandat de recevoir valablement le paiement des sommes qu'il est chargé de réclamer". Elle décidait alors qu'un huissier à qui a été remis le procès verbal de constat et la facture de garage où était réparée le véhicule accidenté était considéré comme avoir reçu mandat aux fins de percevoir toutes sommes d'argent (2)

Les héritiers ou ayant-cause universels de la personne lésée peuvent recevoir l'indemnité après sa mort.

De même, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du lésé, le syndic percevra l'indemnité pour la masse des créanciers.

PARAGRAPHE II - LES CREANCIERS GAGISTES.

Il s'agit du vendeur à crédit du véhicule ou du prêteur des derniers destinés à l'achat de celui-ci. La loi (3) a conféré de plein droit à ceux-ci une sûreté qu'elle qualifie "gage".

... 62

-
- (1) CA Ydé Arrêt N° 155 du 19 juin 1968 - précité
(2) CA Ydé Arrêt N° 63 du 18 mars 1964 - publié en annexe
(3) Décret-loi du 30 septembre 1953 organisant le gage sans déplacement sur les véhicules automobiles achetés à crédit.

Ils disposent en outre du privilège spécial mobilier du vendeur de meuble à crédit de l'Article 2102 (4) du Code civil. Ces sûretés confèrent un droit de préférence au créancier gagiste. Le droit de préférence est reporté par la loi sur l'indemnité d'assurance due en cas de destruction totale du véhicule: Article 37 de la loi du 13 juillet 1930.

En effet, cet article énonce : "les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité du bétail ou les autres risques sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang. Néanmoins, les paiements faits de bonne foi sans opposition sont valables".

Le créancier gagiste devra donc pour se faire attribuer l'indemnité, marquer par une opposition à l'assureur les sûretés grevant la chose assurée. D'après la loi, le gage n'est opposable aux tiers qu'après inscription. Cette inscription est ici une mesure de publicité destinée à avertir les tiers qui veulent traiter sur le véhicule. Mais peut-on considérer l'assureur comme un tiers à qui est opposable l'inscription de la sûreté ?

Cette question a été vivement controversée.

A -- OPPOSABILITE DU GAGE DU SEUL FAIT DE SON INSCRIPTION

Cette solution a été adoptée par un certain nombre de juridictions. Les décisions rendues avaient constitué de mauvaise foi l'assureur qui s'était libéré de l'indemnité d'assurances entre les mains de l'assuré alors qu'un gage avait été régulièrement inscrit sur le véhicule (1).

Elles assimilaient de ce fait l'assureur aux tiers, titulaires de droits réels sur la chose assurée, tiers auxquels le gage est opposable par les formalités de publicité. Or l'assureur, débiteur du propriétaire de la voiture ne peut être considéré comme titulaire d'un droit réel. Autant de raisons qui ont entraîné la décision contraire de la cour de cassation.

... 63

(1) Tribunal Commercial de la Seine
21 Mai 1959 GP - 59 II Page 81
Paris 8 juin 1964 GP - 64 II 388

B - NECESSITE D'UNE OPPOSITION DU GAGISTE ENTRE
LES MAINS DE L'ASSUREUR AVANT LE VERSEMENT
DE L'INDEMNITE

C'est la solution adoptée de nos jours par la jurisprudence(1) la doctrine et pratiquée par les compagnies d'assurances.

D'après cette jurisprudence, le créancier gagiste doit porter à la connaissance de l'assureur l'existence de son gage en faisant opposition entre ses mains avant le paiement de l'indemnité.

Cette opposition se fait sous une forme quelconque, il suffit que l'assureur soit avisé de l'existence du gage grevant le véhicule assuré. A cet égard, les créanciers gagistes font, lors de la conclusion du contrat, insérer une clause notifiant à l'assureur que le véhicule est gagé. Mais une telle clause ne saurait remplacer l'opposition qui demeure toujours nécessaire.

En effet, l'assuré peut avoir entièrement honoré ses traites, fait qui ne sera toujours pas porté à la connaissance de l'assureur. La clause devrait tout au plus permettre à l'assureur d'aviser le créancier gagiste de la réalisation du sinistre comme l'a jugé la cour d'appel de Yaoundé : " Qu'ainsi la SAFRA qui était tenue en vertu de la subrogation conventionnelle de verser l'indemnité d'assurance à un tiers avait l'obligation de diligence d'aviser le créancier gagiste de la réalisation du sinistre pour lui permettre de prendre position, ce qu'elle a fait par une opposition régulière et pour n'avoir pas elle-même à payer deux fois si elle s'était libérée directement entre les mains de l'assureur"(1).

Il faut préciser que l'assureur n'est pas obligé d'aviser le créancier gagiste lorsqu'il a eu connaissance du sinistre. Ce n'est qu'une simple faculté ; le créancier gagiste devant prendre toutes mesures nécessaires pour sauvegarder ses droits dès qu'il a eu connaissance du sinistre par n'importe quel moyen que ce soit (2).

Lorsque l'opposition a été régulièrement faite, l'indemnité sera d'abord versée au créancier gagiste, le reste revenant directement à l'assuré.(3)

... 64

(1) CA Ydé Arrêt N° 71 du 14 février 1968 - publié en annexe

(2) CA Ydé Arrêt N° 83 du 28 février 1968 - publié en annexe

(3) CA Ydé Arrêt N° 170 (précité).

En conclusion, en cas de destruction totale d'une voiture gagée, le propriétaire est tenu d'aviser son créancier gagiste de la survenance du sinistre. Ceci permet au créancier de faire opposition entre les mains de l'assureur. L'indemnité sera ainsi versée par préférence à celui-là jusqu'à concurrence du montant dû par l'assuré.

Lorsque l'assureur a désintéressé ses créanciers, il se peut qu'il ait subi lui-même un préjudice du fait de cette indemnisation:

Il dispose pour se faire rembourser, d'un recours contre le responsable.

LE RECOURS DE L'ASSUREUR CONTRE LE TIERS RESPONSABLE

La compagnie d'assurances qui a payé l'indemnité prévue en cas de sinistre à l'assuré ou à sa victime, dispose contre le tiers responsable de l'accident d'un recours en responsabilité. Pour exercer ce recours, la loi a accordé à l'assureur, une subrogation dans les droits de l'assuré contre le responsable. Par la subrogation, l'assureur prend la place même de l'assuré et exerce les droits de celui-ci à l'encontre des tiers.

SECTION UNIQUE : LA SUBROGATION

Aux termes de l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930, "l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui par leur fait ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur".

Cette règle est reprise dans plusieurs décisions jurisprudentielles (1). Cependant, son application est soumise à des conditions qui, lorsqu'elles sont remplies, doivent permettre à la subrogation de produire ses effets.

PARAGRAPHE I : LES REGLES DE LA SUBROGATION.

La règle de l'article 36 s'applique chaque fois que la responsabilité d'un tiers est engagée à l'égard de l'assuré, aussi convient-il d'indiquer que la subrogation est possible tant en assurance "dommages au véhicule" (ou tiers) qu'en assurance responsabilité. Dans la première hypothèse, elle se comprend aisément, l'assureur ayant réparé le dommage sans tenir compte de la responsabilité de son assuré qui pourrait bien ne pas être engagée.

Lorsque l'assuré n'est que la victime, l'assureur dispose d'un recours contre le tiers qui s'est rendu coupable de l'accident soit par son fait propre, soit par le fait des personnes ou des choses qu'il avait sous sa garde. Ainsi, une compagnie d'assurances pourra se retourner contre l'Etat lorsque l'accident est dû à un mauvais entretien des routes.

Si aucun problème ne se pose en assurance de choses, il peut cependant surgir s'agissant des assurances de responsabilité. En effet, le responsable de l'accident est l'assuré dans ce cas. Il n'en reste pas moins que l'assureur conserve son recours, non seulement contre la victime (en cas de partage des responsabilités) mais aussi contre les tiers co-responsables de l'accident pour la part leur revenant.

Il faut noter ici que le recours contre la victime est rendu impossible par le fait qu'en cas de partage des responsabilités, l'assureur ne se décharge que de ce qu'il doit, laissant à la victime le soin de supporter le reste.

La subrogation opère de plein droit dès que l'assureur a payé l'indemnité d'assurance. En effet, l'assureur ne peut exercer son recours que s'il a préalablement indemnisé le lésé : "considérant que la condition essentielle de la subrogation est le paiement de l'indemnité d'assurance" (1) ou encore : "considérant que l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance dispose que l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est à concurrence de cette indemnité, subrogé dans les droits et actions de l'assuré contre le tiers responsable du sinistre; qu'il s'ensuit que le paiement est la base et la mesure de la subrogation" (2).

Lorsque le paiement a été fait, l'assureur devra le prouver. Aux termes de l'article 1315 du code civil, il appartient à l'assureur de justifier de la réalisation du paiement pour pouvoir bénéficier de la subrogation et agir contre le tiers (3). Cette preuve est reportée au moyen de certaines pièces notamment les quittances ou reçus du réparateur (4). La quittance de paiement produite constituant le fondement et la mesure de l'action de l'assureur.

...

-
(1)	CA	Ydés	Arrêt N° 3 du 10 janvier 1961	- (publié en annexe)
(2)	CA	Ydés	Arrêt N° 93 du 17 mai 1967	- (publié en annexe)
(3)	CA	Ydés	Arrêt N° 3 du 10 janvier 1961-	(publié en annexe)
(4)	CA	Ydés	Arrêt N° 3 du 20 octobre 1965-	(publié en annexe)
			N° 33 du 21 mars 1962-	(publié en annexe)
			N° 31 du 21 mars 1962-	(publié en annexe)
			N° 159 du 19 juin 1968-	(publié en annexe)

Ce dernier n'est subrogé dans les droits de l'assuré que dans la mesure de l'indemnité payée (1). Selon les tribunaux, cette disposition de la loi est impérative et doit permettre à l'assureur de récupérer contre le tiers, la somme qu'il a déboursée à la suite du sinistre. La subrogation ne pouvant devenir pour lui une cause d'enrichissement.

Les conditions de la subrogation étant remplies, elle va produire ses effets.

PARAGRAPHE II : EFFETS DE LA SUBROGATION.

L'effet principal de la subrogation est de transmettre les actions de l'assuré contre les tiers à l'assureur. Il existe cependant des dérogations à cette règle.

A - L'ASSUREUR EXERCE LES MEMES DROITS QUE L'ASSURE.

Selon l'article 36 de la loi du 13 juillet 1830 :
"L'assureur est subrogé dans les droits et actions de l'assuré contre le tiers responsable de l'accident".

Cette règle a pour conséquence essentielle d'ôter à l'assuré toutes ses actions contre les tiers. Ceci pour éviter un enrichissement de sa part et l'empêcher de cumuler l'indemnité d'assurance et l'action en responsabilité.

L'assuré totalement indemnisé n'aura plus intérêt à agir car il n'a plus la qualité de créancier, son préjudice ayant disparu.

Par contre, l'assureur en se substituant à l'assuré conserve tous les droits de ce dernier. Il bénéficiera de tous ses avantages et inversement devra se voir opposer par les tiers tous les moyens de défense et exceptions opposables à l'assuré :

...

(1) CA Ydé Arrêt N° 3 du 21 Mars 1962 - (publié en annexe)

- il bénéficie des présomptions existant en faveur de l'assuré (présomptions de garde des articles 1384, 1385 du code civil).
- Il peut en revanche se voir opposer les défauts d'imputabilité par exemple lorsque l'accident a été causé par un dément.

Le tribunal compétent sera celui dans lequel l'assuré aurait porté l'action.

S'agissant de la prescription, c'est celle de l'action de l'assuré contre le tiers qui s'applique. Elle est soumise (l'action) à la prescription trentenaire et d'après la jurisprudence: "l'action de l'assureur du commettant de l'auteur d'un accident trouve sa source dans le seul contrat d'assurances et est soumise non à la prescription annale ou biennale mais à la prescription trentenaire" (1). Les motifs de la cour d'appel dans cet arrêt sont assez curieux. En effet, elle prétend que l'action de l'assureur découle du contrat d'assurance et la soumet cependant à la prescription trentenaire écartant la prescription annale qui est pourtant la seule applicable s'agissant d'un contrat d'assurance. Il semblerait plutôt que l'action de l'assureur découlerait d'une action en responsabilité de l'assuré contre le tiers.

La prescription court contre l'assureur à partir du jour où elle commence à courir contre l'assuré.

Si le tiers responsable est à son tour assuré, l'assureur aura un recours contre sa compagnie d'assurances et disposera aussi de l'action directe de son assuré qui lui permet d'éviter le concours des autres créanciers du tiers.

En outre, l'assuré ne doit pas compromettre la subrogation dont bénéficie l'assureur (article 36 alinéa 2) sous peine de voir l'assureur se décharger de son obligation de verser l'indemnité. Il s'agit là encore, en cas d'assurance de responsabilité, d'une cause de déchéance inapplicable à la victime. L'assureur règlera la victime et exercera un recours contre son assuré dans la mesure où pouvait s'exercer la subrogation.

.....

(1) CA Ydé Arrêt N° 33 du 21 Mars 1962 - (précité)

C O N C L U S I O N

Le mécanisme de l'indemnisation ainsi décrit se trouve être long et ne manque pas de soulever des conflits entre assurés et assureurs.

Aussi, les compagnies d'assurances, pour sauvegarder leur idée de marque et leurs intérêts, multiplient-elles les conventions. Celles-ci ont pour but l'accélération du règlement des sinistres tout à en réduisant les frais.

Mais tous ces remèdes apportés resteraient lettre morte si on ne s'attachait pas tout d'abord à prévenir les accidents et à en limiter le nombre.

I - LA PREVENTION ROUTIERE.

La première mission de l'assureur consisterait à intensifier le rôle de la prévention routière en secondant les pouvoirs publics dans cette tâche. Il serait souhaitable en effet de veiller à une bonne application des conditions d'obtention du permis de conduire. Celui-ci serait alors attribué, non arbitrairement (comme c'est le cas à l'heure actuelle) mais après examen sérieux.

Il faudrait ensuite assurer l'éducation des conducteurs par une meilleure connaissance des règles de la circulation et veiller à une application correcte de la répression prévue en cas d'infraction.

Les pouvoirs publics, en étudiant certaines causes des accidents de la circulation, essaieront d'y remédier.

Ce sera notamment par la réfection des routes dont l'étroitesse et le mauvais état sont la cause principale d'accidents. Il faudra créer des trottoirs pour piétons et cyclistes, des parcs de stationnements pour décongestionner les chaussées.

Installer une meilleure signalisation...

Toutes ces innovations ne supprimeront certes pas les accidents, mais elles en réduiront le nombre et partant les cas d'indemnisation à la charge des compagnies d'assurance.

Ces dernières pourront de ce fait, par la simplification progressive des mécanismes du règlement, prendre un meilleur service aux assurés.

II - LA SIMPLIFICATION DU REGLEMENT : LES CONVENTIONS ENTRE ASSUREURS.

Il existe à l'heure actuelle de nombreuses conventions intervenues entre assureurs et visant à accélérer le règlement des sinistres matériels.

Mais la plupart de celles-ci n'étant pas encore appliquées au Cameroun, nous ne les citerons que pour mémoire tout en espérant qu'elles le seront bientôt comme l'est déjà le constat amiable.

Institué depuis quelques mois, il a été mis en expérimentation dans les villes de DOUALA, VICTORIA..., et sera généralisé à l'ensemble du territoire si les résultats sont concluants. Il est opéré par les assurés eux-mêmes sur des imprimés de constat amiable remis par leurs assureurs respectifs. Ce mode de constat entre dans le cadre de la convention IDA ou Convention d'indemnisation directe de l'assurance instituée en France depuis le 1er Mai 1968.

Elle permet à la propre société d'assurances (responsabilité civile) du lésé de l'indemniser des dommages subis suivant les responsabilités encourues. La société se faisant rembourser par la Compagnie adverse à laquelle elle adresse un recours.

Il existe d'autre part des conventions d'expertise assurant la rapidité de l'expertise.

Le véhicule est expertisé sous la responsabilité de la société d'assurances du propriétaire du véhicule endommagé et le rapport de l'expert communiqué aux autres assureurs.

Il faut en outre signaler la convention règlement forfaitaire ou anticipé ou convention RFA et beaucoup d'autres qui souhaitent-le seront appliqués au Cameroun./-

ANNEXE

A N N E E 1 9 6 1

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRÊT N° 3 DU 10 JANVIER 1961.

LA COUR :

Statuant sur l'appel principal régulièrement interjeté par FOTSO et l'agence Camerounaise d'Assurances à l'encontre d'un jugement rendu le 22 Mars 1961 par le tribunal civil de Yaoundé qui a d'office déclaré prescrite l'action en réparation du dommage causé au véhicule de FOTSO ensuite d'un accident de la circulation. Et sur l'appel incident de la compagnie la préservatrice tendant à l'infirmité de la même décision qui l'a jugée mal fondée à se prévaloir de l'article 1384 paragraphe 1er du Code Civil pour obtenir le remboursement de la somme de 289 080 F payée à son assuré KANDEM pour le dommage subi par son véhicule dans la même collision;

Considérant qu'il convient ainsi qu'il est demandé de donner acte à Maître de MARGUERYE de ce qu'il n'a jamais été constitué pour KANDEM tout en notant, qu'à défaut d'une quelconque demande de la part de KANDEM, ses intérêts se confondent avec ceux de son assureur.

Considérant que les seules questions en litige devant la Cour ont trait au défaut de la qualité de l'agence camerounaise d'assurances, à la prescription et aux réparations sollicitées.

SUR LE DEFAUT DE QUALITE :

Considérant que la préservatrice soutient que les différentes condamnations demandées au profit de l'Agence Camerounaise d'Assurances qui aurait agi comme mandataire de la Compagnie L'URBAINE et la SEINE; que l'URBAINE et la SEINE ne pouvant plaider pour réclamer des condamnations en son nom personnel;

Considérant que l'Agence Camerounaise d'Assurances fait valoir de son côté que la préservatrice ne saurait ignorer qu'il existe deux modes de gestion des assurances, soit par un

Considérant que la SFDL réclame la somme de 10 000 F. pour le préjudice personnel qu'elle a subi, parce que pendant les réparations la Station Service n'a pas fonctionné ;

Considérant qu'il n'existe au dossier aucune justification d'un préjudice quelconque pour privation jouissance que la cour estime la demande non fondée ;

..... par ces motifs

COUR D'APPEL DE YACUNDE : ARRETE N° 33 DU 2A MARS 1962.

LA COUR :

Statuant sur l'appel régulièrement interjeté par la Compagnie d'Assurances La CONCORDE, d'un jugement du Tribunal civil de Yaoundé du 2-3-1961 qui a d'office déclaré prescrite son action en remboursement de la somme de 6 380 F. qu'elle a dû verser à son assuré MEDOU Jean Bart pour les dégâts matériels subis par son véhicule à la suite d'une collision avec le véhicule de DEUTCHO F_rédéric ;

Considérant que ce dernier bien que régulièrement convoqué à l'audience de la cour, ne comparait pas, qu'il y a lieu de donner défaut contre lui ;

SUR LA PRESCRIPTION :

Considérant que la CONCORDE reproche à la décision entreprise d'avoir par une fausse interprétation des textes, suppléé d'office au moyen tiré de la prescription alors que les intérêts pécuniaires sont seuls en cause ;

Considérant que si la prescription est d'ordre public lorsqu'elle tend à repousser l'action publique, il n'en est pas de même lorsque les dommages matériels sont seuls en cause; que, dans ce cas, l'action civile est soumise à la règle de l'Article 2223 du Code Civil qui interdit au jugement de suppléer le moyen tiré de la prescription qu'il s'ensuit que le premier jugement a cru à tort devoir rechercher d'office si la prescription était acquiesc

Considérant, au surplus que le moyen n'est pas fondé; qu'en effet l'action de l'Assureur du commettant de l'auteur d'un accident trouve sa source dans le seul contrat d'assurance et est soumise non à la prescription annale ou biennale mais à la prescription trentenaire;

SUR LA REPARATION :

Considérant que l'article 36 L du 13-7-30 dispose que l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de l'assuré contre les 1/3 qui, par leur fait, ont causé les dommages ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur ;

Considérant que La Concorde produit une quittance de l'assuré reconnaissant avoir reçu d'elle, au titre du sinistre du 15-10-58, une somme de 39 240 F ;

Considérant que l'action de La Concorde étant nécessairement limitée aux sommes qu'elle a réglées, la cour est amenée à rejeter le surplus de la demande comme mal fondée ;

Que compte-tenu du partage des responsabilités DEUTCHO aura à payer la somme de $39\ 240 : 2 = 19\ 620$ F.

..... par ces motifs

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRÊT N° 60 DU 30 MAI 1962.

LA COUR :

Statuant sur l'appel principal régulièrement interjeté par la compagnie d'assurances générales et sur l'appel incident formé par la dame EDZIMBI Toulou et son mari NDENGUE BISSO Jean, d'un jugement du Tribunal Civil de Yaoundé en date du 21 décembre 1961, lequel déclare recevable et bien fondé la mise en cause de NDENGUE, condamne la compagnie d'assurances générales à payer à la dame EDZIMBI la somme de 1 024 240 F, en valeur de son véhicule gravement endommagé à la suite d'un accident de circulation du 28 juillet 1958 et dit le jugement opposable à NDENGUE ;

Considérant que les parties reconnaissant que la dame EDZIMBI demeurant à Yaoundé s'était assurée, par l'intermédiaire de son mari contre les dommages causés à son véhicule à la compagnie d'assurances générales, le 12 juillet 1958, par une police énonçant dans ses conditions générales qu'étaient exclus de la garantie les accidents causés par un conducteur d'automobile non muni du permis mais garantissant un tel conducteur s'il avait pris

SUR LA REPARATION :

Considérant que l'article 36 L du 13-7-30 dispose que l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de l'assuré contre les 1/3 qui, par leur fait, ont causé les dommages ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur ;

Considérant que La Concorde produit une quittance de l'assuré reconnaissant avoir reçu d'elle, au titre du sinistre du 15-10-58, une somme de 39 240 F ;

Considérant que l'action de La Concorde étant nécessairement limitée aux sommes qu'elle a réglées, la cour est amenée à rejeter le surplus de la demande comme mal fondée ;

Que compte-tenu du partage des responsabilités DEUTCHO aura à payer la somme de $39\ 240 : 2 = 19\ 620$ F.

..... par ces motifs

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRET N° 60 DU 30 MAI 1962.

LA COUR :

Statuant sur l'appel principal régulièrement interjeté par la compagnie d'assurances générales et sur l'appel incident formé par la dame EDZIMBI Toulou et son mari NDENGUE BISSO Jean, d'un jugement du Tribunal Civil de Yaoundé en date du 21 décembre 1961, lequel déclare recevable et bien fondé la mise en cause de NDENGUE, condamne la compagnie d'assurances générales à payer à la dame EDZIMBI la somme de 1 024 240 F, en valeur de son véhicule gravement endommagé à la suite d'un accident de circulation du 28 juillet 1958 et dit le jugement opposable à NDENGUE ;

Considérant que les parties reconnaissant que la dame EDZIMBI demeurant à Yaoundé s'était assurée, par l'intermédiaire de son mari contre les dommages causés à son véhicule à la compagnie d'assurances générales, le 12 juillet 1958, par une police énonçant dans ses conditions générales qu'étaient exclus de la garantie les accidents causés par un conducteur d'automobile non muni du permis mais garantissant un tel conducteur s'il avait pris

Considérant que ADOUMENA Lucas, démuné de permis, qui se dit neveu de NDENGUE, mais qui habite chez-lui, ayant en pilotant la voiture assurée un grave accident au village de Batschenga, arrondissement d'Obala, dont il a été jugé entièrement responsable le 26 janvier 1959 comme auteur principal, et NGUELA Joseph, chauffeur préposé à la conduite, comme complice par fourniture de moyen en ce que au lieu de garer le véhicule, il l'a remis à ADOUMENA sans s'assurer que celui-ci était titulaire d'un permis de conduire; et par un véritable abus de fonctions, la dame EDZIMBI a invité la compagnie d'assurances à la couvrir; que l'assureur a refusé sa garantie au double motif que le conducteur n'était pas titulaire d'un permis de conduire et qu'il résultait d'un jugement du tribunal correctionnel de Yaounde du 29 janvier 1960 relaxant NGUELA et ADOUMENA des chefs de vol et de complicité sur la poursuite intentée par NDENGUE; que le propriétaire avait transféré l'usage de la voiture à NGUELA et ADOUMENA qui, de toute manière ne sont pas des tiers au regard de la clause litigieuse;

Considérant que le jugement entrepris, après avoir rejeté la prétention de l'assureur a relevé que la décision correctionnelle du 26 janvier 1959, statuant plus précisément sur les conséquences de l'accident, base de la demande en garantie était suffisante pour en démontrer le bien fondé car en retenant l'abus de fonctions commis par le préposé NGUELA, elle implique une utilisation conforme aux ordres du propriétaire;

Considérant que la compagnie d'assurances fait grief au premier juge d'avoir par une erreur manifeste conclu à la garantie alors que la responsabilité du commettant dont il prévaut démontre, au contraire, par le maintien de la garde, juridique que le véhicule n'avait pas été utilisé à son insu; qu'elle reprend en outre les deux moyens développés en premier instance et, subsidiairement conteste le montant des dommages qui, selon elle, doit être ramené à 313 541 F ;

Considérant que la dame EDZIMBI et son mari, intimés au principal et appelants incidents, sollicitent d'une part la confirmation du jugement dans son ensemble tout en soutenant que la mise en cause de NDENGUE a été retenue à tort; d'autre part, la condamnation de la compagnie d'assurances à payer à la dame EDZIMBI la somme de 200 000 F pour résistance abusive et injustifiée;

Considérant qu'il convient de préciser tout d'abord que si le litige est naturellement circonscrit entre l'assuré EDZIMBI TOUNOU et la compagnie d'assurances générales à laquelle elle demande l'exécution de ses obligations contractuelles, il n'en demeure pas moins que la structure actuelle de la famille n'a pas fait disparaître la solidarité du groupe familial en face de l'obligation contractée par un de ses membres et à ce titre le mari représentant traditionnel du groupe peut être mis en cause d'autant plus qu'en présence de son attitude réticente et en l'absence de traites qui eussent indiqué le véritable propriétaire du véhicule, l'assureur qui s'est engagé à ne procéder à aucun règlement hors de la présence de la venderesse, la CFAO, a intérêt à ce que le jugement à intervenir soit opposable au véritable propriétaire ;

Considérant au fond, que les conditions imposées par la police en termes clairs ne limitent point son champ d'application aux tiers; qu'il s'ensuit que la garantie joue lorsque la voiture accidentée était conduite par une personne - un parent voire même un préposé démunie de permis mais qui utilisait le véhicule à l'insu de l'assuré;

Considérant que les parties prétendent trouver le bien fondé de leurs thèses réciproques dans les éléments de la cause et particulièrement dans l'enquête pénale et les deux jugements correctionnels rendus l'un pour blessures involontaires, l'autre sur plainte pour de NDENGUE pour vol;

Considérant qu'il résulte de la déclaration de ADOUMENA à l'enquête de gendarmerie diligentée immédiatement après la collision qu'il n'était pas autorisé à conduire et qu'il avait agi de sa propre initiative; que cette affirmation n'est le résultat d'aucun concert préalable et sa sincérité n'a pas été mise en doute ; qu'elle est d'ailleurs confirmée par le jugement correctionnel du 26 janvier 1959 rendu sur les conséquences de l'accident, lorsqu'il est précisé que le chauffeur habituel NGUELA avait prêté ce jour-là le véhicule dont il avait la charge à son ami ADOUMENA; à quoi l'arrêt confirmatif du 11 juillet 1960 ajoute que la faute de NGUELA s'analyse en un abus de fonctions ;

Qu'enfin et contrairement aux allégations de la Compagnie d'Assurances, le jugement correctionnel du 29 Janvier 1960 n'a nullement détruit cette unité des faits lorsque, au soutien de la relaxe prononcée pour vol et complicité, le Tribunal expose que NGUELA était placé sous les ordres d'ADOUMENA ;

Qu'un semblable motif renferme l'idée de représentation du propriétaire par ADOUMENA et devrait entraîner la relaxe qui a été prononcée par l'absence de toute volonté d'appropriation soit dans l'usage que ADOUMENA avait fait de la voiture soit dans la remise de la voiture par NGUELA ;

Considérant qu'il résulte bien des éléments de la cause, la preuve suffisante que la voiture était utilisée au moment de l'accident à l'insu de l'assuré; que c'est donc à bon droit que le Tribunal a déclaré acquise la garantie prévue à l'Art. 13 du contrat ;

Considérant que la dame EDZIMBI qui réclame la somme de 1 024 240 avait assuré sa voiture contre les dommages pour la somme maximum de 720 000 F.CFA ;

Considérant que l'Assureur affirme que d'après le rapport de son expert la CERFA, la valeur du véhicule à l'état neuf est de 730 000 F et que sa valeur au jour du sinistre, seule qui puisse entrer en considération est de 60 000 F ;

Que le véhicule n'est pas inutilisable et peut être remis en service moyennant des réparations dont le coût s'élève à 366 871 F.;

Qu'enfin les accords s'ils maintiennent le chiffre de 1 024 240 F. comme valeur de l'objet qu'ils ont déclaré assurer pour 720 000 F. doivent subir l'application de la règle proportionnelle en vertu de laquelle le client est son propre Assureur pour le surplus; de sorte que la Compagnie ne serait tenue que de 343 641 F. dont il faut déduire la franchise de 30 000 F. prévue au contrat ;

Considérant que l'expertise invoquée ne figure pas au dossier, que la Cour n'ayant pas dès à présent les éléments suffisants pour statuer, il y a lieu de recourir à une expertise contradictoire ;

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRET N° 63 DU 18 MARS 1964.

LA COUR :

Statuant sur les appels réguliers en la forme, interjetés par la compagnie d'exploitation automobile du Cameroun dite CEAC et la Mutuelle Générale Française, d'un jugement civil rendu le 6-12-1963 par le tribunal de première instance de Sangmélina, qui a condamné la CEAC à payer la somme de 47 960 F à ONDJA'A Jacques, montant des dégâts matériels causés à la suite d'un accident de la circulation et déclaré par la Mutuelle Générale intervenante mal fondée en sa demande en 40 000 F de dommages-intérêts ;

Considérant que la CEAC et la Mutuelle Générale font valoir que la somme de 47 960 F a été réglée à l'huissier TCHUENTE qui signale le 11 Mai 1963, au nom d'ONDJA'A dont il était le mandataire une quittance en règlement définitif et sans réserves du préjudice subi par son client; qu'elles demandent la première, d'être déchargée de la condamnation prononcée contre elle, la seconde de condamner ONDJA à lui payer les dommages-intérêts réclamés en première instance;

Considérant que l'intimé nie avoir donné un quelconque mandat à TCHUENTE; qu'il conclut en conséquence à la confirmation du jugement ;

Considérant en fait qu'à la suite d'un accident survenu le 26 février 1963 à Zoétélé, ONDJA eut sa voiture 2 CV abimée par un véhicule conduit par un préposé de la CEAC ;

Que, le 22 Avril 1963, élisant domicile en sa demeure et en l'étude de l'huissier de Sangmélina, il assigna la CEAC à comparaître à l'audience du 10 Mai 1963 du tribunal de 1st Instance de cette ville pour s'entendre condamner à réparer les dommages que lui avait causés l'accident ;

Que la CEAC fit part de cette assignation à son assureur, la Mutuelle Générale française; que cette dernière, pour éviter une condamnation de son assurée, écrivit à l'huissier de Sangmélina pour lui proposer un règlement amiable de cette affaire ; que par retour du courrier l'huissier TCHUENTE faisait savoir à la Mutuelle Gé-

Qu'après proposition de ramener à 6 500 F l'indemnité d'immobilisation, TCHUENTE accepta la somme de 47 690 F en réparation du préjudice subi par son client et en règlement définitif et sans réserve;

Que cette somme lui fut versée contre quittance et alors que assignée le 17 juillet 1963 pour répondre des mêmes faits ;

Considérant en droit que l'élection de domicile faite dans un exploit d'ajournement chez un huissier qui est mandataire par profession donne à ce dernier qualité pour recevoir dans le cours de l'instance toutes les sommations, toutes les communications que la loi ne prescrit pas de signifier à personne ou à domicile réel ; que si elle est accompagnée de la remise des pièces relatives à l'affaire, il obtient également mandat pour recevoir valablement le paiement des sommes qu'il est chargé de réclamer ;

Considérant qu'il résulte du dossier et des débats, que le but de l'action d'ONDJA'A était d'obtenir un dédommagement, qu'il confia à TCHUENTE le soin de mener cette action et lui remit le Procès Verbal de constat et une facture du garage OWONO Joseph où il avait été réparé la voiture accidentée qu'ainsi, il le mandatait aux fins de percevoir toute somme d'argent qui serait versée en réparation du préjudice subi ;

Que ce mandat et les pourparlers qui en ont été la suite jusqu'au règlement transactionnel ont bien existé puisque, d'une part ONDJA qui avait assigné la CEAC pour le 10 mai 1963 ne s'est pas inquiété de ce que son affaire n'avait pas été ni enrôlée, ni jugée acquiesçant ainsi à la transaction intervenue ; d'autre part, qu'il a décidé de réagir seulement parceque le mandataire refusait à lui rendre compte ;

Qu'il s'ensuit que ONDJA'A doit seul subir les conséquences de l'indélicatesse de TCHUENTE et que c'est à tort que le premier juge a condamné la CEAC à effectuer un paiement valablement opéré par son assureur ;

..... Par ces motifs,
informe le jugement pour le surplus.

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRÊT N° 113 DU 21 SEPTEMBRE 1964.

LA COUR :

Considérant que par arrêt avant dire droit n° 6 du 30 mai 1962 la cour avait commis un expert aux fins d'examiner le véhicule accidenté de décrire son état de faire s'il pouvait être remis en service, de fixer le coût des réparations, d'indiquer la valeur du véhicule à l'état neuf et sa valeur au jour de l'accident ;

Considérant que dans sa lettre en date du 8 Août 1964, l'expert CONTI tout en déclarant n'avoir pu se rendre compte des dégâts du véhicule litigieux et des possibilités de remise à neuf, se réfère néanmoins au rapport établi par la LERFA, en exécution de l'arrêt avant dire droit susvisé duquel se dégagent les estimations suivantes ;

- a) Coût de la réparation..... 366 871 F
- b) Valeur à neuf..... 720 000 F
- c) Valeur vénale..... 660 000 F (au jour de l'accident)

Considérant que les conclusions de l'expert CONTI ont été régulièrement notifiées à Maître COURGON conseil des intimés, lequel jusqu'à ce jour, n'en a pas contesté le bien fondé ;

Considérant qu'il est de jurisprudence que l'assuré n'est indemnisé seulement que du dommage subi, réellement et directement dans la limite de la valeur de la chose au jour du sinistre et de la garantie accordée par l'assureur ;

Que le principe de la réparation étant dès lors constant, il s'agit de condamner la compagnie d'assurances à payer à la dame EDZIMBI la somme de 366 872 F du montant du prix du préjudice réellement subi au jour du sinistre étant entendu que de cette somme doit être déduite la franchise de 30 000 F prévue au contrat ;

A N N E E 1 9 6 5

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRÊT N° 62 DU 7 AVRIL 1965.

.... SUR LA REPARATION DU DOMMAGE.

Considérant que la dame PARIS est simplement mise en cause; que la compagnie d'assurances La Concorde se présente

comme subrogée dans ses droits en raison du versement de 250 000 F à elle effectué le 28 Septembre 1962 et sur le fondement de l'Art. 36 de la loi du 13 juillet 1930 sur les assurances ;

Considérant que l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurances est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et action de l'assuré contre le tiers qui, par son fait, a causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur ;

Considérant que le préjudice subi est de 280 000 F augmentés du coût de l'expertise et du constat à titre de dommages-intérêts ; qu'à défaut de toute justification de la privation de jouissance et de son étendue la réparation qui intéresse un cas de destruction totale ne saurait comprendre le préjudice subi du fait de l'immobilisation provisoire de la chose ;

Que compte tenu du partage de responsabilité admis par la cour, ESSOMO devra payer :

$$\frac{280\ 000 + 16\ 930 + 2\ 000}{2} = 99\ 643\ F$$

2

Par ces motifs :

rejette la demande d'indemnité d'immobilisation.

COUR D'APPEL DE YAOUNDE : ARRET N° 3 DU 20 OCTOBRE 1965.

LA COUR :

Considérant que le premier décembre 1959, sur la route Djoum - Sangmélina, kilomètre 30, un car de YENGUE Charles, et un pick-up MONEWONDO André ont subi des dégâts matériels à la suite d'une collision en cours de collision ;

Considérant que par jugement du 19 Mai 1962, le tribunal de 1st Instance de Sangmélina a dit que la responsabilité de l'accident incombait à parts égales aux deux conducteurs déboutés toutes les parties de leurs demandes tant principales que reconventionnelles ;

Considérant que ce jugement est déféré à la cour sur appels de YENGUE Charles et de son assureur la compagnie d'assurances La Concorde partie intervenante qui concluent à l'annulation du jugement pour omission de statuer sur l'intervention de l'assureur, à évocation et à la condamnation de leur adversaire à payer à La Concorde la somme de 205 012 F montant des réparations effectuées sur le car de son assuré ;

Que MONEWONDO demande à la confirmation du jugement ;

Considérant que le premier juge s'est prononcé sur le fond en négligeant de donner acte à la compagnie d'assurances de son intervention, et de statuer sur sa demande en tant que partie subrogé comme il était demandé tout en déboutant les parties de leurs demandes tant principales que reconventionnelles, lesquelles étaient introduites par La Concorde ; qu'ainsi il y a décision implicite dépourvue de motifs et la cour se prononcera sur l'ensemble de la contestation en vertu de l'effet dévolutif de l'appel ;

Considérant qu'il s'agit en l'espèce d'un accident en sens inverse survenu sur une route à pente très faible sans direction du pick-up de MONEWONDO large de 4 m 70 et partant.....

..... Considérant que la cour a les éléments suffisants pour apprécier les préjudices;

Considérant que la compagnie d'assurances est régulièrement intervenante, tant en vertu de la règle de la direction du procès contenue dans le contrat d'assurances que de l'Art. 36 de la loi de 1930 portant subrogation à son profit en cas de règlement du sinistre reclasse la somme de 205 012 F comprenant 176 657 F montant des réparations payées pour le compte de YENGUE, son assuré, 13 835 F coût de l'expertise, 4 900 F coût du procès-verbal d'huissier et 9 600 F pour 8 jours d'immobilisation à 1 200 F.

Considérant que La Concorde justifie par une quittance du réparateur LUBAT avoir payé pour les dégâts causés au car YENDE la somme de 158 991 F qu'à cette somme il convient d'ajouter le coût du constat 4 900 F en laissant les frais d'expertise à la charge de l'assureur.

Considérant que l'indemnité d'immobilisation est juste, qu'elle doit être allouée à YENGUE ;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence de condamner MONEWONDO à payer à La Concorde la somme de :
 $\frac{158\ 991 + 4\ 900}{2} = 81\ 945$ F en tant que partie subrogée et celle de :

$1\ 200 \times 8 = 4\ 800$ F le compte de son assuré ;

Considérant que YENGUE et son assureur doivent de leur côté payer à MONEWONDO la somme de :

a) dégâts $\frac{63\ 115}{2} = 31\ 577,50$ F

b) immobilisation 4 jours à 700 F
 $2\ 800 : 2 = 1\ 400$ F

Total : 32 977 F

Considérant qu'il y a lieu de partager les dépenses par un tiers.

..... Par ces motifs.....

...

LA COUR:

Statuant sur l'appel, régulier en la forme, interjeté par Philippe MONGO MBOCK du jugement civil contradictoire rendu le 13 janvier 1966 par le tribunal de 1st instance de Yaoundé qui l'a déclaré entièrement responsable de l'accident de la circulation survenu le 5 octobre 1964 entre sa Ford Taunus conduite par son chauffeur et le taxi Simca appartenant à la Dame NGO YEM; a désigné un expert pour examiner ce dernier véhicule et fixer sa valeur avant accident ainsi que le montant avant des réparations effectuées, compte tenu du seul dommage occasionné par l'accident ;

Considérant, sur l'étendue du préjudice, que leurs montants sont justifiés et non contestés, mais que MONGO MBOCK fait valoir que les réparations que nécessite l'état du véhicule de la dame NGO YEM est supérieur à la valeur vénale fixée par l'expert à 95 000 F ; que dans ce cas c'est la valeur qui doit être retenue comme préjudice réel ;

Considérant que la réparation intégrale du préjudice matériel peut être assurée soit par le remboursement des frais de remise en état du véhicule, soit par le paiement d'une somme d'argent représentant la valeur de son remplacement, la victime ne pouvant exiger que le moins onéreux de ces deux modes de réparation ;

Considérant qu'il résulte d'expertises versées aux débats par les parties que la voiture automobile Simca, à l'usage de taxi avait au moment de l'accident une valeur de 135 000 F qu'elle n'a pas été entièrement détruite et pouvait, pour une dépense supérieure à sa valeur vénale, être remise en état pour la somme de 142 875 F ;

Considérant que la cour estime que le préjudice de la dame NGO YEM doit s'apprécier en fonction du mode de réparation le moins onéreux pour l'auteur de l'accident et que les éléments d'appréciation sont suffisants pour condamner MONGO MBOCK à payer à la Dame NGO YEM à titre de réparation de son préjudice matériel la somme de 95 000 x 2 = 63 333 F compte tenu de la valeur

d'épave de 40 000 F auxquels il faut ajouter le tiers de l'indemnité de privation de jouissance et de l'indemnité payée à un passager blessé, cet élément du préjudice n'étant pas contesté; que de son côté, la dame NGO YEM doit payer à MONGO MBOCK en réparation de son préjudice la somme de 207 028 = 63 000 F ;

3

PAR CES MOTIFS :

Fixe le montant des préjudices à 95 000 F + 8 000 F + 5 640 F = 108 640 F par la dame NGO YEM et à 207 028 F par MONGO MBOCK

...

ANNEE 1967

CA YAOUNDE ARRET N° 61 DU 29 MARS 1967

LA COUR :

Statuant comme cour de renvoi, en exécution de l'arrêt de la cour suprême du 22 mars 1966, sur l'appel interjeté par Frédéric KOPA et la compagnie générale d'Assurances, d'un jugement du tribunal civil de 1st instance de Douala, en date du 21 février 1962 qui a dit KOPA seul responsable de l'accident de la circulation du 7 juillet 1961 ; en conséquence, l'a débouté ainsi que l'assureur subrogé dans leurs prétentions indemnitaires; a reçu la demande reconventionnelle de Séraphir MBIANDA, a condamné KOPA et la compagnie d'Assurances, solidairement, à lui payer la somme de 224 000 F à titre de dommages-intérêts plus les dépens ;

Considérant que les appelants soutiennent que l'entière responsabilité de l'accident incombe à MBIANDA tenu d'en réparer les suites dommageables; qu'ils sollicitent l'infirmité du jugement et les condamnations de l'intimé à payer:

- les réparations de 214 750 F effectuées sur la voiture de KOPA lesquelles ont été entièrement réglées par assureur, la compagnie générale d'assurances ;
 - l'indemnité d'immobilisation évaluée par KOPA à 21 00 F;
- Que très subsidiairement, ils concluent à un partage de responsabilité auquel cas ils estiment que l'immobilisation à retenir est celle qu'à nécessité effectivement la réparation ;

Considérant que l'intimé réclame la confirmation du jugement entrepris ;

Considérant que ni le montant des réparations fixées respectivement à 214 750 F et à 90 000 F, ni l'indemnité de chômage de 21 000 F réclamée par KOPA ne sont contestés; que par contre les appelants offrent de payer seulement la somme de 4 000 F à MBIANDA, pour 8 jours sur la base de 500 F par jour ainsi que cela résulte des accords des compagnies d'assurances pour les voitures particulières, se refusant à supporter les conséquences de l'impécuniosité de MBIANDA et le retard apporté à la livraison des pièces commandées à l'étranger ;

Considérant que, selon l'intimé, son véhicule a été immobilisé pendant 134 jours par suite de refus de KOPA et de sa compagnie d'Assurances de prendre à charge les réparations alors que la modicité de sa situation ne lui permettait pas de les entreprendre; qu'il a donc dû dépenser 400 F par jour pour se rendre à son bureau et en revenir ;

Considérant que l'auteur de l'accident ne doit l'indemnité d'immobilisation qu'à concurrence du temps nécessaire pour faire réparer la voiture accidentée et en raison de l'usage habituel de la voiture ; que s'il faut faire venir des pièces de rechange de l'étranger, il est normal que l'immobilisation comprenne le temps mis à seules procurer à moins qu'il soit justifié que des pièces similaires d'une autre marque étaient utilisables ou qu'il était possible de faire façonner sur place des pièces adaptables et éviter ainsi une attente prolongée ;

Considérant que MBIANDA ne fait état d'une quelconque commande de pièces à l'étranger; que la facture de réparation produite par lui mentionne le redressement de plusieurs pièces et le remplacement d'une porte écrasée, pièce que le réparateur a dû trouver sur place ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'opposition des appelants à supporter les frais de réparation était en grande partie fondée; qu'ainsi seul le manque d'argent a empêché MBIANDA de remettre sa voiture en état; que cette difficulté personnelle ne saurait, dans le cas d'espèce alors que les constats avaient eu lieu et qu'il était difficile de parvenir à un arrangement sur la base des propositions de MBIANDA, d'aggraver les obligations du co-auteur de l'accident;

Considérant que en raison de la nature des travaux, de l'usage habituel du véhicule, de l'accord des compagnies d'assurances, la cour estime l'indemnité de chômage à 13 400 F --
Vu l'Art 50 du code de procédure civile quand aux dépens ;

Par ces motifs : Fixe à 21 000 F l'indemnité d'immobilisation de KOPA, à 214 750 F le montant des réparations effectuées sur sa voiture, à 103 400 F le dommage éprouvé par MBIANDA -

en conséquence condamne MBIANDA à payer :

à KOPA la somme de 14 000 F ;

à la Compagnie Générale d'Assurances 143 167 F ;

condamne KOPA et Compagnie d'Assurances insolidum à payer à MBIANDA la somme de 34 467 F.

.../...

LA COUR :

Considérant que :

- l'Agence Camerounaise d'Assurances, agissant comme subrogée aux droits d'Anziopoulos ;

- Anziopoulos, ont fait assigner la Régie des Chemins de Fer, dite Régifercam devant le tribunal civil de Yaoundé pour avoir, la première, paiement d'une somme de 600 000 F pour perte totale du véhicule de son assuré à la suite d'un accident survenu à un passage à niveau non gardé avec un train de marchandises ; le second, paiement d'une somme de 15 000 F à titre d'indemnité d'immobilisation ;

Considérant que la compagnie L'URBAINE et La SEINE chez qui la police a été placée s'est jointe à l'action pour demander condamnation à son profit, solidairement avec l'agence camerounaise d'assurances ;

Considérant que, par jugement en date du 2 juin 1966, le tribunal a fait droit aux diverses demandes dans la limite des responsabilités réparties : 3/4 à la Régifercam et 1/4 à Anziopoulos ;

Considérant que la Régifercam a, régulièrement en la forme, interjeté appel de ce jugement ;

Considérant que l'appelante fait en première lieu grief à la décision attaquée d'avoir reçu l'action de l'Agence Camerounaise d'Assurances, alors qu'elle n'est qu'un mandataire, sans intérêt au litige, n'ayant rien déboursé de son chef ;

Considérant que l'Art 36 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurances dispose que l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurances est, à concurrence de cette indemnité, subrogée dans les droits et actions de l'assuré contre le tiers responsable du sinistre ;

Qu'il s'ensuit que le paiement est la base et la mesure de la subrogation ;

Considérant que la quittance produite aux débats et acquittée par Anziopoulos, établit que c'est L'URBAINE et la SEINE qui lui a versé une indemnité de 504 000 F en réparation de l'accident en question ; Que, dès lors, l'agence camerounaise d'assurances se trouvait sans qualité pour agir en son nom personnel et le jugement sera réformé en ce qui concerne la condamnation solidaire prononcée en sa faveur ;

Considérant sur le préjudice, et en ce qui concerne l'URBAINE et la SEINE, que la disposition de l'Art 36 de la loi de 1930 est impérative; que la subrogation doit permettre à l'assureur de récupérer contre le tiers la somme qu'il a déboursée à la suite du sinistre ; qu'elle ne saurait devenir pour lui une cause d'enrichissement ;

Considérant que l'URBAINE et la SEINE justifiant avoir versé à Anziopoulos la somme de 540 000 F, c'est le tiers de cette somme soit 180 000 F que la Régifercam devra lui payer ;

Considérant en ce qui concerne Anziopoulos que l'appelante reproche au premier juge de lui avoir accordé 11 250 F d'indemnité d'immobilisation alors que le véhicule ayant été mis en épave, il ne peut prétendre à une immobilisation du fait de la détérioration ;

Mais considérant que lorsque la voiture accidentée et comme en l'espèce, irréparable, l'indemnité pour immobilisation est remplacée, ainsi que l'énonce à juste titre le jugement dans ses motifs, par une indemnité de privation de jouissance pour le temps nécessaire à l'acquisition d'un nouveau véhicule ;

Considérant qu'il est admis que la durée suffisante pour l'achat d'un véhicule varie entre 15 et 30 jours; que dès lors en accordant à Anziopoulos la somme de 15 000 F sur la base de 15 jours de privation de jouissance à 1 000 F par jour, le tribunal a exactement apprécié ce chef de préjudice ;

Qu'en conséquence, il y a lieu, compte tenu du nouveau partage de responsabilité, de condamner la Régifercam à payer à Anziopoulos la somme de 10 000 F.

par ces motifs

ANNÉE 1968

CA YAOUNDE - ARRET N° 104 DU 27 MARS 1968

Considérant que le préjudice résultant de la privation de jouissance est certain ; que l'évaluation qui en est faite est juste ; mais qu'elle doit subir la réduction provenant du partage de responsabilité, ce qui amène l'indemnité due par RICARDO Gomez à 10 000 = 5 000 F.

2

.....

CA YAOUNDE - ARRET N° 140 DU 22 MAI 1968

..... Considérant que l'appelant critique par ailleurs les 21 jours d'immobilisation admis pour les réparations de la Dauphine pour défaut de justification ;

Mais considérant que la durée de privation de jouissance correspond à l'importance des travaux de tôlerie, y compris la peinture et les réparations mécaniques mentionnées dans le devis du garagiste ;

Que le moyen n'est donc pas fondé ;

.....

CA YAOUNDE - ARRET N° 159 DU 19 JUIN 1968

..... Attendu toute fois qu'il importe de distinguer les demandes présentées par chacune des parties appelantes ; que la compagnie d'Assurances générales en réclamant le remboursement des sommes qu'elle a versées pour les marchandises perdues et les réparations effectuées sur le véhicule agit comme subrogé aux droits de la SICOM indemnisée de son préjudice ; que dès lors, la quittance de paiement constitue le fondement et la mesure de son action -

LA COUR

que
Considérant/par jugement mixte du 27 janvier 1966, le Tribunal de Première Instance de Yaoundé, a déclaré la SOCCA, subrogée dans les droits de Tenkam par l'attribution de l'indemnité due par son assureur, la Société Africaine d'Assurance dite SAFRA, en réparation des dommages matériels causés le 27 juillet 1963 à son camion gagé au profit de l'établissement de crédit, a dit que la SAFRA, se libérera valablement à l'égard de Tenkam entre les mains de la SOCCA jusqu'à concurrence de la créance de celle-ci puis versera à son assuré le solde de l'indemnité, a désigné un expert avec mission.

- d'examiner le camion accidenté
- d'examiner, contradictoirement les dégats matériels ;

Considérant que l'expert a déposé son rapport, que les parties ont conclu, la compagnie d'Assurances réclamant une prime de 59885f échue le 15 juin 1963, ainsi que la franchise conventionnelle de 60.000f, que le tribunal a rendu le 26 mai 1969, un jugement condamnant la SAFRA à payer à Tenkam la somme de 773 476f en règlement de son préjudice a donné acte à la compagnie de sa volonté de payer ladite somme à la SOCCA de son intervention, a dit que la SAFRA paiera, après retenue de prime, de la franchise d'avarie, la somme de 654 970f à la SOCCA mais, constatant que la différence disponible n'est que de 773 476f - (59885 + 60 000 = 653591 f a dit que la SOCCA demeurera créancière de 1379f, a enfin débouté Tenkam de ses autres demandes ;

Considérant que Tenkam a régulièrement interjeté appel du jugement du 26 mai 1966 ;

Considérant que les deux retenues ne sont contestées ni dans leur principe ni dans leur montant, que les griefs de l'appelant se trouvent dès lors limités aux coûts des travaux de réparations, seule question réservée par le jugement mixte du 27 janvier 1966, non frappé d'appel.

Considérant que TENKAM, se prévaut de la clause d'extension de garantie continue de l'avenant du 15 Décembre 1962 à sa police d'assurance pour réclamer la somme de 1 600 000, valeur à laquelle la garantie avait été portée au cas de dommages au véhicule ;

Considérant que dans les assurances de dommages, le règlement du sinistre est dominé par le principe indemnitaire, que l'assuré ne saurait tirer profit de l'Assurance, qu'il n'est indemnisé que du dommage subi réellement et le droit de la remise en état de la voiture accidentée, a pour limite sa valeur de remplacement ;

Considérant, d'une part, que l'automobile accidentée est un camion international 7 tonnes dont la valeur à l'état neuf en 1962, était de 1 600 000 Frs. qu'au moment du sinistre 1 an plus tard, la valeur n'était que de 1 040 000 Frs. compte tenu du coefficient de vétusté de 35 % ;

Considérant, d'autre part, que les deux experts successifs ont évalué les frais de réparation à 773 476 Francs en dessous de la valeur de remplacement, que la conformité des éléments de calcul auxquels ne pouvaient déroger ni l'expert choisi par l'Assureur, ni celui désigné par le premier juge ;

Qu'il s'ensuit que le Tribunal a décidé à bon droit que l'obligation de l'Assureur se limitait au paiement de la somme nécessaire à la remise en état du camion sinistré ;

Considérant que TENKAM sollicite en outre la condamnation de la SAFRA à lui payer 12 000 Frs. par jour d'indemnité à compter du sinistre, que la demande est fondée sur la faute qu'aurait commise l'Assureur en refusant de régler immédiatement les réparations et sur l'entente qui a été réalisée avec la SOCCA à son préjudice ;

Considérant qu'il résulte du dossier et des débats que l'Assureur a fait remarquer le camion accidenté de YACUNDE au Garage de la Société Commerciale Africaine à DOUALA, puis a fait procéder par les Commissaires d'avaries réunies à une expertise en vue d'évaluer le préjudice qu'elle aurait à régler, que ce rapport lui a été remis le 21 Octobre 1963, dans un délai raisonnable au regard du remorquage préalable, des démarches, des pourparlers inévitables, de la disponibilité de l'expert et de l'importance des dégâts ;

Considérant que pendant ce temps, la SAFRA qui avait été avisée par un avenant de nantissement du 15 Décembre 1962, que la SOCCA avait financé l'achat du camion, se voyait rappeler indirectement ses obligations envers cette Société par une lettre du 16 Août 1963 de TENKAM qui lui a écrit : " vous n'êtes pas sans ignorer que je reste encore redevable de 631 000 Frs. à la SOCCA ;

Que l'appelant est donc mal venu aujourd'hui de reprocher à son Assureur d'avoir exécuté ce que lui-même avait accepté le 15 Décembre 1962 dans le contrat de financement qui dispose que la SOCCA est, en cas de sinistre, subrogée dans tous ses droits vis-à-vis de la Compagnie d'Assurances, qu'elle informe ladite Compagnie, qu'aucun règlement de sinistre ne pourra être effectué en dehors d'elle-même, que toute indemnité due par un tiers ou par une Compagnie d'Assurances servira d'abord à régler la somme due à la SOCCA ;

Dans l'avenant de nantissement, signé entre TENKAM et son Assureur qui porte que les indemnités qui pourraient être dues par la SAFRA seront toujours versées entre les mains du créancier gagiste jusqu'à concurrence du montant de sa créance totale au jour du règlement ;

Qu'ainsi, la SAFRA qui était tenue en vertu de la subrogation conventionnelle de verser l'indemnité d'assurance à T E N K A M avait l'obligation de diligence d'aviser le créancier gagiste de la réalisation du sinistre, pour lui permettre de prendre position ce qu'elle a fait par une oppo-

sition régulière et pour n'avoir pas elle-même à payer deux fois si elle n'était libérée directement entre les mains de l'assuré ;

Que le comportement de la SAFRA ne s'analyse donc nullement en une collusion, qu'elle n'a d'ailleurs jamais refusé de payer l'indemnité d'Assurance, et dès qu'elle a été avisée que la créance de la SOCCA s'élevait à 632 450 Frs. elle en a informé TENKAM par lettre du 28 Novembre 1963 lui conseillant de trouver un accord avec le créancier, que le même conseil avait été donné à TENKAM le 20 Novembre 1963 par le garagiste réparateur : " Nous avons appris, a-t-il écrit, que du montant des travaux de réparation prévus pour votre véhicule, les retenues suivantes seraient opérées... opposition SOCCA 632 450 Frs... il nous resterait à encaisser pour règlement de la main-d'oeuvre la somme de Francs. Ayant malheureusement effectué déjà pour sensiblement 300 000 Frs. de travaux, vous comprendrez aisément que compte tenu de ce qui précède, nous ayons fait suspendre la remise en état de votre camion en attendant que vous nous donniez le moyen d'être certain d'une bonne fin de règlement de la totalité de votre sinistre... par exemple, en payant la SOCCA " ;

Qu'ainsi les réparations qui avaient commencé suivant les instructions de l'assuré en plein accord avec la SAFRA, garante du paiement de la facture ont été suspendues par suite de l'opposition de la SOCCA et lorsqu'il est apparu que le propriétaire du véhicule tenu envers le réparateur du coût des travaux, n'était plus en mesure de le régler ;

Considérant que pour établir la mauvaise foi de son Assureur, TENKAM prétend que la SOCCA avait renoncé à son droit à l'indemnité d'Assurance dans une lettre du 6 Février 1964 ;

Mais considérant que la lettre versée au dossier émane du Conseil de la SOCCA, qu'elle est adressée à l'Avocat de TENKAM et dit ceci : " La SOCCA ne s'est jamais opposée à ce que le camion soit réparé. La SOCCA bénéficie simplement

.../...

d'une délégation sur l'indemnité d'Assurance, autrement dit, loin de donner main levée de l'opposition sollicitée, elle confirme la délégation que tient la SOCCA du contrat de financement, que TENKAM, a si bien interprété les termes de la lettre qu'il justifie d'aucune notification de la lettre à son Assureur, comme d'ailleurs, il n'a pu, en dépit des prorogations d'enquête qui lui ont été accordées rapporter la preuve de l'état actuel du camion, ni de l'impéritie de la SAFRA, preuve mise à sa charge par l'arrêt avant dire droit du 19 Avril 1967 ;

Considérant que de tout ce qui précède, il n'apparaît pas que l'Assureur a commis une faute quelconque engageant sa responsabilité, que dès lors la demande en dommages-intérêts n'est pas fondée ;

Considérant par ailleurs que la créance de la SOCCA n'est pas contestée, que le Tribunal a pu déclarer que la Compagnie d'Assurance se libérera valablement à l'égard de TENKAM en versant à ladite Société la somme de 653 591 Frs.

Par ces motifs ,

confirme.

.../...

LA COUR :

Attendu que par jugement du 7 Décembre 1967, le Tribunal de Première Instance de YAOUNDE a écarté la déchéance opposée par le Groupement Français (GFA) à son assuré BALLA pour retard dans la déclaration d'accident à raison de la force majeure ; a dit toutefois que BALLA est responsable de négligences diverses de ses obligations à l'égard de l'assureur ainsi que dans l'entretien du véhicule accidenté ; en conséquence l' a débouté de sa démarche en dommages-intérêts , a donné acte au GFA de son offre de payer une somme de 197.260F d'indemnisation pour le sinistre du 28 Janvier 1966 et pour un sinistre survenu en Novembre 1965 ; a condamné le cas échéant , la GFA à payer cette somme ;

Attendu que BALLA a régulièrement interjeté appel de cette décision qu'il expose que son véhicule est devenu une épave par la seule carence du GFA qui a fait procéder à l'expertise de sa voiture le 27 Août 1966 , alors que l'accident s'était produit le 27 Janvier 1966 ; qu'ainsi les éléments de base ont été faussés ; que par manque d'expertise et de ce règlement en temps voulu, il n'a pu faire remorquer le véhicule dans un garage , dans l'impossibilité où il était d'avancer les frais énormes que représentait pour lui cette opération qui devait ; effectuer sur plusieurs centaines de kilomètres ; qu'en outre le GFA lui est redevable de 13.330F en règlement d'un précédent sinistre, qu'il demande , dans les dernières conclusions signifiées ;

- la somme de 730.000F pour la valeur de sa voiture
- celle de 330.000F d'indemnité de privation de jouissance
- la somme de 13.330F d'indemnité d'Assurances restant due sur le sinistre de Novembre 1965 ;

Attendu que GFA conclut de son côté à la confirmation du jugement , admettant ainsi qu'aucune contestation n'existe quant à l'indemnité d'Assurances de 13.330F ni au sujet de la tardiveté de la déclaration d'accident ; mais que , par contre l'assuré étant tenu de se plier aux conditions générales du contrat , a négligé de prendre les dispositions nécessaires pour l'expertise des dommages puisse être faite , n'a pas désigné un expert de son choix , s'est abstenu de procéder à l'enlèvement du véhicule ;

.../...

Attendu qu'il s'agit, dans ces conditions, d'apprécier les conséquences juridiques du comportement de chacune des parties ;

Attendu qu'il résulte du dossier et des débats que le 28 Janvier 1966 sur la route NANGA-EBOKO-MINTA, au PK205 le véhicule Opel Rekord immatriculé 6234 C6, appartenant à BALLA, assuré tous risques au GFA suivant police N° 190/BL subit des dégâts matériels importants en heurtant un arbre après que le chauffeur eût manqué un virage ; que la déclaration d'accident eut lieu le 5 Février 1976 ;

.../...

mais dès le 31 Janvier l'expert INGOLD, passant près de l'endroit de l'accident et sans qu'il eut été commis à cet effet, prenait des photos, relevait les dommages puis en rendait compte à la Compagnie; qu'aucune expertise contradictoire n'était effectuée après la déclaration de l'Assuré du 5 Février et BALLA n'était invité ni à compléter son dossier, ni à discuter l'importance des dommages, dont un rapport déposé seulement le 27 Août 1966 déclare que les réparations s'élèvent à 181 180 F., le coût du remorquage et la prise en charge à 32 750 F., pour une valeur vénale de 456 000 F.

Attendu que cette expertise, dans les conditions particulières dans lesquelles elle a été faite, est nécessairement incomplète; que les photos versées au dossier situent la violence du choc au tiers avant-centre, les constatations de l'Huissier en date du 4 Février 1966, montrent que l'Opel était réduite à l'état d'épave et ne pouvait plus rendre les services attendus de son propriétaire ;

Attendu que l'indemnité due à BALLA ne pouvant être supérieure à la valeur vénale au jour du sinistre, la GFA devra lui payer la somme de 426 000 F, compte tenu de la franchise de 30 000 F.;

Attendu par ailleurs que par lettre recommandée N°4208 du 30 Mars 1963, BALLA manifeste à l'Assureur son "grand étonnement de savoir que jusqu'à ce jour, il n'avait fait aucune diligence pour ramener à YAOUNDE l'épave du véhicule, qu'il lui signalait que sa police d'Assurances tous risques est encore en cours et que son inertie est en train de paralyser à 100 % son action commerciale du fait de moyens de locomotion qui sont nécessaires pour un homme d'affaires; qu'il le mettait ensuite en demeure d'exécuter ses engagements

Attendu que le GFA auquel l'Assuré notifiait ainsi les difficultés pécuniaires pour le remorquage du véhicule estimé épave gardait le silence au lieu de faire une proposition concrète et n'opposait que 7 mois plus tard une expertise incomplète ;

Qu'en agissant comme ~~il~~ l'a fait, l'Assureur a commis une faute qui a causé à BALLA un préjudice d'immobilisation certain, lequel sera réparé en condamnant le GFA à lui payer la somme de 150 000 F.

PAR CES MOTIFS :

réforme le jugement entrepris ;
condamne le GFA à payer à BALLA =

- la somme de 13 330 F. d'indemnité d'assurances pour le sinistre de Novembre 1965 ;
- celle de 426 000 F. d'indemnité pour le sinistre du 30 Janvier 1966 ;
- la somme de 150 000 F. de privation de jouissance -

Déboute les parties de leurs plus amples demandes comme mal fondées.

.../...

CA YAOUNDE - ARRET N° 155 DU 19 JUIN 1968

LA COUR :

Attendu qu'il résulte des mesures d'instruction diligentées, que la voiture Peugeot 403 BLD, immatriculée 0754-C5, a toujours appartenu à la Dame TCHUENTE qui n'a aucun lien avec AMOUGOU NGUELE ; que cette voiture était assurée à la SCOA ; qu'elle n'a jamais été accidentée mais que tombée en panne en 1963, elle a cessé d'être utilisée par sa propriétaire ;

Attendu dès lors que le recouvrement de la facture de 80 045 F relative à des réparations auxquelles il avait été procédé sur cette voiture est poursuivi contre AMOUGOU NGUELE sans que le garagiste réparateur justifie que celui-ci avait donné l'ordre d'effectuer le travail et s'était engagé à payer la facture, n'est pas fondé ;

Attendu que la seconde facture de 31 500 F concerne les réparations opérées sur le car de KOMBI VW N° 8107 C5 à la suite d'un accident ; que le car appartenait à la dame NTONGA BINA, épouse d'AMOUGOU N qui l'administrait en fait ; que la voiture était assurée à la compagnie d'assurances générales dont le représentant était à l'époque du sinistre, la SCOA ; qu'AMOUGOU NGUELE fit la déclaration d'accident à la SCOA, Assurances, et confia les travaux à la SCOA garage, d'accord avec le représentant de son assureur ; que les réparations se prolongèrent anormalement au point que la direction de la SCOA, dut régler au propriétaire la somme de 330 000 F à titre de dommages-intérêts ; que les travaux terminés AMOUGOU NGUELE retira le véhicule sans aucune difficulté, la SCOA garage devant se faire régler par la branche d'Assurances de la firme ;

Attendu que la clause 19 des conditions particulières du contrat d'Assurances prévoyait que la compagnie bénéficiera en ce qui concerne le risque " Dommages au véhicule " d'une franchise égale à 10% du montant total des indemnités et frais occasionnés par chaque sinistre, sans que cette franchise soit inférieure à 30 000 F, ni supérieure à 60 000 F il demeure que AMOUGOU NGUELE était pratiquement débiteur du montant de la facture s'élevant à 31 500 F ;

Attendu qu'il n'apporte pas la preuve qu'il est libéré en payant et la franchise et le complément de 1 500 F couvert par la police ;

Attendu que la SCOA reconnaît, en revanche, avoir reçu 20 000 F d'acompte d'AMOUGOU NGUELE; que c'est donc cette somme qui sera déduite du montant de la facture, ramenant la créance personnelle de la SCOA à 10 000 F ;

Attendu que pour les 1 500 F restants et que la compagnie aurait dû normalement couvrir, il est bon de rappeler que lorsque l'assureur garantit à l'assuré le paiement des réparations auxquelles il a été procédé suivant les instructions de l'assuré avec son accord, l'Assuré ne peut prétendre ne pas être tenu envers l'établissement qu'à procédé aux réparations, si l'assureur ne paie pas, un débiteur ne pouvant s'abstenir de payer sa dette sous prétexte qu'elle était garantie par une personne qui manque à son engagement ;

Qu'il s'ensuit qu'AMOUGOU NGUELE se trouve également redevable à la SCOA garage de la dite somme de 1 500 F.

C.A. YAOUNDE - ARRET N° 83 DU 28 FEVRIER 1968

LA COUR :

Statuant sur l'appel interjeté par la Société Camerounaise de Crédit Automobile (SOCCA) d'un jugement civil rendu le 13 Avril 1967, par le Tribunal de Première Instance de YAOUNDE qui l'a débouté de la demande en paiement de 482.215F qu'elle avait formé contre la Compagnie d'Assurances Générales ;

Considérant que la SOCCA après avoir basé son action devant le Tribunal sur l'Art 37 (1) de la loi du 13 Juillet 1930 et sur le Code de procédure civile en matière de saisie - arrêt , soutient en appel que la Compagnie d'Assurances Générales a engagé sa responsabilité sur le fondement de l'Art 1382 du Code Civil en lui donnant le faux renseignement qu'elle ne connaît pas RAME OTHON l'empêchant ainsi de pratiquer une saisie-arrêt en temps voulu entre ses mains et de recouvrer une créance de 482.215F ; qu'elle conclut que la Compagnie a commis un acte grave de négligence et doit être condamnée à lui payer la somme principale de 482.215F , non compris les intérêts et les frais à moins qu'elle ne justifie avoir versé à RAME OTHON une somme inférieure ;

Considérant que la SOCCA conclut à la confirmation du jugement entrepris ;

Considérant qu'en dehors des contrats, l'obligation de renseignement est dépourvue de sanction mais une réponse peut engager la responsabilité de celui qui les donne si elle équivaut à une tromperie de nature à entraîner un préjudice ;

Considérant que la SOCCA était créancière de RAME OTHON d'une somme de 482.215F restant due sur un contrat de financement pour l'achat à crédit de la voiture automobile immatriculée 4915 C5 lorsqu'elle apprit que la Compagnie d'Assurances Générales devait payer à son débiteur une forte somme à la suite de dommages éprouvés par un autre de ses véhicules que la Compagnie assurait , que le 9 Mars 1964 elle écrivait à la Compagnie sous la signature de son Conseil = " pour le compte de votre Société Maître CAZENAVE Avocat à YAOUNDE à interjeté Appel d'un jugement du 29 Juillet 1963 du Tribunal de BALLA qui vous avait condamné à payer à RAME OTHON 3.993.500F - L'affaire est venue le 4 Mars devant la Cour - La SOCCA est de son côté créancière de M. R.O. d'une somme d'environ 600.000F , qu'elle n'a pu récupérer à ce jour - Dans le cas où votre Compagnie aurait une somme à verser, que ce soit à la suite d'une décision de justice ou par transaction, je vous serais reconnaissant si vous voulez bien me prévenir afin que je puisse faire une saisie-arrêt entre vos mains ;

Que le 8 Avril 1964 la Compagnie d'Assurances Générales lui renvoyait sa lettre au motif de RAME OTHON n'étant pas couvert par ses soins ;

Considérant que la SOCCA n'a pu se méprendre sur la portée de cette réponse, qu'en effet la condamnation de la Compagnie par le Tribunal de BALLA impliquant l'existence d'un **contrat** d'Assurance, la lettre du 8 Avril s'interprète comme un refus de garantie dans le cas d'espèce laissé à l'appréciation de la juridiction d'Appel dont la saisie était connue de la SOCCA; que cette réponse exclut dès lors toute mauvaise foi ;

Quand donc la SOCCA prétend que la Compagnie, si elle était de bonne foi, aurait dû normalement répondre qu'un procès était en cours entre elle et RAME OTHON dont l'issue n'était pas encore connue, il est aisé de lui repliquer que selon son propre critère, la mauvaise foi n'est pas davantage établie puisque dans la lettre sollicitant l'acte de complaisance, la SOCCA se reconnaît informée de la condamnation, de son montant et de l'avancement de la procédure d'Appel, ce qui rendait inutile toute mauvaise précision dans une réponse qui traduisait également, pour le plaideur d'alors, une prudente réserve ;

Considérant, en surplus que le préjudice subi par la SOCCA trouve sa cause dans sa propre négligence ;

Qu'une diligence moyenne suffisait pour amener une Société aussi avertie à prendre dès réception de la réponse de la Compagnie, les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts et non pas à attendre comme elle l'écrit, qu'elle s'aperçoive par hasard qu'un arrêt avait été rendu mais trop tard pour pratiquer une saisie-arrêt efficace ;

Considérant que toutes ces raisons tirées tant de droit que du fait, il y a lieu de confirmer le jugement entrepris.

PAR CES MOTIFS :

Confirme.

Pourvoi en cassation = Arrêt N° 61/CC du 28 Juillet 197

C.A. YAOUNDE.-ARRET N° 82 DU 28 FEVRIER 1968

LA COUR:

Statuant sur l'appel régulièrement interjeté par Moumini SADOU d'un jugement civil rendu le 5 MAI 1966 par le Tribunal de 1ère Instance de YAOUNDE qui a condamné solidairement l'Agence Camerounaise d'Assurances et la Société d'Exploitation Auto S.E.A. à lui payer la somme de 90.000 F à titre d'indemnité d'immobilisation pour le retard mis à réparer les dégâts subis par son camion; l'a par contre débouté de sa demande en remboursement de frais de déplacement, de séjours et démarches diverses évaluées à 240.000 F; ensemble sur l'appel incident de l'Agence Camerounaise d'Assurances;

Considérant que la S.E.A., bien que régulièrement notifiée, n'est ni présente ni représentée; qu'il y a lieu de donner défaut à son encontre; Considérant que Moumini SADOU fait grief au jugement attaqué d'avoir mal apprécié son préjudice; qu'il expose que son dommage comprend d'une part, l'indemnité d'immobilisation qui ne peut être inférieure à 2.760.000 F, produit du revenu net journalier de son camion évalué à 28.000 F pendant les 138 jours d'immobilisation au garage S.E.A.; D'autre part, le remplacement des 240.000 F qu'il a dépensés en frais de déplacement entre son domicile de GAROUA et YAOUNDE et en frais de séjour dans cette dernière ville;

Qu'il conclut donc à ce que les sociétés intimées soient condamnées à lui payer la somme globale de 3.000.000 de F;

Considérant que l'Agence Camerounaise d'Assurances conclut au contraire à sa mise hors de cause au motif ne peut être tenue pour responsable du non respect du délai de réparation par le garagiste;

Considérant que dans les assurances de dommages chaque sinistre se règle suivant les conditions fixées à la police; que l'assureur doit réparation de toute faute dommageable commise à l'occasion de ce règlement;

Considérant que le contrat conclu par Moumini SADOU le couvre des dommages éprouvés par son camion mais que la garantie ne vise pas les dommages indirects tels que la privation de jouissance.... que les obligations réciproques se résument en obligation pour l'assuré de déclarer le sinistre dans les 5 jours de la date à laquelle il en a eu connaissance, de faire connaître l'endroit où les dommages peuvent être constatés, de n'entreprendre les travaux qu'après vérification par la société Pour l'assureur, de régler les dommages de gré à gré ou, s'il y a désaccord, à dire d'expert dans le délai de 15 jours à compter de la date d

l'accord des parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée;

Qu'il n'entre point dans le rôle de l'Assureur d'intervenir pour activer les réparations; que le client qui a donné l'ordre d'exécution doit s'assurer que les réparations ont bien commencé, s'informer périodiquement de l'avancement des travaux, téléphoner, au besoin, se rendre sur place, insister sur l'urgence de l'exécution;

Considérant qu'à la suite d'un accident de la circulation survenu le 16 NOVEMBRE 1964 dans les circonstances prévues au contrat, le camion MERCEDES 6 tonnes immatriculé 2031 C 6 de Moumini SADOU, assuré à l'Agence Camerounaise d'Assurances, a subi de graves dégâts à la cabine et d'autres moins importants au châssis, à la barre d'accouplement, aux ridelles, ...; que le même jour, le propriétaire a donné avis du sinistre à son Assureur et a remorqué le camion au garage de la S.E.A., concessionnaire de la marque, pour être expertisé et réparé; que l'Agence Camerounaise d'Assurances a demandé immédiatement à la Compagnie des Experts Réunis FRANCE-AFRIQUE (C.E.R.F.A.) de procéder à l'expertise; que l'expert ayant accompli sa mission a établi son rapport seulement le 20 MARS 1965 concluant à la remise en état de la cabine et prévoyant, après accord avec le réparateur, que la durée technique des réparations serait de 50 jours ouvrables, que le camion a été cependant retiré le 3 AVRIL 1965, 11 jours ouvrables plus tard;

Considérant que les parties semblent avoir observé leurs obligations réciproques, la compagnie n'ayant à aucun moment refusé de régler le coût des réparations;

Mais considérant que Moumini SADOU reproche à son assureur d'avoir laissé traîner les réparations en s'opposant au remplacement de la cabine détériorée par une cabine neuve, mesure qui avait l'avantage de rendre les travaux plus rapides et la privation de jouissance moins longue; Qu'il tire argument du fait que le garagiste réparateur a porté sur la fiche de commande "changement de cabine", a promis de lui livrer le camion en état de marche le 28 DECEMBRE 1964 et qu'à cette date, il a expliqué son retard par la décision de l'Assureur de ne plus garantir que l'ouvrage de remise en état;

Mais considérant que la preuve du comportement de l'Assureur, en supposant qu'il fût fautif n'est ni offerte, ni rapportée; que la fiche du garagiste n'est pas produite; que les allégations de Moumini SADOU sont contreversées par le constat dressé à sa requête et dans lequel il précise qu'aussitôt (après l'accident) un expert fut chargé de procéder à

l'accord des parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée;

Qu'il n'entre point dans le rôle de l'Assureur d'intervenir pour activer les réparations; que le client qui a donné l'ordre d'exécution doit s'assurer que les réparations ont bien commencé, s'informer périodiquement de l'avancement des travaux, téléphoner, au besoin, se rendre sur place, insister sur l'urgence de l'exécution;

Considérant qu'à la suite d'un accident de la circulation survenu le 16 NOVEMBRE 1964 dans les circonstances prévues au contrat, le camion MERCEDES 6 tonnes immatriculé 2031 C 6 de Moumini SADOU, assuré à l'Agence Camerounaise d'Assurances, a subi de graves dégâts à la cabine et d'autres moins importants au châssis, à la barre d'accouplement, aux ridelles, ...; que le même jour, le propriétaire a donné avis du sinistre à son Assureur et a remorqué le camion au garage de la S.E.A., concessionnaire de la marque, pour être expertisé et réparé; que l'Agence Camerounaise d'Assurances a demandé immédiatement à la Compagnie des Experts Réunis FRANCE-AFRIQUE (C.E.R.F.A.) de procéder à l'expertise; que l'expert ayant accompli sa mission a établi son rapport seulement le 20 MARS 1965 concluant à la remise en état de la cabine et prévoyant, après accord avec le réparateur, que la durée technique des réparations serait de 50 jours ouvrables, que le camion a été cependant retiré le 3 AVRIL 1965, 11 jours ouvrables plus tard;

Considérant que les parties semblent avoir observé leurs obligations réciproques, la compagnie n'ayant à aucun moment refusé de régler le coût des réparations;

Mais considérant que Moumini SADOU reproche à son assureur d'avoir laissé traîner les réparations en s'opposant au remplacement de la cabine détériorée par une cabine neuve, mesure qui avait l'avantage de rendre les travaux plus rapides et la privation de jouissance moins longue; Qu'il tire argument du fait que le garagiste réparateur a porté sur la fiche de commande "changement de cabine", a promis de lui livrer le camion en état de marche le 28 DECEMBRE 1964 et qu'à cette date, il a expliqué son retard par la décision de l'Assureur de ne plus garantir que les travaux de remise en état;

Mais considérant que la preuve du comportement de l'Assureur, en supposant qu'il fût fautif n'est ni offerte, ni rapportée; que la fiche du garagiste n'est pas produite; que les allégations de Moumini SADOU sont contreversées par le constat dressé à sa requête et dans lequel il précise qu'aussitôt (après l'accident) un expert fut chargé de procéder à

commis une faute lourde, soit en attendant 4 mois avant d'expertiser le camion, soit en indiquant qu'elle a été sollicitée le 16 NOVEMBRE 1964 alors que les faits seraient inexacts ce qui n'est pas d'ailleurs avancé;

Considérant que de tout ce qui précède, il ressort que la compagnie d'assurances a rempli toutes ses obligations contractuelles; qu'aucune faute ne peut lui être reprochée dans le règlement du sinistre; que dès lors elle doit être déchargée des condamnations prononcées par le premier JUGE sur le fondement et oné d'un défaut d'intervention en vue d'activer les travaux ;

Considérant en ce qui concerne la S.E.A. intimée défaillante, que Moussimi SADOU prétend qu'elle n'a pas observé le délai convenu pour les réparations et qu'il a fallu plusieurs démarches plus une assignation en justice, le 9 FEVRIER 1965, pour que le camion lui soit remis en bon état, le 3 AVRIL 1965.

Considérant que le garagiste réparateur n'est redevable d'aucune indemnité pour l'immobilisation du véhicule pendant le temps nécessaire à l'exécution des travaux, mais il doit achever les réparations pour le temps convenu sous peine de dommages-intérêts;

Considérant qu'à la durée théorique des réparations fixée par l'expert à 50 jours s'ajoute le délai de 3 jours ou 4 jours nécessaire aux vérifications et à l'établissement du devis pour avoir la durée effective de l'immobilisation nécessaire, c'est-à-dire au moins 53 jours ouvrables d'où, pour un véhicule remis le 6 NOVEMBRE 1964, la livraison normale aurait dû se faire le 18 JANVIER 1965;

Considérant que Moussimi SADOU affirme que le chef d'atelier de la SEA avait promis de lui livrer le camion le 28 DECEMBRE 1964;

Mais considérant que cette promesse de remise anticipée de 20 jours, en admettant le fait exact, ne peut s'interpréter que comme celle de faire tout le possible de donner satisfaction au client sans que pour autant il en résulte un engagement formel de la part du garagiste;

Considérant, par contre, et pour la période comprise entre le 18 JANVIER et le 20 AVRIL 1965 inclus, que le réparateur doit démontrer que le retard est imputable à une cause étrangère;

Considérant qu'il a fallu une sommation interpellative du 25 FEVRIER 1965 pour que la SEA se retranche derrière l'importance des travaux, sans plus de bonheur d'ailleurs à terminer l'ensemble des travaux le 20 MARS 1965, puisqu'en définitive, le camion n'a été remis à son propriétaire qu'le 3 AVRIL suivant;

Considérant que l'importance des travaux ne constitue pas un élément imprévisible et ne peut être assimilé à la force majeure; que le garagiste qui n'a pas averti Moussimi SADOU du retard possible qui serait apporté aux réparations, est tenu de verser au client une indemnité journalière pour la période considérée et par jour ouvrable;

Que cette indemnité pour un véhicule de transport de marchandises de 6 Tonnes s'élève à 3000 F compte tenu de la perte nette causée à l'entreprise par son immobilisation;

Qu'il s'ensuit que la S.E.A. doit payer à Moussimi SADOU sur la base de 63 jours ouvrables la somme de:

$3.000 \text{ F} \times 63 = 189.000 \text{ F}$ en réparation du dommage subi.

LA COUR:

Attendu en ce qui concerne l'indemnisation, que le véhicule en litige est une berline 404 PEUGEOT, mise en circulation en 1961, achetée d'occasion par ICARE en Octobre 1965 et détruite dans un accident le 26 Juillet 1967

Attendu que la valeur des véhicules d'occasion est déterminée par référence à la côte de l'Argus automobile français assortie d'un coefficient de 6/10 pour tenir compte de la disparité de la monnaie et des frais de transport; qu'à défaut et dans l'ordre, par référence soit au prix de catalogue des véhicules neufs de la même marque et du même type vendus au Cameroun à des particuliers affecté d'un pourcentage de vétusté, soit au prix d'occasion pratiqué sur le marché étranger d'origine, soit au prix indexé de véhicules similaires cotés à l'Argus et sans qu'il soit possible d'intervertir l'ordre de préférence;

Qu'il apparaît que même en cas d'assurance en valeur déclarée où la somme assurée est fixée librement par le client, cette somme ne sert aucune ment à déterminer la valeur du dommage qui doit nécessairement être appréciée au moment du sinistre sur la valeur de remplacement;

Que c'est donc à bon droit que le Tribunal a écarté cette thèse que défendait ICARE pour refuser le règlement que lui proposait l'assureur;

Attendu d'autre part que le fait pour un véhicule automobile de bénéficier du régime de l'admission temporaire, n'influe en rien sur la fixation du préjudice subi par l'assuré; que la série IT constitue un avantage personnel qui ne présente aucun intérêt particulier sur le marché et que le bénéficiaire est dans l'obligation d'assurer le dédouanement en acquittant les droits s'il y a cession ou destruction accidentelle; que la compagnie croyant tirer un argument en sens contraire de la pratique suivie pour les véhicules immatriculés en IT en France ne fait que conforter le principe précédemment dégagé quant à l'étendue de sa garantie puisque dans ce régime elle souligne elle-même que les compagnies versent à l'assuré une indemnité sur la base de la valeur IT et qu'elles paient à la douane le coût des taxes de francisation;

Qu'ainsi la thèse de la Compagnie d'Assurances générales se trouve inexacte dans la mesure où elle a entendu distinguer entre les véhicules en IT et ceux qui sont en série normale et les premiers juges l'ont justement rejetée;

Mais attendu qu'il ressort de l'Argus de Juillet 1967 qu'une voiture

PEUGEOT Berline 404 de même état standard que l'automobile sinistrée était côtée 3.500 F ce qui donne sur le marché de YAOUNDE, une valeur de remplacement de 21.000 F CFA et non 250.000 F comme l'a décidé par erreur le Tribunal en se fondant sur le prix du marché d'occasion d'une voiture de la série super-luxe qui n'était point celle de la voiture détruite;

Attendu cependant que l'offre faite dès l'origine par la compagnie appelante de payer 230.000 F CFA étant renouvelée, cette somme sera retenue comme valeur vénale et, après déduction des 60.000 F d'épave, l'indemnité d'assurances s'élève bien à la somme de 170.000 F que la compagnie n'a cessé d'offrir à son assuré en règlement du sinistre;

Attendu que l'appelante fait encore grief au jugement entrepris de l'avoir condamnée à des dommages et intérêts en violation de l'Art.30 des conditions générales de la police;

Attendu que ce texte dispose que le règlement de l'indemnité sera effectué dans le délai de quinzaine à partir de la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée;

Attendu que la demande d'ICARE était initialement basée sur un accord qui aurait été réalisé, selon lui, dès la signature et l'acceptation du rapport d'expertise;

Mais attendu que l'expert de la compagnie qui a pour mission principale de donner à son mandant des renseignements sur le coût exact des réparations des véhicules accidentés ou sur la valeur vénale des véhicules devenus irrécupérables, n'engage pas l'assureur; que d'ailleurs, il termine son rapport par les réserves de droit; que si parfois il reçoit mandat de transiger avec la victime, un procès verbal distinct du rapport est toujours établi et signé des parties, que la convention peut bien sûr exister en dehors de tout procès verbal, par exemple dans une correspondance échangée entre la compagnie et l'Assuré mais faut-il encore que la partie qui l'invoque rapporte la preuve du "mutus consensus";

Attendu qu'ICARE ne justifie pas avoir signé un quelconque procès verbal si ce n'est le rapport d'expertise qui atteste simplement que le constat des dommages a été dressé contradictoirement; que pas davantage il n'apporte la preuve de l'accord des parties; qu'au contraire les éléments du dossier montre qu'un désaccord profond a existé sur la valeur de remplacement; qu'en effet, le 16 AOUT 1967, ICARE écrivait à la compagnie après réception de la lettre du 2 AOUT qui concrétisait la position de l'Assureur par l'offre d'un règlement de 230.000 F sur la valeur en IT;

Compte tenu des renseignements complémentaires de l'expert, lui avait donné "nous en avons discuté lorsque vous avez émis cette prétention et lorsque votre chef de sinistre a demandé à l'expert de lui fournir sa note additive dont vous faites état dans votre lettre..." "Du reste, la question, à mon avis, n'est pas là. Vous avez perçu une prime lors de la souscription de ma police de 850.000 F; pour les dommages éprouvés par le véhicule, émettre donc la prétention de me régler l'indemnité de sinistre sur une autre base.....serait de la part de votre agence commettre à mon égard un enrichissement indu;

Attendu que l'Assuré a si bien senti la fragilité de cet argument, qu'il ne conteste aujourd'hui de conclure à la confirmation du jugement sans réclamer l'exécution du soi-disant accord défendu jusque là avec âpreté soit devant l'assuré, soit devant les premiers juges;

Attendu qu' à cause de la contestation ainsi élevée, le règlement du sinistre se trouvait conventionnellement reporté dans le délai de quinze jours à compter de la décision judiciaire passée en force de chose jugée;

Attendu qu'aucune décision ayant ce caractère n'est encore intervenue qu'ICARE n'est dès lors pas fondé d'obtenir des dommages-intérêts de retard à moins qu'il n'établisse une faute caractérisée de l'Assureur;

Attendu que les offres de la compagnie d'assurances générales reconnues satisfaisantes ôtent le caractère fautif, à supposer qu'elle en ait eu, à la résistance opposée aux prétentions chiffrées de l'Assuré, même si le fondement de sa propre évaluation s'est révélé inexact;

Qu'il s'ensuit qu'à tort le Tribunal a alloué des dommages-intérêts à ICARE et par voie de conséquence, la demande reconventionnelle qui tendait à la réparation du préjudice postérieur au jugement se révèle sans fondement;

SUR CES PRIMES.....

SUR L'INTERVENTION....

Donne acte à BONNAULT de son intervention;

Déclare ICARE débiteur du reliquat de prix de vente du véhicule PEUGEOT sinistré équivalent aux taxes nécessaires au dédouanement du véhicule;

Dit que la Compagnie d'Assurances Générales se libérera valablement entre les mains de BONNAULT sur production soit de l'attestation de dédouanement, soit d'un état de liquidation récent et dans la limite de la condamnation qui vient d'être prononcée contre elle, le reliquat s'il y en a devant être reversé à ICARE;

ARRET N° 90 du 13 -3-1968 Cour d'Appel YAOUNDE

La cour

Considérant que la Dame Bebey prétend encore que le préjudice de NOUFELE Simon a été surestimé car la mise en épave a été décidée dans un rapport d'expertise n° 6776 du 14-4-1967 que la Compagnie d'experts réunis France Afrique (CERFA) a adressé à la demande à la demande ~~deson~~ assureur, que le même rapport évalue le dommage à 132900f ;

Considérant que NOUFELE conclut à la confirmation de ce chef de demande, considérant que le propre de la responsabilité civile est de rétablir aussi exactement que possible l'équilibre détruit par le dommage et de remplacer la victime aux dépens du responsable dans la situation où elle serait trouvée si l'acte dommageable n'avait pas eu lieu ;

Que par suite le droit au remboursement des frais en état de la chose endommagée a comme limite sa valeur de remplacement

Considérant que la dame Bebey ne prouve ni ~~ni~~ n'offre de prouver l'existence de l'expertise invoquée par elle ; que contre Noufélé Simon produit un rapport n° 6798 établi le 28-8-1967 par le CERFA à sa requête ;

Que de ce rapport il ressort que la valeur actuelle de son véhicule est de 593000f. La valeur vénale de 177900f, le coefficient de vétusté de 70% et le montant total de réparation taxes non comprises s'élèvent à 187317f avant tout démontage, d'où, ajoute l'expert une augmentation sensible à prévoir par la suite de la nécessité de remplacer certaines pièces mécaniques qui ne peuvent être reconnues défectueuses qu'après démontage complet du véhicule ;

Considérant qu'en présence de ces éléments le premiers juge aurait du déjà adopter comme base de dédommagement la valeur vénale qui est inférieure au coût de réparation.

.../....

Considérant d'autre part, que l'examen du rapport montre qu'une regrettable confusion s'est produite sur la notion de valeur vénale, qu'en effet cette valeur s'entend non pas de la valeur réelle diminuée du coefficient de vétusté et d'usure, mais du prix que le propriétaire du véhicule pourrait retirer de la vente, qu'à cet égard il peut adopter comme moyen d'appréciation,

La côte d'Argus affectée d'un coefficient étudié de 0,6 pour tenir compte des frais divers et de l'instrument monétaire différent pour avoir la valeur venale au Cameroun.

Considérant que l'automobile détériorée est un type courant sur le marché de l'occasion qu'il a été mis en circulation en 82, qu'il a circulé pendant 62418 km, qu'une correction s'impose, la voiture étant supérieure à l'état Standard en raison du faible kilométrage ;

Considérant que la Wolskwagen type 133 est cotée à l'Argus 1900f que la cote correspondante au Cameroun est de $\frac{190000}{0,6} = 114000f$ qu'à la somme il sera ajouté 20000f à titre de correction, ce qui donne une valeur marchande de 134000f CFA.

Que la somme devant réparer le préjudice matériel de Noufélé Simon la remise de l'épave est de droit en faveur de le dame Bebey afin d'éviter un enrichissement de la victime ;

Considérant que Noufélé Simon réclame par voie d'appel incident, une indemnité journalière de 1000f par jour de l'accident, celui du paiement des dommages intérêts.

Considérant que la dame Babey déduit de la mise en épave, le défaut de tout préjudice à titre de privation de jouissance.

Considérant que l'indemnité pour perte totale comprend outre la valeur vénale, la perte temporaire de jouissance, que d'une manière générale, celle-ci est de quinze jours pour permettre à la victime de rechercher.

Mais considérant que dans le cas d'espèce la dame Bebey ne justifie d'aucune diligence pour la vérification du véhicule détérioré malgré une mise en demeure adressée à son assureur le 1er mars 1967, expirant dans les quatre huit heures, qu'il est nécessaire d'ajouter ce délai, aux quinze jours précédents pour avoir l'immobilisation normale de dix huit jours ;

Considérant en ce qui concerne le taux de l'indemnité admis par le premier juge, qu'il serait trop faible en raison du type du véhicule et de l'usage qu'en faisait le propriétaire qu'il sera fait droit sur ce point à l'appel, incident, en le portant à 1000f, taux qui sera mieux en rapport avec le préjudice subi par Noufélé Simon. Qu'il en résulte que l'indemnité de privation de jouissance se chiffre à 18000f ;

Considérant que la dame Bebey estime enfin qu'elle ne doit pas supporter les frais de l'expertise unilatérale requise par la victime.

Mais considérant que l'expertise de la CERFA a profité à la dame Bebey qu'elle a permis la comparaison entre le coût de réparation et la valeur vénale ainsi que la fixation du mode de réparation désavantageux pour l'auteur responsable ;

Que dans ces conditions, elle a été utile à la solution du litige qu'il est normal d'inclure dans le préjudice les frais d'expertise et de confirmer le jugement qui en a ainsi décidé.....

Par ces motifs infirme pour le surplus ; condamne la dame Bebey à payer à Noufélé la somme de 134 000f : valeur vénale du véhicule dont l'épave sera abandonnée à dame Bebey ; - 18 000f : immobilisation.

C.A. YAOUNDE. - ARRET N° 123 DU 23 AVRIL 1969.

... Attendu que selon les pièces produites, le préjudice de BELL s'élève à;

- valeur de remplacement de la SIMCA réduite à l'état d'épave: 160.000 F
- Frais de remorquage: 5.000 F
- Frais pharmaceutiques: 12.000 F
- Dommage corporel: 31.175 F;

Attendu que la valeur de remplacement a été fixée par l'expert de la SOFRA TP et de son assureur; que la victime n'étant pas tenue d'accepter l'épave évaluée à 50.000 F, c'est la somme de 160.000 F qui doit lui être versée;

Attendu que les autres éléments du préjudice sont justifiés;

Attendu enfin que la mise en épave ne contredit pas l'allocation d'une indemnité pour privation de jouissance; qu'en effet, le propriétaire de trouve dans la nécessité de procéder à une nouvelle acquisition et l'indemnisation est destinée à compenser la perte de temps consacrée à la recherche d'une autre voiture;

Attendu que la Cour estime avoir suffisamment d'éléments pour évaluer à 15 jours le temps nécessaire pour se procurer une voiture d'occasion du type SIMCA ARONDE, auxquels il convient d'ajouter 41 jours d'immobilisation nécessités par l'expertise de la SOFRA TP, indispensable pour connaître si la SIMCA pouvait être réparée ou mise en épave; et à 500 F par jour l'indemnité pour privation de jouissance, ce qui porte le préjudice global à 236.175 F.

Par ces motifs.....

CA YAOUNDE ARRET N° 3 DU 19 NOVEMBRE 1969.LA COUR -

Considérant que ATEBA NOMO Albert a fait opposition dans des conditions de forme et délai non contestés à un Arrêt par défaut du 28 Février 1968 l'ayant condamné à payer à la SORARAF la somme de 405 000 F. avec intérêts de droit, à titre de remboursement de la franchise de responsabilité de réparation du véhicule accidenté d'ATEBA sans que soit déduite du paiement la franchise qui devait rester à la charge de l'intéressé;

Considérant qu'ATEBA fait grief à la décision attaquée d'avoir fait pour cette clause de franchise alors qu'il avait été convenu entre les parties que celle-ci ne jouerait pas à l'occasion du contrat d'Assurances N° 5 - 033 - 203 qui garantissait son véhicule 572 066 accidenté le 24-4-66 ;

Considérant qu'ATEBA NOMO continue à soutenir que le sinistre dont il a été victime était couvert par la police d'Assurance N° 5-033-203 de la SORARAF ;

Que ce point n'est pas contesté par cette dernière, la police d'Assurance suivante N° 6039975 n'étant du reste entrée en vigueur que le 15 Juillet 1966 ;

Considérant que la police d'Assurance N° 5-033-203 comportait bien dans ses conditions particulières, juste au-dessus de la signature des parties, une clause expresse de franchise de 405 000 F.,

Qu'aucune preuve par témoin n'est recevable à l'encontre de cet écrit, l'attestation d'Assurance présentée ne pouvant être prise en considération puisque relative à la police 6039-974.

Reprenant les motifs de l'Arrêt frappé d'opposition ;

Reçoit l'opposition ;

Condamne ATEBA NOMO à payer à la SORARAF la somme de 405 000 F. avec les intérêts de droit.....

C.A. YAOUNDE.- ARRET N° 109 DU 26 MARS 1969LACOUR:

Attendu que Joseph KAMAHA a interjeté appel d'un jugement civil rendu le 11 JANVIER 1968, par le Tribunal de Première Instance de YAOUNDE en ce que cette décision l'a débouté de l'action en dommages-intérêts introduite contre la Compagnie d'Assurances "FRANCE-COTE D'AFRIQUE", dite F.C.A., qui a laissé vendre son car RENAULT saisi par la victime d'un accident de la circulation alors qu'il avait droit à la garantie de la Compagnie auprès de laquelle il avait contracté une assurance tous risques;

Attendu qu'il résulte du dossier et des débats que le 11 JUIN 1963, une automobile de la S.A.P. d'OBALA a subi des dégâts matériels à la suite d'une collision avec le car RENAULT de KAMAHA assuré à la F.C.A. le même jour KAMAHA a signalé les faits à son assureur, parlant à sa représentante, Dame MARINOS, qui a rempli en sa présence "un papier", l'assuré ne sachant ni lire ni écrire;

Que la S.A.P. d'OBALA ayant assigné KAMAHA, celui-ci prétend avoir remis copie de l'assignation à la F.C.A. puis s'est désintéressé de l'affaire;

Qu'un jugement de condamnation a été rendu par défaut à son égard le 17 OCTOBRE 1963; dès que le jugement lui a été signifié par l'Agent d'Exécution d'OBALA, il s'est rendu de nouveau chez son assureur à YAOUNDE pour lui remettre la copie envoyée à la direction de DOUALA; Que le car a été saisi à la requête de la S.A.P., que KAMAHA a dénoncé la saisie à son assureur qui lui a donné l'assurance qu'il "enverrait délivrer le car";

Que c'est alors seulement que la F.C.A. a confié l'affaire à son Conseil; comme il était trop tard pour former opposition au jugement, le Conseil en a relevé appel le 15 AVRIL 1964; mais il n'a effectué aucune diligence réglementaire pour arrêter la vente qui eut lieu le 15 AVRIL 1964 en l'absence de KAMAHA;

Attendu que, vainement, la F.C.A. se retranche derrière le défaut de déclaration du sinistre, la non remise des pièces telles que l'assignation devant le Tribunal; qu'il n'est pas vraisemblable qu'une compagnie acceptant dans les circonstances relevées de prendre le sinistre en charge; Attendu par ailleurs que la F.C.A., une fois qu'elle avait accepté d'exécuter la direction du procès, partant de donner toutes les directives qu'elle jugeait utiles, ne serait-ce qu'au stade de la saisie, il lui ap-

partient de veiller en raison de l'urgence, à l'efficacité des démarches du Conseil par elle choisi, afin d'empêcher que le car de l'assuré soit vendu, par exemple en notifiant à l'huissier l'appel interjeté, en l'assignant au besoin en référé pour obtenir un sursis à la vente;

Attendu qu'en s'abstenant de faire procéder à ces mesures, après avoir donné assurance que le car allait être délivré, la F.C.A. a commis une faute caractérisée; qu'elle doit en conséquence réparer le préjudice qui en résulte pour KAMAHA;

Attendu qu'au moment de la saisie, la valeur de remplacement d'un car de même type et de même ancienneté était de 680695 F;

Attendu qu'à cette somme il convient d'ajouter le préjudice résultant du manque à gagner de l'entrepreneur des transports qu'est KAMAHA, lequel sera évalué à 400.000 F;

Attendu que l'offre de la F.C.A. se limitait à la somme de 250.000 F, montant de la condamnation prononcée au profit de la S.A.P. d'OBALA est nettement insuffisante;

Pour ces motifs:

Confirme le jugement entrepris en ce qu'il a condamné la F.C.A. à rembourser à KAMAHA la somme de 119.977 F, portion la prime non absorbée;

Infirmant pour le surplus; dit que la F.C.A. est responsable de la saisie et de la vente du car RENAULT de son assuré KAMAHA et en réparation du préjudice ainsi causé;

Condamne la F.C.A. à payer à KAMAHA, la somme de 1.080.695 F à titre de dommages-intérêts étant précisé que cette somme sera déduite toute somme qu'aurait perçue KAMAHA à titre de reliquat des mains de l'huissier après désintéressement de sa mandante la S.A.P. d'OBALA;

C.A. YAOUNDE.- ARRET N° 37 DU 17 DECEMBRE 1969

LA COUR:

.....

Considérant sur le premier point qu'aux termes de l'Art.16 de la Police d'Assurances n° 20335/131 du 22 JUIN 1966 ne sont exclus de la garantie vol que les pneumatiques, accessoires et pièces de rechange dont le catalogue du constructeur prévoit la livraison avec le véhicule, s'ils ne sont pas volés en même temps que le véhicule et à condition que le véhicule nesoit pas trouvé dans un garage ou remise objet d'une effraction; Que cette exclusion ne s'applique donc pas aux éléments propres du véhicule autres que les pneumatiques et tels que les pièces de moteur ou de carrosserie qui font parties intégrantes du véhicule et sont nécessairement assurés en l'absence d'exclusion expresse et dans le cadre de l'Article 8 de la Police en tant qu'éléments constitutifs de celui-ci;

Que l'assurance est donc bien contractuellement tenue du remboursement de la valeur des pièces qui ont été volées sur le véhicule accidenté, dès lors qu'aucune cause d'exonération valable n'est invoquée;

Considérant sur le second point qu'aux termes de l'Art.17 de la Police d'Assurances, est formellement exclue de la garantie la privation de jouissance du véhicule assuré; que, dès lors, c'est au propriétaire qu'il appartient normalement de prendre toutes mesures nécessaires pour réduire celle-ci au minimum indispensable, notamment en faisant l'avance des frais de réparations, qu'aucune clause de la Police n'impose à l'Assureur, qu'il ne peut être invoqué en l'espèce la responsabilité de l'auteur du fait dommageable, tiers étranger à la Compagnie d'Assurances, pour imposer à l'Assureur des charges non prévues dans le contrat qui le lie à l'Assuré;

Que si l'Assureur ne conteste pas avoir donné son accord à l'enlèvement du véhicule accidenté, par ses soins, il n'est pas établi que le retard non contestable mis à le faire ait causé un préjudice à ABENNA, l'absence des clefs du véhicule remises seulement le 28 AOUT 1968 ayant interdit n'importe comment l'achèvement des réparations avant cette date;

Que par contre la G.F.A.s'était engagée le 28 AOUT 1967 à remettre le véhicule en état, mais n'a délivré la prise en charge que le 14 OCTOBRE 1969;

Que ce retard constitue une faute occasionnée pendant la durée de celui-ci, un préjudice à ABENNA par privation de jouissance de son véhicule imputable au G.F.A. et dont la Cour fixe la réparation à 1.000 F par jour,

soit 46.000 F pour la période du 30 AOUT jusqu'au 14 OCTOBRE 1967;
Considérant enfin que la discussion par le G.F.A de l'étendue de sa responsabilité n'était pas purement dilatoire en raison des offres faites et des exigences du demandeur;

Par ces motifs;

Confirme le jugement attaqué en ce qu'il a condamné le G.F.A à payer 54.693 F à ABENA, valeur des pièces volées;

L'infirmité quant au montant de l'indemnité de jouissance accordée, ramène celle-ci à 46.000 F.

Déboute ABENA du surplus de ses demandes.

en principal non compris les frais de procédure en validité ;

Attendu que la créance de la SOCCA est certaine dans son existence que son chiffre reste à déterminer effectivement ;

Attendu que vainement la Cour a essayé d'obtenir que la SOCCA produise un relevé récent du compte de Fonga, que son silence laisse présumer qu'elle n'a aucun frais autres que ceux qui ont été liquidés au jugement ou qui le seront par l'arrêt à porter sur le relevé du 25 mars 1966, dernier en date régulièrement soumis à la libre discussion des parties ;

Attendu que ce relevé paraît juste et fondé, qu'en effet, figurent au débit, le montant des traites, les frais de retour, les intérêts de retard, les dommages intérêts pour trouble d'exploitation, les honoraires et les frais de poursuite, qu'au crédit sont mentionnés 5 paiements par banque, le prix de l'épave après déduction des frais de vente et du droit de recette de l'huissier, que son solde débiteur s'élève à 357 625f, que c'est donc à cette somme que sera évalué le montant des causes de la saisie, et celui de l'opposition faite par la SOCCA entre les mains de l'assureur ;

Par ces motifs :

Confirme le jugement entrepris sur la valeur vénale du camion accidenté et sur la créance de primes de la Compagnie Générale d'Assurances ;

Réformant pour le surplus : dit l'offre de paiement d'une indemnité de 405 000f faite par la dite compagnie non satisfaisante ;
Fixe l'indemnité qu'elle aura à payer à Fonga à 514 000f et compte tenu de la condamnation prononcée contre lui en remboursement de 79067f de primes échues, dit que la Compagnie Générale d'Assurances doit à Fonga la somme de 434 937f ;

Constata la créance justifiée de la Socca pour la somme de 357 625f ;

En conséquence :

Valide la saisie arrêt pratiquée le 19 octobre 1965 entre les mains de la Société Générale des Banques à concurrence de cette somme ;

Dit que la Compagnie Générale d'Assurances sera libérée envers Fonga en payant à la SOCCA partie opposante, la somme de 357 625f non compris les frais du présent arrêt ;

.../...

LA COUR :

Attendu qu'il résulte du dossier et des débats que Fonga a été débouté de sa demande en dommages intérêts contre la Compagnie Générale d'Assurances par jugement mixte du 23 juin 1966 non frappé d'appel, que d'autre part le principe de la subrogation de la société camerounaise de crédit Automobile (SOCCA) est constant en vertu de l'avenant de rattachement annexé à la police d'Assurances n° 5005 - 390 souscrite par Fonga du 20 mai 1964 pour couvrir les dommages éprouvés par son camion et que cet avenant stipule qu'en cas de sinistre la SOCCA sera subrogée dans tous les droits de Fonga vis à vis de la Compagnie d'Assurances les indemnités versées par celles-ci serviront d'abord à régler la somme due à la SOCCA à laquelle il délègue dès maintenant le bénéfice de ses indemnités à concurrence de la somme totale en principal, frais et intérêt qui pourront lui être dus ;

Attendu dès lors qu'il incombe de statuer uniquement aujourd'hui en l'état des justifications versées régulièrement aux débats par les parties qui en ont contradictoirement discuté sur l'évaluation du préjudice de Fonga, le montant des primes échues, le solde débiteur de Fonga dans les livres de la SOCCA, pour fonder la saisie-arrêt dont la validation est demandée, seules questions réservées par le jugement mixte, sur lesquelles s'est prononcé le jugement du 30 Novembre 1967 soumis en entier à l'appréciation de la Cour ;

Attendu, sur le premier point que Fonga soutient qu'il faut ajouter le prix de vente de l'épave, réalisée par la SOCCA, à la valeur venale du camion au moment de l'accident puis, du total ainsi obtenu, retrancher la créance de la SOCCA représentée par 7 traites de 47 000f ;

Attendu que ce mode de calcul comporte une double erreur en ce que Fonga méconnaît à la fois l'étendue de l'obligation de l'assureur et la mesure des charges qui pèsent sur le signature d'un contrat de financement ;

Attendu qu'en effet, qu'en cas de perte totale de la chose, l'indemnité mise à la charge de l'assureur par le contrat d'assurance dont Fonga revendique le bénéfice, comprend la valeur avant sinistre, déduction opérée du sauvetage à l'exclusion de l'indemnité pour privation de jouissance ;

...../.....

Attendu que la valeur avant a été fixée par la Compagnie à 650 000f qu'elle n'est pas contestée ;

Attendu, par contre, que Fonga estime à 136000f la perte appréciée à 200 000f ;

Attendu que l'épave a été vendue aux enchères peu de temps après l'expertise, et adjugé pour la somme de 136 000f, avec la publicité qu'implique cette forme de vente, que le prix d'adjudication correspond plus exactement à la valeur de l'épave que l'évaluation de l'expert, aussi viendra-t-il en déduction de la valeur vénale, ce qui ramène l'indemnisation de Fonga à $650\ 000f - 136\ 000f = 514\ 000f$, en augmentation de 109 000f sur l'offre de la Compagnie ;

Attendu sur le second point que la Compagnie générale d'Assurances demanderesse reconventionnelle en paiements des primes échues le 25 Novembre 1964 et 24 juin 1965 pour un autre véhicule appartenant à Fonga et dont elle couvrait les risques, suivant police n° 5020-888, justifié d'une créance liquide et exigible de $34142 + 44\ 925 = 79\ 067f$;

Qu'en raison du caractère de cette créance c'est à bon droit que le Tribunal a déclaré qu'elle sera compensée avec la créance de Fonga sur l'assureur ;

Attendu, enfin, que suivant contrat du 16 mai 1964 la société Camerounaise de Crédit Automobile avait consenti à Fonga, pour l'achat d'un camion, un prêt garanti par une constitution du gage sur le véhicule et remboursable au moyen de 12 effets de commerce, à échéances échelonnées, souscrits au profit de la société par Fonga ;

Qu'à la suite de l'accident celui-ci cessa de payer les traites restantes lesquelles au nombre de 7 deviennent immédiatement exigibles au même titre que la clause pénale de 10% sur leur montant, le débiteur étant en outre responsable du paiement des intérêts et de tous les frais généralement quelconques ;

Attendu que la SOCCA s'est alors opposée à ce que l'assureur se libère par préférence, en d'autres mains que les siennes, a fait saisir et vendre l'épave aux enchères publiques, enfin a pratiqué, le 19 octobre 1965 avec la permission du juge, saisie arrêt à la société Générale des Banques au Cameroun pour obtenir paiement sur toute somme qu'elle détiendrait pour le compte de Fonga à concurrence de la somme de 4 188 000f

en principal non compris les frais de procédure en validité ;

Attendu que la créance de la SOCCA est certaine dans son existence que son chiffre reste à déterminer effectivement ;

Attendu que vainement la Cour a essayé d'obtenir que la SOCCA produise un relevé récent du compte de Fonga, que son silence laisse présumer qu'elle n'a aucun frais autres que ceux qui ont été liquidés au jugement ou qui le seront par l'arrêt à porter sur le relevé du 25 mars 1966, dernier en date régulièrement soumis à la libre discussion des parties ;

Attendu que ce relevé paraît juste et fondé, qu'en effet, figurent au débit, le montant des traites, les frais de retour, les intérêts de retard, les dommages intérêts pour trouble d'exploitation, les honoraires et les frais de poursuite, qu'au crédit sont mentionnés 5 paiements par banque, le prix de l'épave après déduction des frais de vente et du droit de procuration de l'huissier, que son solde débiteur s'élève à 357 625f, que c'est donc à cette somme que sera évalué le montant des causes de la saisie, et celui de l'opposition faite par la SOCCA entre les mains de l'assureur ;

Par ces motifs :

Confirme le jugement entrepris sur la valeur vénale du camion accidenté et sur la créance de primes de la Compagnie Générale d'Assurances ;

Réformant pour le surplus : dit l'offre de paiement d'une indemnité de 405 000f faite par la dite compagnie non satisfaisante ;
Fixe l'indemnité qu'elle aura à payer à Fonga à 514 000f et compte tenu de la condamnation prononcée contre lui en remboursement de 79067f de primes échues, dit que la Compagnie Générale d'Assurances doit à Fonga la somme de 434 937f ;

Constata la créance justifiée de la Socca pour la somme de 357 625f ;

En conséquence :

Valide la saisie arrêt pratiquée le 19 octobre 1965 entre les mains de la Société Générale des Banques à concurrence de cette somme ;

Dit que la Compagnie Générale d'Assurances sera libérée envers Fonga en payant à la SOCCA partie opposante, la somme de 357 625f non compris les frais du présent arrêt ;

.../...

Donne tant que besoin, et une fois justifié. ce paiement par la Compagnie Générale d'Assurances, main levée de la saisie arrêt pratiquée à la SGB.

Dit enfin que la somme restante soit 77 308f sera versée directement à Fonga.

LA COUR :

Attendu que la Cour du Céans est saisie, en vertu de l'arrêt rendu le 17 Octobre 1967 par la Cour Suprême, des appels interjetés à titre principal par la Société Chanas et Privat Transports et Compagnie d'Assurances, centre un jugement du tribunal de Première Instance de Douala en date du 9 Décembre 1964 et à titre incident par la Société des Transports Blat ;

Attendu que, le 25 Novembre 1963, vers Mbanga, un camion 8 tonnes, de marque International, à ridelles bâché, de la société des Transports Blat, a été gravement endommagé dans une colline avec un camion de la Société Chanas et Privat dont la responsabilité n'est pas constatée ; que la Société des Transports a le 25 Mars 1964 mis la Société Chanas et Privat en demeure de lui payer ;

-- la somme de 2 750 000 F en réparation du dommage matériel en se fondant sur une expertise Vinot établie à sa requête ;

- celle de 1 000 000 de francs d'indemnité de privation de jouissance ; que cette mise en demeure étant restée sans effet elle a assigné le débiteur en paiement de ces deux sommes avec les intérêts de droit ; que sur cette assignation, la compagnie d'Assurances générales, assureur de la Société Chanas et Privat est intervenue afin de verser aux débats une ancienne police comme quoi le camion sinistré avait été assuré, le 23 Octobre 1965, pour une valeur neuve de 1 630 000 F discutant ainsi le montant du préjudice ;

Attendu que le tribunal a dans le jugement entrepris, déclaré irrecevable pour tardivité l'exception de nullité de l'expertise Vinot qu'avait soulevé la Société Chanas et Privat, dit l'intervention de l'assureur sans intérêt, condamné la Société Chanas et Privat à la Société des Transports Blat, la somme de 2 750 000 F en réparation de son préjudice matériel ; sursis à statuer sur la fixation de l'indemnité d'immobilisation sans se prononcer sur les intérêts légaux ;

Sur les appels principaux :

Attendu que la Compagnie d'Assurances générales soutient que son intervention aux côtés de son assuré est nécessaire et fondé ;

Attendu que l'assureur doit être admis à intervenir dès lors qu'exposé par le litige à l'exécution de ses obligations contractuelles elle se trouve à pouvoir produire valablement la police souscrite entre elle et la Société des

Transports Blat, pour constater la valeur du préjudice résultant de la détérioration d'un camion qu'elle avait précédemment assuré ; que c'est donc à tort que le premier juge a rejeté son intervention ;

Attendu que la Société Chanas et Irivat Transports et la Compagnie d'Assurances Générales font valoir que l'expert Vinot a été désigné unilatéralement par ordonnance sur requête de la Société des Transports Blat, qu'il a rempli sa mission sans avoir prêté serment, que son travail manque d'objectivité lorsqu'il conclut à un préjudice de l'ordre de 3 000 000 F sous déduction de 250 000 F de valeur d'épave, alors que le même camion avait été assuré en 1955 pour une valeur vénale de 1 500 000 F et ne pouvait valoir le double 10 ans plus tard, qu'elles critiquent en outre le principe d'une indemnité d'immobilisation au motif que la mise en épave et l'achat pour la victime, trois jours après l'accident, d'un véhicule de remplacement pour obstacle à l'allocation d'une indemnité de chômage qu'elles concluent donc à l'infirmité du jugement déféré et demandent à la Cour de déclarer satisfaisante l'offre de paiement de 1 400 000 F, après déduction de la valeur d'épave, de débouter la Société des Transports Blat du surplus de ses prétentions, subsidiairement, d'ordonner une expertise aux fins, d'évaluer le préjudice réellement subi ;

Attendu que la Société des Transports Blat a conclu de son côté à la confirmation du jugement :

- a) sur la déchéance de l'exception ;
- b) sur les dommages - intérêts qui lui ont été accordés ;
- c) sur le principe de l'allocation d'une indemnité d'immobilisation qu'elle demande d'ailleurs d'évaluer à 1 000 000 francs car ajoute-t-elle, elle n'a pu encore obtenir remplacement du véhicule détruit :

Attendu qu'il est constant que l'expert Vinot a été désigné par ordonnance sur requête de la Société des Transports Blat, que l'ordonnance n'a pas été signifiée à la société responsable de l'accident, que toutefois l'expert a convoqué par lettre recommandée la Société Chanas et Irivat à son adresse à Nkongsamba pour qu'elle assiste à ses travaux à une date et à une heure précisées dans la lettre ; que l'expert a instrumenté sans prestation de serment, en l'absence de la partie adverse qui déclare avoir été prévenue dans un délai trop court pour qu'elle pût assister aux opérations.

similaire, présentant les mêmes qualités et les mêmes avantages, sous déduction, en cas d'accord des parties, de la valeur vénale de l'épave; que s'il est impossible d'acquérir un objet correspondant aux qualités de l'objet détruit, la victime aura droit à l'acquisition d'un objet neuf ou de meilleure qualité, mais l'enrichissement qui en résulterait pour elle doit venir en déduction du prix de remplacement pour obtenir la vraie valeur de remplacement ;

Attendu qu'il n'est pas possible que la Société des Transports Blat se procure un camion correspondant aux qualités du camion détruit, s'agissant d'un modèle qui n'est plus importé au Cameroun ;

Attendu qu'il apparaît que le prix de la valeur vénale proposée par deux experts est plus ou moins hypothétique en l'absence de la cotation officielle ;

Attendu dès lors que l'on doit se référer, afin d'éviter l'insuffisance de la réparation du dommage, au prix d'un véhicule de remplacement approximativement identique, tel que le camion MAGINUS DEUTZ dont le prix actuel, caisse comprise est de 5 000 000 de francs et d'affecter ce prix de remplacement d'un coefficient pour tenir compte de l'enrichissement qui en résulterait pour la victime ;

Attendu que la cour estime au vu des éléments qu'elle possède, notamment des transformations, de la durée et des conditions d'utilisation minutieusement détaillées dans le rapport Vinot, que le coefficient de 60% permettra à la Société des Transports Blat d'obtenir l'entière réparation de son préjudice avec, en définitive, une valeur de remplacement de 2 000 000 de f que de cette somme sera déduite les 250 000 f de valeur d'épave non contestée, d'où un reliquat de 1 750 000 f à la charge de la Société Chanas en augmentation de 350 000 f sur l'offre qu'elle avait faite ;

Attendu pour répondre à l'argument tiré de la valeur assurée en 1954, que celle-ci n'est pas convaincante car le client est libre d'adopter l'estimation qui lui convienne, en fonction des primes à payer, et de rester son propre assureur pour la différence entre la valeur réelle et la valeur assurée ;

Attendu en ce qui concerne l'indemnité d'immobilisation que les parties ont conclu, la Société des Transports Blat maintenant sa demande initiale d'un million de francs de ce Chef, la Société Chanas affirmant, après avoir offert la somme de 28 800 f qu'il n'y a pas eu privation de jouissance ;

Attendu que même en cas de destruction, la perte temporaire de jouissance existe mais se ramène au temps nécessaire pour se procurer une autre voiture ; que cette durée varie généralement entre 10 et

15 jours dans les conditions normales d'approvisionnement, quand par contre il n'existe pas de marché d'occasion organisé, ni de marché de neuf approvisionné en véhicules utilitaires comme dans le cas d'espèce, il est normal d'augmenter cette durée d'un délai de route de 20 à 25 jours ;

Attendu que la société des Transports Blat, en raison de sa situation financière et des possibilités de crédit qu'elle a, pouvait avancer les frais d'achat ; que si, à la vérité, le camion MAGINUS DEUTZ obtenu quelques jours après le sinistre, en exécution d'une commande antérieure, n'a pas remplacé le camion international détruit, la société était en mesure d'obtenir un véhicule de remplacement dans les 30 jours de l'accident ;

Attendu que le tarif forfaitaire d'indemnisation pour le préjudice considéré est de 600 f par tonne et par jour ; que le tonnage moyen à retenir est de 10 tonnes ; qu'il s'ensuit que l'indemnité de chômage due à la société est de : $600 \times 10 \text{ t} \times 30 \text{ j} = 180\ 000 \text{ francs}$.

Sur l'appel incident :

Attendu que la Société des Transports Blat demande à la Cour de dire que les dommages-intérêts porteront intérêts légaux à partir du 25 Mars 1964, date de la mise en demeure du débiteur ;

Mais attendu que les intérêts au taux légal ne sont dûs, s'agissant d'une créance quasi-délictuelle, qu'à compter du présent arrêt ; qu'il serait illogique d'allouer ces intérêts à compter de la mise en demeure du 25 Mars 1964, alors d'une part, que le dommage de la Société des Transports Blat a été fixé compte tenu de tous les éléments existants et évalués à ce jour et que d'autre part, cette société a toujours reconnu n'avoir ni passé de commande, ni réalisé un quelconque emprunt, ni exposé les frais de location d'un véhicule de remplacement ;

Par ces motifs :

Condamne la Société Chanas et Privat Transport et la Compagnie d'Assurances Générales in solidum à payer à la Société des Transports Blat :

- la somme de 1 750 000 f à titre de dommages-intérêts ;
- les intérêts de cette somme au taux légal à compter de ce jour ;

ANNEE 1973

CA YAOUNDE ARRET N° 23 DU 13 DECEMBRE 1973

LA COUR :
AU FOND :

Considérant que les appelants principaux limitent leur appel pour les deux derniers chefs de demande, c'est sur l'indemnité d'immobilisation et les dommages intérêts alloués au sieur BELINGA pour perte de son véhicule ;

Considérant que les appelants principaux contestent leur responsabilité pour ces deux chefs de demande ; qu'en effet ils exposent que la longue immobilisation ainsi que la saisie et la perte du véhicule de BELINGA est des conséquences de sa situation financière obérée ; que si le sieur BELINGA avait payé ses primes d'assurances à son assureur le groupement français d'assurances et honoré les traites qu'il avait signées au profit de la SOCCA, son véhicule n'aurait pas été immobilisé plus longtemps que la durée normale prévue pour les réparations de la remise en état et n'aurait pas été non plus saisi et vendu aux enchères par la SOCCA ; que ces faits leur étant étrangers, ils ne peuvent en supporter les conséquences qu'ils ont offert de payer à BELINGA la somme de 36000f à titre d'indemnité d'immobilisation et conclu au débouté pur et simple de ce dernier du surplus de ses demandes mal fondé ;

Considérant que le sieur BELINGA dans son appel incident n'a lui aussi remis en cause que le montant de l'indemnité d'immobilisation et les dommages intérêts pour la perte de son véhicule, qu'échet de dire que le jugement rendu par le tribunal de Grande Instance de Yaoundé est définitif sur 467 770f alloués à BELINGA à titre remboursement des frais de réparation de son véhicule ;
Sur la responsabilité de la compagnie d'Assurances générales Chanas et Privat pour la longue immobilisation, la saisie et la vente du véhicule de BELINGA Paul ;

Considérant qu'il est constant et reconnu que la Compagnie d'Assurances Générales Chanas et Privat dans ses conclusions du 17 septembre 1973 que dès fin décembre 1972, le sieur BELINGA avait pris contact avec elle pour un règlement amiable du sinistre du 18 octobre 1972 dont son assuré MIKES était, sans contestation, entièrement responsable ; qu'elle a donné son accord pour ce principe du règlement amiable de ce sinistre ;

Considérant que dès lors que la Compagnie d'Assurances Générales Chanas et Privat a donné son consentement pour régler directement au sieur BELINGA Paul les dommages résultant de l'accident du 18 octobre 1972, il lui appartient de respecter ses engagements sans plus tenir compte des rapports pouvant exister entre celui-ci et ses assureurs (GFA) et bailleur de fonds (SOCCA) ;

Considérant que la Compagnie d'Assurances Générales après avoir pris l'engagement de supporter les frais de réparations du véhicule de BELINGA s'y est par la suite refusé au motif que les appositions à tout règlement du sinistre lui avaient été signifiées le 11 janvier 1973 tant par la GFA et que par la SOCCA et la SOCARET ;

Mais considérant qu'il résulte de l'examen du dossier qu'aucune opposition régulière faite dans les conditions fixées par l'Article 295 C.P.C. n'avait été signifiée à la Compagnie d'Assurances Générales à la date du 11 janvier 1973 que cette allégation est donc dénuée de tout fondement et le refus de la susdite compagnie d'Assurances de respecter ses engagements à l'égard du sieur BELINGA non justifiée ;

.... /

Considérant que les oppositions régulières n'ont effectivement été opérées entre les mains de la Compagnie Chanas et Privat que les 22 et 23 mai 1973, soit près de 3 mois après la saisie et la vente du véhicule de BELINGA, qu'en fondant son refus de respecter ses engagements vis à vis de celui-ci sur une opposition formée par simple lettre missive, la Compagnie d'Assurances Générales a engagé sa propre responsabilité ;

Considérant qu'il ne fait aucun doute que si la Compagnie d'Assurances générales avait payé les frais de réparations à la SOCARET, BELINGA aurait sorti son véhicule le 18 janvier 1973, qu'il résulte que l'immobilisation qui s'est prolongée jusqu'au 18 février était la conséquence directe du refus de la Compagnie Générale d'Assurances de supporter les dommages de l'accident du 18 octobre 1972 que celle-ci doit alors être condamnée à payer à BELINGA l'indemnité correspondante à la susdite immobilisation

SUR LE QUANTUM DE L'INDEMNITE D'IMMOBILISATION

Considérant sur ce point qu'il convient de réparer le préjudice réellement éprouvé par le sieur Belinga, que son véhicule ayant été immobilisé du 18 octobre 1972 au 18 février 1973 soit pendant 123 jours il est équitable de lui allouer une indemnité d'immobilisation pour cette période ;

Considérant que le véhicule était un car affecté au transport public de passagers que la Cour estime équitable de fixer à 15000f l'indemnité journalière d'immobilisation à allouer au sieur Belinga qu'ainsi il doit lui être accordé la somme de $15000 \times 123 = 1845000$

Par ces motifs.....

ANNEE 1974

CA YAOUNDE N° 46 du 8 mai 1974

LA COUR :

AU FOND

EN CE QUI CONCERNE LA COUVERTURE PAR LE GFA DU SINISTRE DU 10 JUILLET 1970 :

Considérant que la condamnation porte non pas sur l'intégralité de la demande formulée en 1^{ère} Instance par Belinga mais sur les dégâts "initiaux" évalués en 54 330f, somme qui correspondait et correspond bien à l'offre faite par l'assureur ;

Considérant qu'il ne subsiste plus de litige dès lors que l'intimé se borne dans ses écritures du 20 octobre 1973, à solliciter la confirmation du jugement entrepris ;

Qu'ainsi s'avèrent superflues les discussions élevées sur ce point par les parties dans leurs conclusions respectives ;

Sur l'indemnité d'immobilisation du véhicule accidenté

Considérant qu'il s'agit moins de l'application de l'article 17 des conditions générales de la police d'Assurances, que la réparation du préjudice subi du fait du GFA dont le silence sinon la réticence opposée à tort du 14 Août 1970 au 20 octobre 1970, aux démarches du propriétaire du véhicule Volkswagen n° C 517 E n'a pas permis à cet assuré d'envisager à temps la prise en charge par lui-même des réparations qui s'imposaient ;

" Et considérant qu'il s'agit d'un véhicule de rapport ; que le premier juge a raisonnablement et équitablement fixé à 5000f, l'indemnité journalière d'immobilisation confirme le jugement entrepris.

- JP. BAUER
L'assurance automobile
législation - garanties - tarification
responsabilités - Indemnisation - Juris-
prudence.
Les accidents de la circulation.
2ème édition
Edition de l'Argus 1968
- BEDOUR
Précis des accidents d'automobile.
Edition 1966.
- R. BERAUD
Le préjudice matériel et l'expertise Auto.
(1966)
- A. BESSON & MAURICE PICARD
Les Assurances terrestres en droit français
Tome premier.
Le contrat d'assurance
3ème édition L.G.D.J.
- G. FRAY
Guide pratique de l'estimation du
préjudice matériel.
- G. BRIERE de L'ISLE
Droit des Assurances.
- H. MARGENT
Accidents de la circulation
Responsabilité et réparation du dommage
Matière et remèdes
Société d'édition et de publications;
- A. SUDAKA
(Article)
La réparation du préjudice matériel
Technique de l'évaluation
G.P. 66 - I doct. page 137
- Léon WECHSLER
Automobiles endommagées à la suite d'accident
3ème édition de l'Argus - 1962 -
- Gill DINGOME
(Mémoire de licence)
La réparation du dommage (étude de la ju-
risprudence camerounaise)
Année académique 1974 - 1975
Université de Yaoundé

Abréviations

- Introduction

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Les conditions préalables à l'indemnisation

Section 1.- L'obligation de l'assuré.

PARAGRAPHE 1.- La déclaration du sinistre

A - L'objet de la déclaration

B - Preuve de la déclaration

PARAGRAPHE 2.- Sanctions de l'obligation de l'assuré : la déchéance

A - Nature et effets de la déchéance

- Conditions de forme

- Conditions de fond

- Effets de la déchéance

B - Application dans la pratique

Section 2.- La constatation des dégâts.

PARAGRAPHE 1.- Les constats

A - Le constat de police ou de gendarmerie

B - Le constat par actes extra-judiciaire

PARAGRAPHE 2.- L'expertise

A - L'expertise amiable et contradictoire

B - L'expertise judiciaire

...

L'EVALUATION DES DOMMAGES

CHAPITRE PREMIER : L'estimation des dommages matériels.

Section 1.- La réparation due en cas de destruction totale du véhicule.

PARAGRAPHE 1.- La détermination de la valeur du véhicule

- A - La valeur vénale
 - définition
 - critère d'appréciation
- B - La valeur de remplacement
 - définition
 - détermination de la valeur de remplacement

PARAGRAPHE 2.- L'épave du véhicule

- A - L'épave appartient au lésé
- B - L'épave appartient au responsable (Assureur)

Section 2.- La réparation due en cas de détérioration du véhicule.

PARAGRAPHE 1.- Coût des réparations supérieur à la valeur vénale

- A - Totalité des réparations
 - véhicules d'un modèle ancien
 - véhicules d'un modèle périmé
 - véhicules de luxe
- B - Valeur de remplacement
- C - Solution intermédiaire

PARAGRAPHE 2.- Problèmes nés de la réparation du véhicule

- A - La dépréciation
- B - Sort de l'épave

...

Section 2.- Les personnes habilitées à recevoir le paiement.

PARAGRAPHE 1.- La règle de l'Art 1239 du Code Civil

A - La personne lésée

- l'assuré
- la victime

B - Les personnes expressément autorisées

PARAGRAPHE 2.- Les créanciers gagistes

A - Opposabilité du gage du seul fait de son inscription

B - Nécessité d'une opposition du gagiste entre les mains de l'assureur avant le versement de l'indemnité

CHAPITRE DEUXIEME : Le recours de l'assureur contre le tiers responsable.

Section Unique .- La subrogation.

PARAGRAPHE 1.- Les règles de la subrogation

PARAGRAPHE 2.- Effets de la subrogation

A - L'assureur exerce les mêmes droits que l'assuré

B - Cas où l'assureur ne peut exercer son recours

CONCLUSION :

- 1 - Rôle de la prévention
- 2 - Les conventions entre assureurs

ANNEXE :

BIBLIOGRAPHIE -

PLAN -